

**Les services de presse
des
gouvernements
et de la
S. D. N.**

THÈSE POUR LE DOCTORAT DE DROIT

présentée et soutenue le 20 Mai 1939 à 14 heures

par

Mihaïlo STANKOVITCH

JURY :

Président... M. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE

Suffragants : { M.M. SIBERT
EDOUARD DOLLEANS

LIBRAIRIE SOCIALE ET ECONOMIQUE

3, RUE SOUFFLOT, 3

PARIS

1939



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41554628_0004

Les services de presse
des
gouvernements
et de la
S. D. N.

THÈSE POUR LE DOCTORAT DE DROIT

présentée et soutenue le 20 Mai 1939 à 14 heures

par

Mihaïlo STANKOVITCH

JURY :

Président..... M. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE

Suffragants : { M.M. SIBERT
EDOUARD DOLLEANS

LIBRAIRIE SOCIALE ET ECONOMIQUE

3, RUE SOUFFLOT, 3

PARIS

1939

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

LA SCIENCE DE LA PRESSE

La science de la presse est née en Allemagne. Dès les premières années du siècle, il existait dans certaines universités allemandes, notamment à Berlin et à Leipzig, des chaires consacrées à la *Zeitungskunde*, ou à la *Zeitungswissenschaft*. De 1885 à 1923 on compte 221 thèses concernant le journalisme. En 1926, sur vingt-trois universités allemandes, sept seulement ne s'occupaient pas de la science de la presse. L'Amérique, elle aussi, possédait avant la guerre plusieurs universités vouées uniquement au journalisme et bien florissantes.

Un nouvel essor s'est manifesté à la suite de l'Exposition internationale de la Presse, tenue en 1927 par la ville de Cologne. L'idée d'une science de la presse qui était jusque là vague et confondue avec la pédagogie du journalisme, a été concrétisée. La nouvelle science s'est proposée d'étudier la presse comme un phénomène social, comme une manifestation de l'activité des hommes vivant en société, comme un élément de cette société elle-même, influant sur tous les autres éléments et recevant d'eux à son tour des influences (1).

Quelques mois à peine après le Congrès de Cologne se constituait à Berlin l'Institut für *Zeitungskunde* qui, sous l'égide de l'Université et du Gouvernement, entreprit de recueillir une documentation non seulement allemande mais internationale sur tout ce qui touche au journalisme et à son influence sur les mœurs.

(1) Stephan VALOT : *Y a-t-il une science de la presse*; Cahiers de la presse, N° 1, p. 12.

Le premier pas que la science de la presse a fait a été la tentative de donner la définition scientifique du journal. Celle d'Otto Groth fut la plus longue :

« Une publication, provenant d'une entreprise économique, c'est-à-dire production reproduite mécaniquement à de nombreux exemplaires et à des intervalles très rapprochés (au plus une semaine). Cette production doit revêtir un caractère universel, d'un intérêt général, se rapportant tout spécialement à l'actualité. Son contenu doit faire part des communications, émettre des idées, porter des jugements, donner des connaissances dans le but de former et de conserver un public. »

La définition du journal, cent fois tentée, en Allemagne notamment, est aussi éloignée d'une solution satisfaisante que la quadrature du cercle (2).

Quant au journaliste, il est, d'après M. Richten, « antenne et station d'émission de la vie quotidienne » et d'après M. Sury d'Aspremont, « un homme du métier, au service du public, avec la mission de le renseigner exactement, de l'instruire consciencieusement et de le distraire honnêtement » (3).

M. Martin-Mohr, directeur de l'Institut de Presse à Berlin, définissait ainsi la science journalistique : « La science de la civilisation, en tant que la synthèse de la pensée qui dans le journalisme enregistre des faits : le cours d'un passé appartenant à l'histoire et le présent vivant, fruit du travail de l'homme au service du temps qui se renouvelle sans cesse sous des formes toujours neuves. »

En quelques années, l'Institut für Zeitungskunde à Berlin acquit un prestige et une autorité qui servirent grandement la réputation de la science allemande dans le monde (4). Cependant, il n'a pas continué son travail avec le même zèle à la suite de l'avènement du régime actuel en Allemagne. Il paraît que la science de la presse s'est vue

(2) Marc JARYC : *Problèmes et méthodes de la science de la presse* ; Cahiers de la presse, N° 1, p. 63.

(3) SURY D'ASPREMONT : *La presse à travers les âges*.

(4) VALOT, *ibid.*

obligée de trouver un nouveau centre d'études. Et c'est à Paris que fut créé, au sein de l'Université, l'Institut de Science de la Presse, qui a commencé son travail le 1^{er} septembre 1937. Il était chargé d'étudier tous les problèmes ayant trait à l'histoire, au droit, au rôle politique, à la vie économique et sociale et aux conditions techniques de la presse, dans le cadre national et international. L'Institut de Science de la Presse de l'Université de Paris publie depuis le mois de janvier 1938 les *Cahiers de la Presse*, une revue trimestrielle, qui fait honneur à la plus jeune des sciences.

Les gens qui s'adonnent, en France, aux études scientifiques de la presse se sont bien rendu compte que leur science ne peut être cantonnée sur un domaine restreint ni classifiée comme intéressant telle ou telle branche de la vie publique. La presse touche au droit; la presse a sa place dans l'histoire; la presse intéresse l'économie; la presse joue un rôle important dans la politique intérieure d'un pays de même que dans les relations internationales. Pour la complète connaissance de cet ensemble, il faut des efforts complémentaires. Selon M. Guétzévitch, directeur de l'Institut de Paris, il faut un travail « en équipe », où le juriste écouterait l'historien, où l'économiste donnera ses conseils au juriste, et où le journaliste pourra initier l'historien ou le sociologue à la vie de la presse (5).

M. Valot (6) constate que le droit était, à peu de chose près, la seule discipline qui se fût avisée depuis longtemps que la presse existait, et que son existence suscitait des problèmes auxquels il était intéressant de chercher une solution. C'est pourquoi la presse fait confiance aux juristes, et les voit avec gratitude se pencher sur les problèmes dont dépendent sa vie et sa mission.

Accueillie chaleureusement par les juristes, par les sociologues, par les historiens, la science de la presse pourra nous apporter des résultats précieux sur le présent et sur

(5) B. MIRKINE-GUETZEVITCH : *Avertissement*; *Cahiers de la presse*, N° 1, p. 8.

(6) VALOT, *ibid.*, p. 14.

le passé. La science de la presse se déploie en même temps que l'enseignement des journalistes, longtemps combattu comme inutile, devient indispensable dans tous les pays. Les écoles de journalistes remontent plus loin que la science de la presse. En 1927, plus de 230 universités et collèges américains avaient des cours de journalisme, et 55 d'entre eux possédaient une école complète ou un « département » universitaire spécialisé. En Allemagne, des tentatives avaient eu lieu avant 1914, et la guerre a donné à ce mouvement une impulsion décisive. Des cours de journalisme s'ouvrirent à l'Université de Londres en octobre 1919. La France, bien qu'elle possède la première école de journalisme, fondée à Paris en 1899, ne connaît pas un essor considérable après la guerre.

Dans d'autres pays l'initiative a été prise par les gouvernements, comme en Tchécoslovaquie; par les universités, comme à Zurich; par les associations de presse, comme en Belgique. Le gouvernement des soviets a créé diverses institutions destinées à former des journalistes. En Italie, la Faculté fasciste des Sciences politiques à Pérouse indique, parmi les objets traités dans les cours, l'histoire du journalisme et la législation de la presse. Hors d'Europe on trouverait des écoles semblables, à Changhaï, aussi bien que dans des colonies anglaises comme la Nouvelle Zélande ou le Queensland (7).

Quelque intéressant que puisse être l'enseignement professionnel du journalisme, ce n'est pas la science de la presse, pas plus que la formation professionnelle de l'employé de banque, voire même de l'inspecteur des finances, n'est la science financière (8). Cependant les écoles du journalisme ne se bornent pas longtemps à la technique professionnelle du journalisme, et s'adonnent aux recherches scientifiques : elles sont précurseurs de la science de la presse.

(7) G. WEILL : *Le journal*, p. 370.

(8) VALOT, *ibid.*, p. 13.

L'ETAT JOURNALISTE

Il n'est pas une question juridique concernant la presse qui puisse être traitée sans tenir compte du monde des journaux, de leurs moyens d'existence, de leur influence sur les masses. Ces données varient d'un pays à l'autre, d'une époque à l'autre.

On dit souvent que chaque pays a la presse qu'il mérite. Peut-être ne s'agit-il pas toujours de « mériter ». La nouvelle histoire nous apprend que le visage et la destinée de la presse peuvent être changés sans que le peuple ait mérité d'être privé, par exemple, de la liberté de la presse.

Ce qui importe plus que le « mérite », c'est qu'en étudiant la presse d'un pays donné on peut connaître facilement l'aspect de son régime politique et social. Une influence prépondérante, abstraction faite de sa justification et de sa dureté, se reflète instantanément dans le monde des journaux. Si l'on veut connaître la démocratie, le bolchevisme, le fascisme, le national-socialisme et leurs expressions concrètes, il est indispensable d'étudier, entre autres, le régime de presse.

En prenant la presse comme moyen d'influence et non comme « quatrième pouvoir », nous n'attribuons pas à cet instrument une force indépendante et originale. Surtout après la guerre, les dirigeants qui entendent exercer une influence durable sur les masses peuvent omettre de s'emparer des chemins de fer, des banques, des usines, mais ils ne tardent pas à mettre la main sur les rédactions des journaux. Toutes les péripéties par lesquelles sont passés les régimes autoritaires d'après-guerre se traduisent dans leurs rapports avec les journaux. Le régime de presse sert de miroir au régime général dans un pays.

On parle de l'Etat industriel, de l'Etat entrepreneur, de l'Etat banquier ; aujourd'hui nous pouvons parler de l'Etat journaliste, de l'Etat éditeur, de l'Etat imprimeur. L'extension récente des services gouvernementaux de presse, qui ne se bornent plus à informer et être informés, mais à

convaincre et à convertir, montre le fait d'une étatisation croissante du labour journalistique. La presse devient de plus en plus un service public, un monopole de l'Etat.

Par services de presse il ne faut pas entendre seulement le fonctionnement visible des bureaux de presse, institués auprès des ministères des affaires étrangères ou des présidences du conseil, mais il faut aussi prendre en considération l'empiètement du gouvernement dans l'organisation intérieure des journaux, et sa propre activité journalistique. Sous les régimes totalitaires, l'empiètement de l'Etat se traduit dans la surveillance de l'activité de la presse et dans l'intervention dans la nomination de son personnel dirigeant.

L'activité des bureaux gouvernementaux de presse se déploie le plus souvent sous le prétexte de « collaborer » avec la presse ou de l'« orienter » dans le sens des intérêts nationaux. Sans doute, le développement des services gouvernementaux s'effectue aux dépens de la liberté de la presse. Cette constatation ne se rapporte pas seulement à des pays autoritaires ou totalitaires mais aussi bien à des pays où la liberté de la presse continue à être garantie par la Constitution. Au moyen de réduction de tarifs et de diverses facilités que l'Etat accorde aux journaux (lire par l'impôt que l'Etat perçoit sur les contribuables en vue de diminuer le prix de revient de la presse), cet Etat y exerce une influence plus ou moins accentuée. Dans quelle mesure un gouvernement utilisera cette situation favorable, cela dépend du régime parlementaire et de toute la conjoncture des circonstances politiques et sociales.

M. Vandervelde, alors vice-président du conseil belge, a bien fait remarquer : « Les journalistes ne doivent pas oublier que dans les pays où il n'y a pas de parlement il n'y a plus de journaux libres. Journalistes et parlementaires doivent travailler ensemble, car ils ont un patrimoine commun à défendre. Ils doivent avoir la même foi imprescriptible dans la liberté. »

En effet la crise du parlementarisme a eu pour conséquence la restriction de la liberté de la presse, alors que les

services de presse, propres au gouvernement, se sont développés dans la même mesure.

Là où diminue la liberté de la presse, commence l'activité de l'Etat journaliste. Cette causalité impose la conclusion suivante: lorsqu'on étudie le monde des journaux on ne doit pas perdre de vue les services gouvernementaux de presse, et, inversement, lesdits services ne peuvent être bien appréciés si l'on ne connaît pas l'état courant de la presse.

C'est ainsi qu'on peut constater que dans les pays à la presse libre l'activité des bureaux officiels de presse est très réduite: ils entretiennent les rapports avec des journalistes, surtout étrangers, leur fournissent la documentation nécessaire, répriment de fausses nouvelles et parfois exercent une influence plus forte au moyen des agences officieuses. Toutefois, on reproche à ces bureaux de presse de n'avoir pas organisé, d'une façon complète, la répartition des nouvelles et de n'être pas à même de combattre efficacement la propagande étrangère.

Dans les pays à la presse contrôlée, les bureaux deviennent des institutions très puissantes, ils se transforment en véritables ministères. Leur activité englobe la propagande intérieure et extérieure, et leur influence sur la presse s'exprime par l'exercice de la censure ou du moins de la surveillance.

Venons maintenant à des pays à la presse dirigée. Le bureau de presse est le principal département du ministère de la propagande, institution à laquelle incombe l'éducation du peuple, la sauvegarde des intérêts de la nation et même l'offensive idéologique. On dit que ce service donne le « la » à tous les journaux; de lui émanent les directives précises, l'ordre pour déclencher ou apaiser une campagne, etc...

Enfin, sous le régime de la presse étatisée disparaît l'initiative privée qui, cependant, subsiste dans le système précédent. L'Etat détient le monopole dans le domaine de la presse, et traite ce moyen d'information, de distraction et de propagande comme un service public.

PREMIÈRE PARTIE

L'origine des services gouvernementaux de presse

CHAPITRE PREMIER

LA PRESSE ET LE GOUVERNEMENT

LE MYTHE DE LA PRESSE LA PRESSE ENTREPRISE PRIVEE ET LA PRESSE SERVICE PUBLIC

Jusqu'à nos jours, les écrivains, les conférenciers, les politiciens s'accordent à dire que la presse est la meilleure et la pire des choses (1). Et c'est d'elle-même que dépend si la presse va employer sa puissance pour le bien-être ou pour la destruction de l'humanité. Surnommée « quatrième pouvoir » (2) la presse est regardée comme un facteur indépendant de la société.

Pour remplir son rôle historique, la presse doit, semble-t-il, rester libre, absolument libre, sans tenir compte du temps ni des circonstances. Bien qu'elle soit inconstante et soumise à toutes les atteintes, la liberté de la presse est devenue plutôt un mythe que la revendication d'un droit (3).

« Mieux vaut — disait Sheridan — être sans Parlement que sans liberté de la presse, mieux vaut être privé de la responsabilité des ministres, de l'*Habeas Corpus Act*, du

(1) Traînez-la dans la boue, vous avez raison; Exaltez-la jusqu'aux étoiles, vous avez encore raison. (Maurice BARRÈS).

(2) Dans la bibliographie des journalistes (1858) Edmon Texier a ironiquement blâmé la presse de s'être appelée elle-même le troisième pouvoir de l'Etat. M. Robert de Jouvenel parle (1914) de quatrième pouvoir (à côté de l'exécutif, du législatif et du judiciaire). D'autre part, Friedrich von Gentz disait, en 1815, que la presse était la cinquième grande puissance.

(3) V. Galland a décrit la presse comme « moyen providentiel de régir le monde au XIX^e siècle ».

droit de voter les impôts, que d'être privé de la liberté de la presse, car tôt ou tard cette liberté, à *elle seule*, saura faire revenir toutes les autres. »

Pendant plus d'un siècle on prodigue des louanges et des glorifications sur la liberté de la presse, panacée pour tous les maux sociaux.

Où faut-il aller chercher cette force qui imposera la paix au monde? — se demandent deux publicistes français (4). Mais ils la voient sous nos yeux. Ce sont des journaux, « cette puissance contre laquelle on ne peut rien, car elle forme les esprits, les renseigne, les éduque, les dirige; cette souveraineté qui a fait chanceler les trônes, peut tout, doit tout faire, pour que triomphe la Paix. *Elle seule!* Tout le reste est à peu près vain ». Et, comme conclusion : « Si la presse voulait... Jamais, jamais plus les crimes ne recommenceraient. »

Ces lignes naïves sont écrites de bonne foi. Cependant, il est à remarquer que cette paix serait très précaire si elle devait se baser sur la presse du vingtième siècle.

Peut-on parler de la presse comme entité isolée? La presse a-t-elle une puissance intrinsèque, une volonté qui lui soit propre? Doit-on l'estimer comme la cause d'autres libertés, ainsi que l'a fait Sheridan?

Napoléon I^{er} appelait la presse la cinquième puissance et constatait que les journaux lui faisaient plus de mal que 400.000 hommes en rase campagne. Homme d'action, l'empereur français n'était pas inspiré par la philosophie, mais par la réalité militaire. Il regardait dans la presse une *arme* plus puissante que les canons. Par conséquent, une arme, matérielle ou spirituelle, ne dispose pas de sa propre volonté, pas plus qu'elle n'est dirigée par les lois providentielles. Sa puissance dépend de ceux qui s'en servent, de leur volonté d'employer la même arme dans un but ou dans un autre.

La presse n'est qu'un moyen d'orientation des masses. Etant facilement accessibles, les journaux savent pénétrer

(4) MERLET et DELON : *Si la presse voulait !* p. 7.

partout et profiter de cet état d'esprit de la moindre résistance, qui s'appelle la curiosité.

De ce point de vue, la presse n'apparaît pas comme une invention, pas plus que ne l'est, par exemple, le langage. Dans le domaine de l'invention entrent d'une part le chemin de fer, l'automobile, l'avion, d'autre part, l'imprimerie, la rotative, la linotype, la gravure, l'autotypie, le papier à base de pâte de bois, et, enfin, les moyens de transmission instantanée : télégraphe, téléphone, béliographe — qui facilitent la réunion et la divulgation des nouvelles. La presse existait avant l'ère de ces inventions, mais elle s'est développée grâce au progrès technique, précédé par le progrès social qui, en faisant pénétrer l'instruction dans toutes les classes de la société, en donnant le suffrage à tous les citoyens, a attiré constamment aux journaux de nouveaux lecteurs (5). Vanter ou critiquer l'existence de la presse, cela revient au même que traiter des avantages et des inconvénients de la faculté des hommes de pouvoir parler, de ne pas être muets. L'opinion, le langage et la presse (au sens large de l'écrit), ce sont trois moyens d'expression de l'espèce humaine.

Etant l'organe de l'opinion la presse participe de la nature de l'opinion. Elle a les mêmes spontanéités, mais aussi les mêmes versatilités et la même tendance à se laisser diriger ou séduire (6). Dans quelle mesure un discours ou un article correspond à l'opinion publique, cela dépend de toutes les conditions psychologiques et sociales.

Entre l'opinion publique et la presse s'interpose le régime politique qui, empruntant de la première et influant sur la seconde, assume le rôle de représenter les valeurs vitales d'un pays. L'opinion publique est invisible, alors que la presse est accessible à tout le monde. Tant que le régime politique laisse l'opinion publique s'exprimer dans la presse, ces deux notions se confondent, de même qu'elles s'écartent

(5) P. GÉMON : *La presse*, p. 20.

(6) G. SCELLE : *A propos des « Accords de presse »* ; Cahiers de la presse, 1938, N° 1, p. 44.

dans le cas contraire. Il faut en tenir compte lorsqu'on regarde la presse et l'opinion publique comme synonymes.

La presse est calquée sur l'aménagement de l'Etat; elle n'est pas la cause d'autres libertés, elle en est l'effet naturel. En étudiant la presse, on peut se renseigner le mieux sur le régime politique et social d'un pays donné. La vénalité de la presse libre ne signifie point que le « quatrième pouvoir » est devenu malhonnête et corrompu, mais cela signifie que les propriétaires des journaux, au même titre que les propriétaires des usines de canons, préfèrent l'argent aux intérêts de leurs pays ou de l'humanité. La conception amoralisée du rôle de la presse; la presse qui flatte les plus bas instincts pour vendre ses éditions — cela montre que, dans l'industrialisation de la presse, le journal devient une simple marchandise. L'asservissement de la presse à un régime dictatorial donne très souvent lieu à des constatations lamentables sur le fait que la presse a « abandonné sa mission historique et s'est mise en esclavage de certaines idées ». Bien au contraire, la presse a été l'objet de la conquête de même que l'administration et l'armée.

Dans le passé, on ne savait pas toujours se servir bien de ce moyen prodigieux qu'est la presse. La nouvelle époque ne connaît pas de sentimentalité envers le mythe de la presse et de sa liberté poétisée. Quelle portée reste aujourd'hui à cette pensée de Lamartine : « Bâillonner la presse, c'est bâillonner à la fois le mensonge et la vérité. Les gouvernements libres difficiles par elle, sont impossibles sans elle. »

Et, suivant une constatation récente des rédacteurs d'éditoriaux aux Etats-Unis, les élargissements constants de la censure gouvernementale ont complètement aboli la liberté de la presse dans les pays habités par les trois quarts de la population européenne.

Qu'est-ce que Lamartine a entendu par les « gouvernements libres » ? Les gouvernements qui se laissaient destituer par leurs adversaires ?

Depuis le dix-huitième siècle, conscients et de la puissance, et de la vertu émancipatrice de la presse, les despotes éclairés — un Frédéric II, un Napoléon I^{er} — ont pratiqué

une double attitude : « Imposer un joug de fer aux journaux pour détruire toute opposition, et diriger une presse officieuse ou officielle pour mener... l'opinion publique. »

Pour les idées, le journalisme est un fort instrument de propagande. « En face du pouvoir il dresse une puissance. Et c'est pourquoi plus dans un certain pays et en un certain temps que dans d'autres, le pouvoir redoute la presse, la restreint par la censure, par l'impôt — ou même l'asservit. Cette puissance, il veut la paralyser, ou la capter. » (7).

Il faut d'abord définir ces mots opposés : le « pouvoir » et la « puissance », qu'on emploie sans précisions. Doit-on rappeler que toutes ces considérations se rapportent à l'aménagement démocratique de l'Etat, du moins au point de départ? Le « pouvoir » qui redoute la « puissance », c'est sans doute le gouvernement, conditionné dans son existence par une majorité parlementaire, et qui craint l'action de l'opposition. Pour combattre le gouvernement, l'opposition se sert de ce moyen puissant qu'est la presse. Le pouvoir ne redoute évidemment pas la presse en général, notamment sa propre presse ou la presse complaisante; il redoute la presse hostile et entend la restreindre et l'asservir. C'est là que commence l'immixtion du pouvoir dans le journalisme.

Economiquement, ce qu'il ne faut pas perdre de vue, la presse prend aujourd'hui deux aspects principaux : l'entreprise privée et le service public. Des nuances intermédiaires sont marquées par la participation, la subvention et la « main-mise » de l'Etat (identifié dans la nouvelle époque avec le « parti prépondérant »).

La presse entreprise privée peut appartenir à des particuliers ou à des groupements (voir partis politiques, sociétés financières, associations, etc...). En tant qu'entreprise privée, la presse est soumise à toutes les divergences qu'accuse un particulier entouré d'autres, ou un groupement limité au sein de la société des hommes. Dans cette presse se manifeste la tendance à la concentration. On y

(7) G. WEILL : *Le journal* (l'avant-propos de Henri Berr), p. 14.

est venu à ce point que toute la presse en Grande-Bretagne est concentrée actuellement entre onze grands trusts.

La presse service public, c'est un phénomène des plus récents. Un type pur n'en existe encore nulle part, pas plus qu'on ne peut prédire que l'évolution présente dans ce sens doive continuer. La nature de la presse ne permettra jamais l'égalisation avec d'autres services publics, bien que les conditions économiques puissent être réunies. Quand on parle de la presse comme service public, il faut tenir compte des nouvelles conceptions de l'Etat, où figurent le législatif, l'exécutif, le judiciaire, l'armée ainsi que le parti prépondérant et les corporations, comme une unité, orientés dans le même sens et soumis à la même discipline rigide. Là où n'existe qu'une idéologie reconnue, la presse ne peut rester entreprise privée, exposée à la différenciation et l'inconstance.

L'asservissement de la presse est conditionné par un pouvoir dictatorial ou « totalitaire », cette dernière expression faisant distinction des dictatures incomplètes qu'on appelle parfois régimes « autoritaires ». De même, sous les dictatures et les régimes autoritaires, la sujétion de la presse peut être effectuée partiellement.

Après la Russie soviétique qui a, compte tenu de nouvelles conceptions de l'Etat, presque complètement étatisé la presse, ce sont d'abord l'Italie, puis l'Allemagne et le plus récemment l'Espagne, qui ont mis la haute main sur les entreprises de presse et les ont subordonnées aux « intérêts de la nation ». L'institution des régimes communiste, fasciste et national-socialiste dans des trois plus grands Etats du continent européen, avec toutes les conséquences qui en proviennent, a embarrassé de petits pays limitrophes qui connaissaient encore la liberté de la presse. Les effets se sont fait sentir très vite. Les gouvernements des pays menacés ont eu recours à un contrôle plus ou moins accentué de la presse, dans l'intention d'y trouver un moyen de défense contre l'étranger, de même que contre les adversaires intérieurs. Ainsi le contrôle de la presse sert en même temps d'une arme contre le danger du dehors, et

d'un prétexte pour juguler l'opinion publique à l'intérieur et pour stabiliser son gouvernement.

Les régimes dictatoriaux ne sont pas restés sans une certaine influence sur les grandes démocraties occidentales qui gardent toujours la liberté de la presse. Par suite de la proximité et des visées politiques, la France se voit plus atteinte que l'Angleterre. La question de la responsabilité de la presse s'est posée en France sous un nouveau jour à la suite des premiers résultats de la politique du III^e Reich. La scission entre les opinions des journaux n'était pas certainement une garantie pour faire face aux menaces qui venaient de l'étranger, scission dont les régimes totalitaires ont bien profité (8). Enfin, M. Léon Blum qui a dirigé deux Cabinets du Front populaire, n'a pas craint de prononcer, sous la III^e République, le mot de « nationalisation » de la presse française. Le projet de loi sur la presse, de 1936, entendait instituer les premières mesures qui semblaient contrarier les principes de liberté de la presse, proclamés en 1881.

Actuellement, pour des raisons que nous allons approfondir, on peut distinguer dans le monde quatre régimes principaux de la presse par rapport à l'Etat (voir gouvernement) : la presse libre, la presse contrôlée, la presse dirigée et la presse étatisée. Les trois derniers régimes sont, en réalité, ceux à la presse plus ou moins asservie. Mais, alors que la presse contrôlée a conservé, par l'existence de la presse d'opposition, certains vestiges de la presse libre, la presse dirigée et la presse étatisée ne connaissent plus de liberté au sens occidental. Enfin, la presse dirigée s'approche de la presse étatisée au moyen de l'appropriation des journaux-entreprises privées.

Il n'est pas indispensable que le régime de la presse

(8) « Dirai-je le sentiment pénible que j'éprouve lorsque parcourant la presse étrangère, il m'advient d'y retrouver, pour s'en faire une arme contre la France, des faits et des arguments puisés dans nos propres journaux de la veille ! » (Discours de M. Lebrun, président de la République, du 7 février 1937 — censuré par certaine presse du lendemain).

traverse les quatre phases sus-mentionnées. En Allemagne la presse libre est devenue dirigée plus brusquement qu'en Italie, où la période de contrôle et de « nationalisation » s'est prolongée durant plus longtemps. En Russie, au contraire, la presse libre a été supprimée par un acte révolutionnaire, et la nouvelle presse qui naquit par la suite a été créée par l'Etat lui-même.

La presse contrôlée est la plus hybride : elle oscille suivant les circonstances vers la liberté ou vers la sujétion. Sans doute, en cas de détente dans la situation politique internationale, ce régime temporaire dans la plupart des pays serait transformé en régime de liberté.

Quoi qu'il en soit, les régimes de presse suivent les régimes politiques qui, à leur tour dépendent de la conjoncture internationale (9). En utilisant les termes de statistique nous pouvons dire que les meilleurs indices de cette conjoncture, ce sont les régimes de presse.

LES PRINCIPAUX REGIMES DE LA PRESSE LA NOTION DE LA PRESSE LIBRE ET DE LA PRESSE MONOPOLISEE

Qu'entend-on par la presse libre? La liberté, proclamée par la Constitution, assure-t-elle l'indépendance de la presse et l'abrite-t-elle de toutes les influences qui pourraient l'asservir et l'empêcher d'agir librement? En effet, l'indépendance ne doit pas être confondue avec la liberté. Le plus souvent, cette liberté sert de moyen commode pour approprier un instrument puissant dans la vie publique, et le soumettre aux intérêts des particuliers, des groupes, des classes, et même des gouvernements étrangers (10).

(9) Une observation s'impose : l'existence de la communauté internationale se vérifie là où on tente consciemment de la détruire.

(10) La reine de l'opinion publique est bien vite devenue une dégenérée ; elle est aujourd'hui une vassale de la ploutocratie internationale, une reine qui, au lieu de diriger l'opinion publique, la suit en esclave. (M. N. DELSOR, préface dans « La presse » par Sury d'Asspremont).

La définition de la presse libre doit plutôt être cherchée dans l'antithèse du monopole appartenant soit à l'Etat, soit à des particuliers ou à des groupements. La liberté de la presse dérive de l'individualisme et disparaît avec lui dès que l'emportent l'uniformisation, le collectivisme et la monopolisation. La presse libre ne peut vivre que dans le régime démocratique. Cependant, « nulle part, la démocratie n'est encore réalisée; tous les Etats démocratiques ne sont encore jusqu'ici que des tentatives de démocratie » (11). Par conséquent, il serait inutile de chercher dans le monde d'aujourd'hui un exemple de la liberté absolue de la presse. Cette notion doit être prise dans un sens restreint.

Les atteintes que l'individualisme a subies se reflètent également dans le journalisme. Les entreprises de presse ne purent échapper à la concentration des capitaux. Un des trusts américains arrive à contrôler plus d'une centaine de journaux et périodiques et se trouve à même d'influencer l'opinion publique aux Etats-Unis. En Angleterre, toute l'industrie de presse est concentrée entre les mains de onze groupes financiers. En France, deux entreprises parisiennes, qui prennent l'aspect de trusts, augmentent constamment le nombre de publications et le tirage.

Nous n'avons pas l'intention de chercher l'harmonie dans la concurrence des trusts et des propriétaires de journaux. Au contraire, M. Guétzévitch (12) écrit : « Certes, la presse moderne est industrialisée. Mais le commerce de la presse subit, comme toutes les entreprises commerciales, la loi de la concurrence. Grâce à cette concurrence, la liberté d'opinion est assurée dans les pays démocratiques. » N'y a-t-il pas des intérêts pour lesquels tous les « commerçants » sont d'accord, pour lesquels cesse la concurrence?

Nous voudrions seulement constater, pour sauver la notion de presse libre, que jamais et nulle part, sous le régime de la liberté, on n'a pu accaparer tous les journaux,

(11) MASARYK : *La résurrection d'un Etat*, p. 413.

(12) Cahiers de la presse, 1938, N° 1, p. 10.

toutes les feuilles imprimées. Le monopole des organes de l'opinion publique n'a jamais été réalisé par un corps autre que l'Etat. Là où existe la liberté de la presse, existent aussi des partis politiques, des associations, des syndicats, dont les journaux peuvent résister avec succès à la concentration de la presse.

Si la presse de parti peut être indépendante par rapport aux cartels industriels, c'est surtout parce qu'elle n'est pas réduite à ses propres ressources, mais se trouve subventionnée sous une forme ou sous une autre par le parti qui la soutient (13). Une entreprise commerciale ne peut exister longtemps si ses dépenses dépassent ses recettes, tandis qu'on peut faire paraître un journal en dépit des pertes matérielles. Dans ce second cas, les éditeurs espèrent être dédommagés par l'influence qu'exerce leur journal.

Cependant, la crainte de la concentration complète, qui pourrait détruire la liberté de la presse, subsiste dans les inquiétudes de ceux qui traitent les questions de presse. Un écrivain catholique anglais, M. Belloc, disait : « Nous allons à un nouvel esclavage de la pensée... La presse, elle, va plus loin que la puissance des Césars romains. Supposez un gouvernement, un consortium de financiers devenu maître de toute la grande presse. En peu de temps, ce sera la conquête de l'opinion, la possibilité de tout oser. » (14). Si le mouvement de trusts de la presse continue à s'accroître, M. Weill (15) pense qu'un vingtaine de personnes dans le monde formeront l'opinion suivant leurs désirs, leurs caprices.

On dit : La presse libre, c'est la presse vénale. Le malheur provient du fait qu'un journal ne peut vivre avec ce que les lecteurs paient directement pour les nouvelles qu'il leur fournit. Ce que le lecteur ne paie pas dans le prix de

(3) H. VON ECKARDT : *La presse allemande de nos jours*, Revue de Paris, 1^{er} avril 1932, p. 627.

(14) BETHLEEM : *La presse*, Cf. Bulletin des écrivains et des artistes catholiques, N° de septembre 1924, p. 345.

(15) *Op. cit.*, p. 222.

revient d'un journal, quelqu'un d'autre doit le payer, et il va de soi que ceux qui paient exigent quelque chose en échange de leur argent. C'est par cette porte que pénètre, directement ou indirectement, la funeste main-mise extérieure sur la presse (16).

La publicité et la propagande, cependant, ne visent que des journaux à grand tirage ou à influence considérable. De même que pour la concentration, on peut dire que personne n'a réussi dans un instant donné à « soudoyer » tous les journaux d'un pays démocratique. Les journaux de parti risqueraient beaucoup en se faisant payer par ceux qui ne partagent pas la même idéologie. Il en est de même pour les journaux réputés qui, hors de la dépendance des annonceurs qui peuvent se contenter d'une modération de la critique ou de la suppression de certaines informations, s'adonnent au trafic néfaste qui va parfois à l'encontre des intérêts nationaux.

En dernier lieu, il subsistera toujours des journaux qui ne sont pas sous le joug de la publicité et de la propagande. Une feuille provinciale, éditée par un imprimeur et ayant des abonnés parmi les émigrés dans toutes les autres régions, peut dresser sa voix qui se distingue des articles payés. Quelle est la portée de ces cris isolés, cela n'entre pas en considération. Ce qui importe, c'est qu'il n'y a pas un maître unique de la presse, et qu'il existe, même en présence de la vénalité, qui est plutôt un signe des circonstances générales malsaines, la possibilité non pas seulement en théorie, mais en fait, d'écrire librement, sans aller à l'excès de la liberté, et d'exprimer des opinions non contrôlées.

La presse est toujours un objet de préoccupation pour celui qui détient le pouvoir. Libre, elle porte sur lui des jugements qui peuvent être sévères; elle est un moyen de gouverner, de tromper et d'opprimer, et l'on peut dire que c'est autour de cette liberté particulière que se livre le plus

(16) S. D. N. : *La collaboration de la presse à l'organisation de la paix*, p. 4.

souvent la lutte, pour ou contre la forme même et le principe de l'autorité (17).

Alors qu'autrefois le gouvernement se bornait à acquérir les sympathies de la grande presse, à la subventionner ou à la brider par les moyens plus ou moins efficaces, on emploie, à l'époque actuelle, des méthodes « totalitaires », incarnées dans l'expression allemande de Gleichschaltung (*gleich* : égal, *schalten* : diriger, « gouverner à sa fantaisie », ce qui revient à dire en pratique : uniformisation et subordination à une idée de toute activité dans l'Etat).

Là où n'existe qu'un seul parti, « parti prépondérant » (18), là où la concentration se poursuit sous le signe politique, mais avec toutes les conséquences économiques, la presse s'achemine vers une étatisation, facilitée par des nouvelles conceptions de l'Etat.

La main-mise de l'Etat sur la presse change de fond sa mission et sa définition même. A force de perdre tant la liberté d'initiative, qui appartient désormais au pouvoir central, que la liberté d'action, la presse se trouve soumise aux ordres de gouvernement et, en gardant son rôle éducateur et d'information, devient plus ou moins service public. Sous le régime dictatorial, en Allemagne et en Italie, la presse, bien qu'elle reste propriété privée, est dirigée par les autorités publiques d'après les instructions d'un ministère spécial, alors qu'en Russie soviétique la presse, presque entièrement créée par l'Etat, est réglée comme une branche de l'administration. La presse dirigée et la presse étatisée produisent des effets semblables, la première ayant tendance à se rapprocher de la seconde.

Les gens qui s'occupent de la science de la presse en France, font des comparaisons sur ce sujet. Pour M. Hamburger (19), il s'agit d'un renversement complet de l'ordre

(17) M. GARÇON : *La loi sur la presse*, Revue des Deux Mondes, 15 janvier 1937, p. 371

(18) Expression employée par la Nouvelle Encyclopédie Française (L'Etat moderne).

(19) *Fausse nouvelles et nouvelles exactes interdites*, Cahiers de la presse, 1938, N° 3, p. 424.

des rapports. En régime libre, la nouvelle se forme, est diffusée et appréciée de manières diverses. En régime totalitaire, l'appréciation générale précède la publication de chaque nouvelle et décide de son droit à l'existence et de sa forme dans les journaux du pays entier.

Pour M. Valot (20), les Etats totalitaires utilisent les formules corporatives pour créer et maintenir dans la presse un état d'unanimité qui paraît contraire à sa nature. Par là, ils bloquent, si l'on peut dire, le referendum permanent, par lequel agit la presse dans une démocratie, sur une position unique, et obtiennent au moins pour un temps, l'effet cherché de stabilisation de l'opinion.

La presse libre et la presse totalitaire, conclut de son côté M. Guétzévitch (21), ne sont le même phénomène ni sur le plan moral, ni au point de vue technique. La presse persécutée du dix-neuvième siècle, la presse muselée, censurée, soumise aux vexations du pouvoir, matée par les confiscations et les avertissements, fut cependant, une presse libre. Libre partiellement, mais libre quand même. Nationalisée, elle n'est qu'un service officiel d'information. Les journaux d'un pays totalitaire ne sont qu'un seul et même journal. Ces journaux ne se distinguent que par leur format. Le journaliste n'est plus un homme de plume, mais un fonctionnaire. La presse dirigée n'est plus la presse au sens historique et technique du mot.

La monopolisation de la presse est incompatible avec l'aménagement démocratique de l'Etat, de même que la liberté de la presse l'est avec le régime dictatorial. On voit se vérifier la règle selon laquelle la presse marche au même pas avec l'état général de la vie politique et sociale.

Comme ailleurs, tous les systèmes ne sont pas épuisés par les extrêmes. Entre la presse libre et la presse monopolisée (dirigée ou étatisée) se trouvent maintes nuances

(20) *Y a-t-il une Science de la presse*, Cahiers de la presse, 1938, N° 1, p. 15.

(21) La même revue, p. 10.

intermédiaires. Elles sont toutes marquées par le contrôle qu'exerce le gouvernement sur les œuvres imprimées.

Le régime de la presse contrôlée n'est pas un régime bien précisé comme celui de la presse dirigée ou étatisée. Il se manifeste sous diverses formes et accuse des nuances qui varient d'un pays à un autre. Le plus souvent c'est un système transitoire, temporaire, en position d'attente, qui, selon les circonstances, gravite vers la liberté ou l'asservissement complet de la presse.

Dans la plupart des cas, la presse est proclamée libre « dans les limites de la loi ». Une loi sévère prévoit de nombreuses restrictions de la liberté de la presse, suivies de sanctions rigoureuses comprenant la confiscation et la suspension des journaux qui ne tiennent pas la ligne indiquée par le gouvernement. Le contrôle, qui revêt le plus souvent la forme d'une censure préventive, doit toujours rappeler à la presse où se trouvent les « limites de la loi ». Exposés aux pertes matérielles par les confiscations et la suppression, et menacés dans leur existence même par les dispositions vagues et larges de la loi, les journaux supportent la censure comme l'effet inévitable de la restriction de la liberté de la presse. Sans censure, ils auraient été exposés au contrôle répressif exercé en application de la loi, contrôle qui les aurait tenus dans une incertitude et une appréhension constantes. Les éditions sorties de l'imprimerie pourraient être saisies, du fait qu'elles comportent trois lignes à supprimer. La technique moderne ne permet plus ces colonnes blanches que l'on voyait autrefois dans les journaux. Tout compte fait, la censure préventive, exercée par les bureaux gouvernementaux de presse, paraît un mal moindre que la « censure volontaire » que devraient s'imposer les rédactions des journaux en présence d'un contrôle répressif.

L'institution de la censure est-elle un des signes essentiels des pays à la presse contrôlée, pays dont le nombre s'est accru au cours de ces dernières années? Sans doute, la presse totalitaire était au début soumise au plus sévère contrôle. Mais, une fois le régime stabilisé, la presse devient

un des rouages du gouvernement. Après avoir donné des garanties suffisantes, qui consistent dans la nomination du personnel dirigeant, la presse continue à suivre le chemin tracé, reçoit des directives et est soustraite au crayon rouge du censeur. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'une question politique très importante, les articles ou épreuves sont portés devant l'autorité compétente. Dans les pays totalitaires, la censure proprement dite n'existe pas.

Par contre, là où la censure est instituée expressément ou à titre de « consultation avec force obligatoire » pour les tribunaux chargés de l'application de la loi, cette censure s'impose à tous les écrits, à tous les articles, à tous les reportages des journaux.

Le système de la presse contrôlée correspond aux régimes qui ne sont ni totalitaires, ni démocratiques-parlementaires. En vérité, les parlements subsistent, mais avec un prestige diminué, n'étant plus capables d'exercer une influence sur le gouvernement. C'est ainsi que naît « l'autorité » du gouvernement et ce qu'on appelle un régime « autoritaire ».

Le contrôle du parlement réduit à pour effet le resserrement de la liberté de la presse. La constatation, déjà citée, de M. Vandervelde se vérifie bien. Car, comme dans les pays totalitaires, « la presse ne peut prendre le rôle d'un parlement irresponsable ».

Cependant, il ne suffit pas seulement de surveiller la presse, ni de l'empêcher d'écrire dans tel ou tel sens, ni même de la contraindre à publier des communiqués officiels. Un régime a besoin de s'exprimer, d'exercer une propagande, de combattre les idées hostiles, et dans ce but il est obligé d'organiser sa propre presse : il subventionne des journaux qui ne sont pas consolidés financièrement, les achète parfois, élargit les services des journaux du parti. On y voit le germe de la monopolisation de la presse.

CHAPITRE II

LE MONDE DES JOURNAUX ET LES CONDITIONS DE MONOPOLISATION DE LA PRESSE

A) LE REGIME DE LA PRESSE LIBRE

France : LA PRESSE LIBRE EST-ELLE LA PRESSE IRRESPONSABLE ? — LE PROJET DE LOI DE 1936 ET L'IDÉE DE LA « NATIONALISATION » DE LA PRESSE. — LES JOURNAUX FRANÇAIS EN 1939.

La III^e République a proclamé expressément la liberté de la presse et consacré à cette liberté la loi du 29 juillet 1881, qui est encore en vigueur dans ses principales dispositions. D'après cette loi, n'importe qui peut fonder un journal moyennant une simple déclaration auprès des autorités judiciaires; cette déclaration indique quelle sera la personnalité responsable. Un second privilège de la presse est que les délits sont déférés au jury, et non pas à la Cour correctionnelle. Toutefois, lorsque des fonctionnaires publics ont été calomniés, ce n'est plus la Cour d'assises, le jury, mais la correctionnelle qui est compétente pour juger les cas. Une des acquisitions du droit de presse, c'est donc l'abolition du régime préventif : plus d'autorisation préalable nécessaire, plus de droit de timbre, plus de cautionnement.

M. Ruyssen (1) parle de la « liberté absolue » et se demande dans quelle mesure cette liberté de la presse en France est un avantage ou un inconvénient. Les libéraux

(1) La presse française et de langue française; Fourth course for students of journalism, p. 47.

metent en valeur les avantages; les partisans du totalitarisme signalent au contraire les inconvénients qui résultent de cette énorme dispersion, du fait qu'elle est mal guidée, hésitante, qu'elle flotte, que cela peut produire des surprises et des remous imprévisibles. M. Ruyssen répond que, même pour les gouvernements, qui sont instables, il y a un grand avantage à avoir devant eux une opposition qui les instruit jour par jour sur les dispositions diverses de l'opinion publique. On allèguera l'exemple de l'Allemagne et de l'Italie où, semble-t-il, les oppositions ont disparu. Mais de ce que celles-ci ne s'expriment pas, il ne résulte nullement qu'elles soient disparues, et cette incertitude constitue pour tout gouvernement une indéniable faiblesse.

Cependant, l'excès de liberté a engendré des abus tels qu'on se demande si la presse libre peut être la presse irresponsable. La loi de 1881 n'est pas à même de s'adapter à de nouvelles circonstances et de régir la presse moderne qui a pris des formes imprévisibles.

Le système français attendait beaucoup de la responsabilité pénale. Amende et prison, voilà où l'on voit le remède. L'action civile n'est qu'une action accessoire. Même dans les cas assez rares où une condamnation à des dommages-intérêts intervient, on se heurte à des insolvables. Il n'y a pas dans la loi une obligation, comme dans la loi anglaise, de faire connaître les noms et adresse du propriétaire du journal. Ainsi, les vrais coupables échappent à la punition, tandis que les gérants, jusqu'ici véritables « procureurs à la prison », sont eux-mêmes assez souvent acquittés, le jury ne leur reconnaissant aucune culpabilité (2).

La question de responsabilité a été le point de départ d'une réforme de la législation sur la presse. Le 8 décembre 1936, un projet de loi fut adopté par la Chambre des députés. Devant le Sénat, cependant, le rapport ne fut pas déposé pendant la session extraordinaire de 1936, ce qui a décidé du sort du projet.

(2) H. TEVFIK : *Le nouveau régime de la presse*, pp. 12 et s.

L'intention des rédacteurs du projet de loi de 1936 était, en premier lieu, de remplacer le gérant, « homme de paille », par le véritable responsable, c'est-à-dire, par celui qui dirige en fait le journal, que ce soit le gérant, le directeur ou le rédacteur en chef. Pour trouver un responsable dans n'importe quelle circonstance, le projet prétend obliger la grande majorité des journaux à se constituer en sociétés anonymes. Les journaux devraient publier leur bilan, avec les postes extrêmement détaillés, indiquant toutes leurs ressources. En outre, un contrôle rigoureux serait institué.

Evidemment, cette mesure a fait couler beaucoup d'encre. M. Joseph Barthélemy, dans son article intitulé « Projet contre la presse » (3), a conclu à propos du contrôle des ressources, que le projet s'inspirait du rêve totalitaire. Alors que les mesures concernant la constitution des journaux en sociétés anonymes paraissent à M. Fevik inutiles et vexatoires, M. Lemery (4) trouve que le droit d'investigation conféré aux fonctionnaires des finances permettra d'organiser une « inquisition qui s'exercera avec une rigueur spéciale contre certains périodiques ». M. Garçon (5) généralisait : « La liberté de la presse est à la base de nos institutions, et toute atteinte qui lui est portée est un coup donné à l'indépendance non seulement de la pensée, mais du régime même. »

En ce qui concerne la correctionnalisation des délits de presse et l'aggravation de peines, prévues par le projet, M. Garçon est d'avis que, si la loi de 1881 était appliquée, on n'aurait pas aujourd'hui à discuter la question. Les procès de diffamation qui s'élèvent entre particuliers sont de la compétence du tribunal correctionnel. Devant la Cour d'assises sont portées les diffamations contre les hommes publics. Un article du projet de 1936 a élargi la notion de personne publique : « Est considéré comme personne

(3) *Revue politique et parlementaire*, 10 janvier 1937.

(4) *Revue de France*, 15 février 1937, p. 641.

(5) *Revue des Deux Mondes*, 15 janvier 1937, p. 370.

publique quiconque exerce une fonction ou un mandat publics, ou qui, par son action, ses écrits, ses discours ou ses moyens qu'il met en œuvre, est susceptible d'exercer une influence directe sur l'opinion publique. » Par contre, la loi de 1881 dressait la liste des personnages contre lesquels il est permis de faire la preuve des imputations diffamatoires. Cette liste est incomplète, reconnaît le commentateur, mais la nouvelle extension est « absolument inadmissible, parce qu'avec une pareille formule un juge pourra permettre l'admission de la preuve contre qui il voudra ».

Les acquittements devant le jury sont démesurément fréquents. Tout le monde est d'accord là-dessus. Mais on prétend qu'ils ne sont pas systématiques, et que de deux maux il faut choisir le moindre. Entre le jury parfois indulgent à l'excès, mais indépendant, et les juges correctionnels dont l'avancement et les décorations sont entre les mains du pouvoir, il n'y a pas d'hésitation possible (6). Les excès de la liberté sont toujours moins dangereux que les abus de l'arbitraire. L'institution du jury est entre toutes démocratique (7).

« Ne touchez pas au jury! — s'écrie M. Barthélemy. Le jury est né avec la liberté. La liberté mourra avec lui. » (8). « Mais il faut que cesse le scandale des acquittements! — riposte M. Tevfik, partisan de la correctionnalisation. — La compétence de la Cour d'assises a montré son inefficacité. Accordons la même confiance, sous bénéfice d'inventaire, au tribunal correctionnel. » (9).

De son côté, M. Tevfik donne préférence à l'action civile, sur le modèle anglais dans une certaine mesure. Il considère que la menace que constituerait pour les diffamations des dommages-intérêts élevés pourrait parfois faire hésiter ceux qui aujourd'hui « avancent avec un insolent courage dans le royaume de la calomnie ». Il faudra aussi per-

(6) M. GARÇON, *op. cit.*, p. 386.

(7) M. LEMERY, *ibid.*

(8) *Op. cit.*, p. 14.

(9) *Op. cit.*, p. 147.

mettre aux hommes publics de poursuivre leurs diffamateurs au civil indépendamment de l'action pénale.

Pour ce qui est de la répression des fausses nouvelles, M. Barthélemy estime que le but principal du projet est d'enlever la compétence à la Cour d'assises pour la transférer au tribunal correctionnel. Mais après tout ce qu'on a dit de fausses nouvelles, après les conférences des experts de presse et des bureaux gouvernementaux de presse, combien paraissent étranges ces considérations de M. Barthélemy :

« Je crois difficilement, pour ma part, à la malfaisance d'une fausse nouvelle. On peut, par une déformation systématique, patiente, prolongée des faits empoisonner une partie de l'opinion publique. Mais les moyens d'information sont infiniment variés, les moyens de contrôle sont multipliés à l'infini. Si un journal annonce une nouvelle, l'effet n'en dure pas longtemps. Elle ne tarde pas à être neutralisée par des nouvelles contradictoires. »

Est-ce que cela peut se rapporter même aux périodes de tension où une étincelle suffit pour provoquer la panique? Quand les masses sont prêtes à croire tout ce qui est troublant, la « neutralisation » vient trop tard.

Avec le texte ancien, le châtiment était encouru lorsqu'un trouble avait suivi la publication de la fausse nouvelle. Avec le texte nouveau, l'éventualité d'un trouble suffit. C'est, d'après M. Garçon, mettre entre les mains du gouvernement une arme redoutable et lui permettre de s'en servir dans les luttes politiques de l'avenir (10).

L'apparition du projet de 1936 a donné lieu à de vives discussions. Mais les arguments qui les appuyaient n'avaient rien de nouveau. Depuis plus d'un demi-siècle les mêmes controverses circulent tant dans le Parlement que dans la presse. Déjà en 1897 la *Revue Bleue* a ouvert une enquête sur les responsabilités de la presse. Alors qu'Emile Zola s'est déclaré pour la liberté illimitée, d'autres ont réclamé la responsabilité réelle de la presse. Jean Cruppi a donné

(10) *Op. cit.*, p. 391.

une réponse qui ne paraît pas surannée même quarante-deux ans après. Les termes sont les suivants :

« On dit, et l'on répète avec grande raison que la presse moderne est une presse d'argent; on se lamente sur ce fait inévitable, au lieu de considérer le véritable point défectible de notre système qui est celui-ci : *une entreprise de presse est chez nous la seule entreprise où les capitaux engagés ne soient pas responsables des risques de l'exploitation.* »

Le « point défectible » n'est pas resté moins négligé de nos jours. La discussion est identique à l'ancienne, mais les termes ont changé. De nombreuses critiques partent de la même constatation : la presse moderne est une presse d'argent; et on parle de « maîtres secrets », de « l'abominable vénalité » de la presse. Une littérature abondante, provenant des partis de gauche, prodigue les preuves accablantes sur le trafic des puissances d'argent, propriétaires de journaux.

C'est en 1898 que M. Henri Béranger (11) écrivait : « Qui est-ce qui est à la tête des journaux? Des hommes d'argent. Qui est-ce qui alimente la caisse des journaux? Les grosses affaires d'argent. Quel est le but avéré des journaux? Gagner de l'argent. La presse contemporaine n'est pas responsable de sa propre corruption. Comme tous les autres organismes de la République, elle n'a qu'une liberté d'apparence, elle est en réalité l'esclave de l'argent par le succès et du succès par l'argent. »

Avec le temps, les critiques de plus en plus acharnées se sont succédées. Enfin, on est arrivé à la généralisation exagérée : « Dans la presse tout s'achète et tout se vend, tout se paie. — Les critiques littéraires se paient, et les échos et les deuils, tout se paie. — Ce qui touche à la politique, au commerce, à l'industrie, à la finance, tout se paie. En résumé, la presse est serve. Elle doit nous inspirer une défiance extrême. » (12). Pour nous consoler,

(11) *La conscience nationale*, pp. 157 et s.

(12) BETHLEEM : *La presse*, passim.

M. Bethleem trouve une exception dans la presse catholique qui est un « instrument d'apostolat » ; tandis que M. Hamon prétend qu'elle soit aussi un instrument de capitalisme (13).

Le problème, quelque inquiétant qu'il soit, doit être discuté sans haine, pour découvrir les véritables causes d'un phénomène anormal et nuisible à une nation dont la presse est accusée de vénalité. La presse libre a, en effet, passé des mains de journalistes dans celles d'entrepreneurs et de capitalistes. Ce transfert a engendré une transformation fondamentale : la presse a perdu son caractère de mission pour prendre celui d'une affaire commerciale. M. Sury d'Aspremont (14) énumère les sources où puisent les journaux ; ce sont les fonds secrets des gouvernements, les subventions des gros financiers, et la publication qui tombe aussi sous le coup de la propagande.

« République des Camarades », écrit par M. Robert de Jouvenel en 1914, n'a pas perdu non plus de son actualité d'observation. On lit dans la page 208 et suivantes :

« Si jamais le bon public s'avise de vouloir lire un journal complètement indépendant qui n'ait besoin ni du pouvoir, ni du commerce, ni des représentants, il l'aura. Il lui suffira de payer ce qu'on lui vend, au prix de revient. »

M. de Jouvenel raconte qu'une fois un journal a soulevé un tumulte inouï parmi les passions françaises. La paix publique rétablie, ce journal qui avait tiré à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires, voyait se calmer le zèle de ses lecteurs. Il fit un plébiscite pour leur demander s'ils seraient disposés à payer dorénavant deux sous le journal pour lui permettre de vivre et de rester fidèle à sa politique. Vingt mille lecteurs enthousiastes répondirent : « Deux sous, trois sous, cinq sous, si vous voulez. » On les crut. Moins d'un an après, le journal ne tirait même plus à six mille. Car personne ne se croit assez riche pour payer

(13) *Maîtres secrets de la France*, t. II.

(14) *La presse à travers les âges*, p. 14.

deux sous à ses partisans ce qu'il peut avoir pour cinq centimes chez l'adversaire.

Il n'y a rien de plus impopulaire en France que d'augmenter le prix des journaux. Il est inutile d'y chercher le remède de vénalité.

Bien qu'on sache d'où provient la corruption, on peut remarquer un certain « laisser faire » lorsqu'il s'agit de la déraciner. Après des critiques violentes d'extrême gauche, M. Guétzévitch essaie de lever l'anathème jeté sur la presse. Il dit notamment (15) : « La corruption peut-elle être envisagée comme « normale » ? Aussi normale que sont « normaux » dans la vie sociale les accidents, les incendies, les suicides. Malgré le nombre toujours croissant des accidents, on ne songera pas à demander la suppression de l'automobile. Personne non plus n'exigera la destruction des usines à gaz, en raison des robinets maniés par des désespérés. »

Cependant, le Front Populaire, qui a rédigé le fameux projet de loi de 1936, a manifesté l'envie d'empêcher les « accidents de vénalité ». Outre l'abrogation des « lois scélérates » et des décrets-lois restreignant la liberté de la presse (16), le Front Populaire prévoyait la réforme de la presse par l'adoption de mesures législatives qui puissent « assurer aux journaux des moyens normaux d'existence, qui les obligent à rendre publique l'origine de leurs ressources, qui mettent fin au monopole privé de la publicité commerciale et au scandale de la publicité financière,

(15) *Cahiers de la presse*, 1938, N° 1, p. 10.

(16) M. Clemenceau a qualifié le premier de « scélérates » : la loi du 12 décembre 1893 portant modification à la loi du 29 juillet 1881 (il réprimait la provocation non suivie d'effet et l'apologie du crime ou délit; aggravait certaines peines; permettait à l'autorité judiciaire le droit de saisie et d'arrestation préventive); et la loi du 28 juillet 1894 ayant pour objet de réprimer les « menées anarchistes ». — Les décrets-lois du 30 octobre 1935 concernent la répression des fausses nouvelles et l'offense commise publiquement envers les chefs d'Etat étrangers et les ministres étrangers; les décrets-lois des 30 mars et 10 avril 1935 sont relatifs à la répression aux colonies.

et qui n'empêchent, enfin, la constitution de trusts de presse ».

Ces projets ne concordaient guère avec la conception traditionnelle de la liberté de la presse. M. Léon Blum, leader du parti socialiste, n'a pas caché le véritable sens de ce programme. A l'occasion d'une fête organisée, le 5 décembre 1937 au Palais de la Mutualité par les travailleurs de nuit, il a traité, une fois de plus, le problème de la presse.

« Il est étrange — dit-il — qu'un moyen de la propagation de la pensée soit une entreprise commerciale, et qu'on puisse la vendre comme une maison de commerce. Ce qui est plus étrange encore, c'est qu'un journal, objet de commerce, soit à l'abri de toutes les lois et les réglementations qui régissent les entreprises commerciales. Un cartel dispose du papier, un monopole du transport. Si l'on ajoute la concurrence de la radio, on aboutit à une telle somme de difficultés que je me demande parfois *si ce n'est pas par la presse qu'un régime de nationalisation devrait commencer*. Notre effort vise à ce que l'exploitation capitaliste de la presse soit astreinte à des règles de sincérité, de probité.

« Nous n'attenterons pas à la liberté de la presse, mais nous voulons retirer aux professionnels de la calomnie et de la diffamation la faculté de calomnier et de diffamer. Nous voulons les astreindre à fournir devant les juges la preuve de ce qu'ils avancent, sous peine d'un dur châtiment. »

M. Joseph Barthélemy s'est élevé contre la thèse de M. Blum dans la tribune libre du *Temps*, où il dit notamment : « La nationalisation de la presse constituerait une rupture violente avec tout ce qui forme l'essence, le fondement, la base de la République. »

Dans le *Populaire* du 1^{er} avril 1938, M. Blum a précisé ses préoccupations : d'une part, soustraire la presse à la tyrannie de l'argent ; d'autre part, assurer à toutes les doctrines politiques une pleine et égale liberté d'expression. « La nationalisation de la presse, prétendait-il, est le moyen de garantir cette liberté et non pas un sombre des-

sein de faire peser sur nos adversaires politiques un despotisme totalitaire. Il ne s'agit pas de bâillonner des critiques, mais il s'agit de soustraire la discussion et la propagande politique au régime de la corruption et de l'encan. »

Tout de même, l'idée de nationalisation n'est pas si neuve qu'elle prête à penser. Déjà à la Convention l'abbé Grégoire réclamait la réorganisation du journalisme, « cette branche de l'instruction nationale, où le peuple pompe tous les jours l'opinion qu'il doit avoir sur les hommes et sur les choses ». Et plus tard, Royer-Collard affirmait que « dans une démocratie, la presse est un pouvoir public ».

M. Blum fut le plus concret. Mais il s'est trompé sur le point de départ. La nationalisation — le mot n'est pas ambigu — ne saurait commencer par la presse, toutes autres choses restant inchangées, le système capitaliste notamment. Au contraire, la presse obéit la dernière à un régime de discipline sous quelque prétexte qu'il soit imposé à la vie publique.

On ne trouve pas en France de « chaînes » de journaux comme en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis. Quand un gros capitaliste achète un quotidien, c'est dans un but politique beaucoup plus que commercial. Et ce n'est que le plus récemment qu'on assiste à la formation de deux groupements qui ressemblent à de véritables trusts de journaux. *Le Petit Parisien - Excelsior* de même que *Paris-Soir - Paris-Midi* multiplient leurs publications hebdomadaire, destinées aux femmes, cinéastes, sportifs, etc...

Par habitude, on distingue, dans la presse française, représentée par la presse parisienne, les journaux d'information et les journaux d'opinion. Cette distinction a perdu de sa valeur pratique, étant donné que les journaux d'information expriment leur point de vue sur les questions politiques, alors que les journaux dits d'opinion, notamment les organes des partis, accordent une large part aux informations sur tous les événements.

La différence est plus accusée sur le terrain du financement. Les journaux dits d'information sont entretenus, soit par des groupes financiers ou politiques, soit par des

familles ou mécènes. Derrière les journaux dits d'opinion se trouvent les fonds de partis ou de groupements idéologiques, de même que les souscriptions des partisans en cas d'insuffisance de ressources.

Une autre division, plus réelle mais aussi aléatoire, prend pour base le tirage quotidien. Sans tenter de ranger tous les journaux d'après leur vente qui varie d'un jour à l'autre et qui est très souvent loin de traduire l'influence d'un journal donné, on voit trois grands groupes non sans une certaine signification: la presse à grand tirage, celle à tirage moyen (au dessous de 100.000 exemplaires) et celle à tirage restreint (10 - 15.000).

A la tête du premier groupe se trouve *Paris-Soir* et le *Petit Parisien* qui dépassent 1.500.000. Aucun autre parmi une quinzaine de journaux n'atteint actuellement un demi million d'exemplaires. Un tirage moyen ont le *Figaro*, l'*Action Française*, l'*Epoque*, la *Liberté*, la *République*, le *Journal des Débats*, l'*Ordre*. Le troisième groupe comporte l'*Ere Nouvelle*, le *Petit Bleu*, l'*Aube*, l'*Homme Libre*, la *Victoire*, la *Justice*.

Notre revue de la presse parisienne vise une trentaine de journaux, dont la plupart sont diffusés sur tout le territoire français et portent le nom de journaux nationaux. Mais, avant d'entamer la liste des journaux, il convient de tenir compte des agences d'information et des messageries, qui jouent un rôle considérable à l'égard de la presse française.

Le recours à l'information collective, moins coûteuse, a fait naître les agences d'information dans tous les pays. Les gouvernements accordent des subsides à la principale agence, car elle leur sert à transmettre au public du pays et de l'étranger les informations désirées. En France, la principale agence est l'Agence Havas qui existe depuis un siècle. Ne pouvant avoir des succursales partout, elle a conclu une série de conventions avec des agences étrangères pour l'échange des nouvelles. La branche publicité fut créée pour satisfaire les besoins des journaux, d'une part, et pour donner des recettes à l'agence, d'autre part, car la

branche information coûte extrêmement cher, plus qu'elle ne rapporte. Parmi les abonnés de l'Agence Havas se trouve toute la grande presse française. Ainsi on peut dire que l'Agence Havas a le monopole d'information, de même que celui de la publicité.

La maison Hachette, à la fois librairie, maison d'édition et organisation de messageries, est l'organe quasi exclusif de la distribution et de la vente des journaux.

Voici maintenant les journaux dits de grande information.

Le *Petit Parisien*, fondé en 1876, est depuis 1884 la propriété de la famille Dupuy. Le plus lu dans la province française, ce journal du matin est républicain, conservateur. Tout en s'efforçant d'informer objectivement, il partage le point de vue des milieux politiques modérés dans la politique intérieure; en ce qui concerne la politique extérieure, il soutient presque toujours la thèse du gouvernement. *Excelsior* (fondé en 1910), appartenant à la même maison, a, selon l'Annuaire de la Presse française pour 1938, « le plus fort tirage des journaux de luxe » et un public « sélectionné dans les classes aisées de la société: aristocratie et haute bourgeoisie ». Conservateur, mais sans une tendance politique accentuée. Bien illustré, il comporte une rubrique mondaine.

Paris-Soir, fondé en 1931, a abandonné les formes traditionnelles des journaux. Il est le premier journal-magazine, avec beaucoup de photographies, des reportages à sensation, les pages sportives, la publicité dans le texte. Il envoie ses correspondants, très souvent choisis parmi les académiciens, dans les régions mouvementées du monde. Dans sa rubrique « Opinion libre », on peut lire des articles de personnalités réputées de droite et de gauche (jusqu'aux socialistes). Défenseur des intérêts financiers, le journal a comme principaux actionnaires MM. Beghin et Prouvost. Ce dernier est propriétaire de *Paris-Midi*, dont la vente est bornée à Paris. Bien informé sur l'étranger, ce quotidien, le seul qui paraisse à midi, publie aussi des

nouvelles économiques et financières, ainsi que la revue de la presse.

L'*Intransigeant*, autrefois possession de M. Bailby, puis de M. Dreyfus, fut acheté par le groupe *Paris-Soir-Paris-Midi* mais récemment transféré à un groupe radical-socialiste. Le plus lu des journaux du soir il y a quelques années, le premier qui ait donné une large part aux commentaires politiques, ce journal a vu diminuer son tirage au profit de *Paris-Soir*.

L'*Œuvre* appartient à plusieurs personnalités de l'aile extrême-gauche du parti radical-socialiste. Dans la politique intérieure, républicain-jacobin; dans la politique extérieure, antifasciste et antinaziste; partisan convaincu du pacte franco-soviétique.

Ce *Soir*, fondé en 1937, a dû être grand organe du Front populaire, mais après un conflit dans sa rédaction entre les socialistes et les communistes, ces derniers l'ont emporté. La tendance est donc d'extrême-gauche.

Le *Temps*, quotidien du soir, fut fondé en 1820 et après une interruption en 1842 reprit son titre en 1861. Actuellement, appartient à deux groupements industriels et financiers. Il soutient l'idéologie traditionnelle qui concorde le plus avec les principes politiques des partis du centre. La tendance du journal est républicaine conservatrice. Toujours modéré dans son opinion, évitant le ton de polémique, il est réputé par ses éditoriaux qui passent pour l'expression officieuse des vues du gouvernement. Possède des correspondants dans les principales capitales du monde. Ses enquêtes traitent des questions les plus diverses. En 1938, l'enquête sur la presse étrangère constituait une contribution sérieuse à la science de la presse.

Le *Journal des Débats*, fondé en 1789, fut, comme quotidien du soir, durant de longues années du siècle dernier, le concurrent direct du *Temps*. Il s'adressait comme lui, au même public de la haute et moyenne bourgeoisie. Mais déjà depuis le commencement de ce siècle, le *Temps* comme tirage a pris de beaucoup le dessus. La collaboration est de même ordre que celle du *Temps* au point de

vue de l'idéologie. Contient des chroniques littéraires, théâtrales, artistiques, etc... qui en font l'intérêt.

Le *Jour-Echo de Paris* (1933, 1884) a pour directeur et propriétaire M. Léon Bailby. L'idéologie de cette alliance de deux journaux est antimarxiste, d'extrême-droite. Sympathise avec le régime hitlérien, tout en considérant l'Allemagne comme l'ennemi principal de la France. Il paraît le matin et est très répandu parmi les éléments de droite.

Le *Journal* (1892), qui a comme directeur et propriétaire M. Pierre Guimier, est partisan du régime autoritaire. Son rédacteur diplomatique, M. Saint Brice (pseudonyme de M. de Saint-Blanquant) collabore aussi dans les publications de M. de La Rocque et ne cache pas ses sympathies pour le fascisme et le national-socialisme. Il a perdu beaucoup avec l'avènement du Front Populaire. Quotidien du matin.

Le *Matin* (1884) a des ressemblances avec les deux précédents : à droite, conservateur, mais sans combativité dans la politique intérieure; en ce qui concerne l'étranger, il soutenait la thèse italienne en Espagne, la thèse allemande en Europe Centrale, la thèse japonaise en Chine. Son directeur-propriétaire est M. Bunau-Varilla, représentant d'un groupe familial.

Le *Figaro* (1826), journal du matin, autrefois l'organe de M. Coty, est aujourd'hui la propriété de M. Léon Cotnareanu, mari de l'ex-madame Coty. Conservateur, modéré, prête son attention aux mondanités. Dans la politique extérieure, partisan de l'Entente Cordiale; contre l'Allemagne mais pour l'Italie (jusqu'à l'époque où elle a formulé ses revendications territoriales contre la France).

Parmi les journaux économiques et financiers, la première place est occupée par l'*Information*, organe des grandes banques. La Confédération du Patronat publie la *Journée Industrielle*, alors que le *Capital* et l'*Agence économique et financière* sont éditées par les agences qui portent les mêmes noms.

La Croix, journal du soir, est l'organe de l'Eglise catholique. Conservateur et orienté vers la droite.

La plupart des journaux de parti ont une grande diffusion. Le *Petit Journal*, un des plus anciens quotidiens français (fondé en 1863), est l'organe du Parti Socialiste Français (provenant de l'organisation dissoute des Croix de Feu). Le chef du P.S.F., le Colonel de La Rocque, est le directeur du journal qui prêche l'idéologie totalitaire. Tout en sympathisant avec les régimes antimarxistes, ce quotidien du matin est partisan de la République en France.

L'*Humanité*, fondé par Jean Jaurès en 1904, est l'organe du Parti Communiste Français. La tendance est d'extrême gauche, révolutionnaire, mais son ton accuse dernièrement une modération tactique. Ecrit contre tous les régimes capitalistes. Journal du matin. Pendant les réformes sociales du Front Populaire, il tirait à un million d'exemplaires.

Le *Populaire* (1918), organe du parti socialiste S.F.I.O., a comme directeur M. Léon Blum, chef du parti. Idéologie marxiste mais tactique opportuniste. Etant donné que le groupe socialiste est le plus nombreux dans le Parlement, les articles de son organe sont l'objet d'une vive attention dans les milieux politiques, ainsi que parmi les partisans de la II^e Internationale.

Le *Peuple*, organe de la Confédération générale du Travail, représente le syndicalisme français. L'*Action Française*, organe du mouvement royaliste en France, défend la cause du nationalisme intégral et du régime monarchiste parlementaire, avec la résurrection des anciennes corporations dans une forme moderne. Enfin, la *Liberté*, organe du Parti Populaire Français, est contre le parlementarisme, contre la collaboration avec les Soviétiques, et pour les régimes de Mussolini et Hitler.

Parmi la presse purement politique il convient de mentionner plusieurs journaux. L'*Epoque* (1938) comporte l'ancienne équipe de l'*Echo de Paris*, avec M. Henri de Kérillis à sa tête. Organe du Centre de Propagande des Nationalistes républicains, il soutient la politique de l'Union républicaine, groupe de M. Louis Marin. Contre la politique de Munich et pour le pacte franco-soviétique. La *Répu-*

blique a une idéologie radicale, modérée et laïque. *L'Ere Nouvelle* est à l'aile droite du parti radical-socialiste, mais n'est pas la propriété du parti. *L'Ordre* variait dans ses opinions; actuellement à gauche il est lu surtout à cause des éditoriaux de M. Emile Buré. Le *Petit Bleu*, républicain, extrême-droite, appartient à M. Lémery, sénateur. *L'Aube* est l'organe des catholiques-démocrates qui ont dix-huit députés dans le Parlement. La *Victoire* demande la révision de la Constitution, la République autoritaire et le régime corporatif. *L'Homme Libre* est incliné vers la gauche avec une attitude modérée. Ce journal a été fondé par M. Frossard qui, depuis le mois de janvier de 1939, publie la *Justice*, demeurant fidèle au parrainage de Georges Clemenceau.

Les journaux français de grande information jouissent d'une réputation dans le monde entier. Un journaliste américain a bien fait remarquer leurs caractéristiques, en disant : « Ce que j'admire dans la presse française, c'est l'impeccabilité du récit. Il y a un commencement, un milieu, une fin, pas de répétitions et pas d'enchevêtrements. Ce que je lui envie, ce sont ses articles où il y a à la fois de la documentation et de l'appréciation, mêlées à doses égales, où le lecteur apprend simultanément le fait qui s'est passé et la conclusion qu'il doit en tirer. Nous n'avons pas cela en Amérique. »

La presse parisienne, riche d'esprit inventif, est très souvent imitée sur le continent. A Bucarest et à Belgrade, par exemple, on peut voir les journaux qui ont la même présentation technique que *Paris-Soir*.

A côté de la presse parisienne, qui comporte également de nombreux hebdomadaires et mensuels, il faut tenir compte de la presse régionale. C'est une presse d'information ou du moins sans un caractère exclusivement politique. Les grands centres de journaux régionaux sont : Lille, Rennes, Toulouse, Marseille, Montpellier, Bordeaux, Nice, Lyon, Grenoble, Clermont-Ferrand, Nancy. Prenons comme exemple la *Dépêche de Toulouse*, fondée en 1870,

journal de la démocratie, qui, desservant trente départements, publie dix-huit éditions.

Enfin, les journaux départementaux sont des journaux politiques, inspirés par les députés et les sénateurs. Beaucoup d'entre eux appartiennent à de petits imprimeurs. Cette presse joue un rôle important dans l'orientation politique des masses pendant les campagnes électorales.

Grande-Bretagne : LES DISPOSITIONS LÉGALES SUSCEPTIBLES D'ENTRAVER LA LIBERTÉ DE LA PRESSE. — LA SÉVÉRITÉ QUANT AUX DOMMAGES-INTÉRÊTS. — LES ONZE TRUSTS DE JOURNAUX (17).

Vers 1840, la presse britannique devient « une des forces incontestées du Royaume-Uni, au même titre que le charbon, la flotte ou la Banque d'Angleterre ». C'est pourquoi cette presse est depuis longtemps l'objet d'études attentives.

Dernièrement, il fut élaboré un « rapport scientifique sur la presse anglaise ». Un groupe de plus de 100 membres, se recrutant dans toutes les branches de la vie économique et sociale, fonctionnaires, industriels, journalistes, médecins, professeurs de l'Université, s'est réuni pour étudier et propager les principes et les moyens de progrès dans la vie sociale et économique. Le rapport sur la presse britannique est le résultat de leur enquête entreprise en 1935 et terminée en avril 1938. Le rapport veut aider le public à mieux comprendre le rôle si considérable de la presse dans la démocratie. Il constitue en même temps une base solide et précieuse de recherches dans le domaine de la science de la presse en Grande-Bretagne. Ce rapport vint compléter

(17) La documentation : Report on the British Press (avril 1938), publié par l'organisation P. E. P. (Political and Economic Planning) ; P. DENOYER : *Comment se transforme la presse anglaise* (Revue des Deux Mondes, 1^{er} février 1928) ; P. CARR : *La Presse anglaise* (Revue des Deux Mondes, 15 août 1937) ; M. KINGSLEY : *Le rôle éducateur de la presse* (Le rôle intellectuel de la presse ; S. D. N.) ; Robert-L. CRU : *En Grande-Bretagne* (Temps, 8 août 1938) ; P. S. R. FITTER : *Des facteurs touchant à la liberté de la presse en Grande-Bretagne* (Cahiers de la presse, 1939, N° 1).

de nombreuses études particulières qui nous renseignent franchement sur la presse contemporaine d'outre-Manche.

La première particularité du système britannique, c'est que la liberté, dont jouit la presse, n'est pas garantie par les dispositions constitutionnelles. Elle est considérée comme naturelle et dérivant de la liberté du sujet. La censure, abolie depuis 1695, a bien été rétablie pendant la dernière guerre, mais on s'en est remis alors à chaque journal pour l'exercer lui-même sur son texte, en ne consultant les autorités qu'en cas de doute. Ce règlement a été remplacé, en 1920, par l'*Emergency Powers Act* donnant au gouvernement des pouvoirs exceptionnels en temps de crise, qui furent utilisés pendant la grève générale de 1926. Pour certaines questions affectant l'intérêt de la nation, ou bien de la famille royale, les journaux anglais ont montré, encore tout récemment, pendant les mois qui ont précédé la crise de l'abdication d'Edouard VIII, qu'ils savent s'imposer cette censure volontaire.

Les dispositions légales qui doivent empêcher l'excès de la liberté de la presse sont la *Law of libel* (contre la calomnie), *Contemps of Court* (respect de l'administration de la justice), les *Official Secrets Acts* (contre l'espionnage, les indiscretions, etc...), enfin, les lois contre la sédition, contre l'incitation à la mutinerie et contre le blasphème et l'obscénité.

Les plus dangereuses de toutes les restrictions légales de la presse sont celles qui étaient d'abord destinées à protéger les intérêts de l'Etat. Elles concernent la doctrine de la « *Common Law* » relative au « *seditious libel* », les lois contre l'incitation à la désobéissance et à la révolte, et les lois pour la protection des secrets de l'Etat. Le *seditious libel* est constitué par la publication d'un *libel* dans une intention séditeuse, c'est-à-dire dans l'intention de provoquer des sentiments de mauvaise volonté et d'hostilité parmi les citoyens du Royaume-Uni, ou d'inciter à la désobéissance au gouvernement et à la Constitution. Quoique cette définition paraisse être dangereusement souple et puisse devenir une arme puissante entre les mains d'un

gouvernement réactionnaire, l'opinion publique est, dans les conditions actuelles, pratiquement assez forte, pour permettre toute critique raisonnable du gouvernement et de la Constitution par la presse.

La loi contre l'incitation des forces armées à la désobéissance et à la révolte fut renforcée en 1935 par une loi qui est une arme très dangereuse entre les mains d'un gouvernement résolu à supprimer la liberté de la parole. Cette nouvelle loi contient une disposition qui considère comme un acte criminel le fait d'être en possession de documents, les journaux naturellement inclus, qui constitueraient une infraction à cette loi au cas où ils seraient publiés. Ceci est contraire à la tradition de la loi anglaise d'après laquelle nul ne peut être poursuivi pour un délit, à moins qu'il ne l'ait commis ou tenté de le commettre.

Le gouvernement britannique n'a pas le pouvoir d'une censure directe; mais par une manipulation judicieuse des *Official Secrets Acts* susceptibles d'une interprétation souple, par des menaces cachées de refuser des informations fournies par des sources officielles telles que les conférences de presse du Foreign Office, et par un appel général aux sentiments patriotiques des rédacteurs faisant valoir le danger pour l'intérêt national, le gouvernement a été récemment en état d'assurer au moins une atténuation de la critique et des caricatures destinées à entraver la politique étrangère.

En ce qui concerne *Contempt of Court* nous trouvons une jurisprudence très développée. Ce sont des règles qui doivent assurer l'impartialité et la liberté de la justice. Un journal ne doit rien imprimer qui soit de nature à porter préjudice à la liberté d'appréciation des jurés dans une affaire criminelle ou civile, qui n'est pas encore jugée. Une entrevue avec une personne qui était appelée à comparaître comme témoin a même été jugée condamnable de ce point de vue. La punition est rapide. Le juge qui préside l'affaire en question ordonne l'arrestation du directeur du journal, qui est amené devant lui et condamné sur-le-champ à une

amende ou à la prison pour manque de respect à la justice. Disons encore qu'un journal anglais qui imprimerait que « l'ignoble assassin X... persiste à nier son crime au juge d'instruction malgré des preuves accablantes » — ce qu'un journal français peut écrire impunément — serait sou-pable de *Contemps of Court*, et que son directeur irait en prison.

La diffamation peut donner lieu à un procès criminel ou à un procès civil. Il suffit que l'accusation puisse prouver qu'il y avait intention de nuire ou — et surtout — qu'il y avait danger pour la paix publique. Un exemple d'une vérité qui est pourtant une diffamation est d'annon-cer qu'un homme a été autrefois condamné. Car, ayant purgé sa peine, il a le droit de demander que la société oublie sa faute. A noter que, quand il s'agit de diffamation dans un livre ou dans un journal, ce n'est pas seulement celui qui a écrit les passages condamnables qui est suscep-tible d'être condamné, mais aussi l'imprimeur, le direc-teur du journal, l'éditeur et même le marchand de jour-naux qui l'a vendu. Dans une action civile pour diffama-tion il ne s'agit que de dommages-intérêts. La diffamation en matière civile, selon la loi anglaise, est tout ce qui est préjudiciable à la réputation privée d'un homme ou qui tend à attirer sur lui la haine, le mépris ou le ridicule.

La *Law of libel* offre de larges occasions aux prétentions futiles ou de prétendu honneur offensé; et 99 % des pré-tentions peut-être sont arrangées à l'amiable avec ou sans dommages-intérêts. Cette situation procure une source lu-crative de revenu à ceux qui en abusent. Le vrai danger de la loi de *libel* ainsi que de cette loi de *Contempt of Court* est son incertitude et le large pouvoir accordé au jury de fixer les dommages-intérêts. Aucune preuve du dommage effectif n'est demandée; il n'existe pas de moyenne du montant applicable, les dommages-intérêts variant d'une somme infime jusqu'au 20.000 livres accordées en 1937 à Lord Cambrose et au *Daily Telegraph*, pour une diffama-tion dans un journal fasciste, *Action*. Voilà pourquoi les

journaux préfèrent s'arranger si possible en dehors du tribunal (18).

Cependant, la critique, même sévère et hostile, même employant le sarcasme et le ridicule, n'est pas diffamation si la question en cause est d'intérêt général, et si la critique elle-même est raisonnable et équitable.

L'effet utile de la loi de *libel* sur le reportage des informations est le grand soin du journaliste pour présenter tous les faits d'une façon absolument exacte. Elle restreint également les critiques violentes des personnes publiques.

A côté des juges, notons, parmi les autres corps ou influences capables d'exercer une pression plus ou moins forte sur la presse, les autorités locales, différentes corporations publiques, les partis politiques, les associations de propriétaires, les distributeurs et les lecteurs de journaux, la T.S.F. et les églises.

Les plus importantes influences sur le contenu des pages d'information, venant de l'extérieur, émanent du monde commercial. Comme presque la moitié du revenu d'un journal populaire provient des annonces (19), les annonceurs et les principaux agents d'annonces occupent une puissante position pour exercer une pression. L'influence la plus insidieuse que le monde commercial puisse exercer sur la presse consiste à adapter la politique rédactionnelle aux intérêts commerciaux et à la modifier et supprimer les informations spéciales présentant des inconvénients pour les annonceurs. Quoique peu de journaux puissent être amenés à abandonner entièrement une ligne politique, il

(18) Une proposition d'amendement à la loi Libel de 1888 a été soumise récemment à la Chambre des Communes.

(19) Un journal anglais moyen dépense 1 penny 1/4 pour produire un numéro, qui ne lui rapporte en vente que les 2/3 d'un penny. (Le penny vaut actuellement 0 fr. 75). — Cela n'empêche pas des entreprises de presse d'encaisser de gros bénéfices provenant surtout de la publicité. Pour l'exercice finissant le 30 juin 1938, la Times Publishing Co (société éditrice du Times) a réalisé un bénéfice de 84.005 livres (environ 14.875.000 frs). Quant à la London Express Newspaper (qui édite entre autres journaux le Daily Express), son bénéfice net fut de 168.649 livres (environ 26.385.000 frs). Pour plus de détails, voir Toute l'Édition, hebdomadaire, en 1939.

est, d'après M. Fitter, fréquemment possible de provoquer un changement graduel de front ou une modération de la critique dans les journaux.

La liberté de la presse britannique, dont on est si fier, est également menacée par l'industrialisation et par la concentration qui a beaucoup réduit le nombre des magnats du journalisme. Une demi-douzaine de propriétaires sont en mesure d'imposer la forme sous laquelle les nouvelles parviendront à la majeure partie des 10 millions de personnes qui lisent chaque jour les grands journaux londoniens. Si donc la presse d'Angleterre n'est pas tout à fait un monopole, M. Kingsley pense qu'elle n'en est pas loin. Le lancement d'un journal nouveau, devant une concurrence aussi puissante, est devenu pratiquement impossible. Les journaux existants ne se maintiennent, cependant, que par une âpre lutte, se battant pour « dominer » tel ou tel secteur du Royaume (« bataille de Bristol », 1929-1931), se ruinant presque en primes et en démarchages. Leur ton change, ainsi que leur aspect, pour gagner en popularité, grossir le tirage et augmenter ainsi leur taux de publicité. La lutte économique remplace les anciennes oppositions de doctrines. (M. Robert-L. Cru.)

M. Denoyer trouve qu'il est parfaitement légitime et normal que se forment des trusts horizontaux, englobant une série de journaux répartis dans les villes différentes. Il doit en résulter une exploitation plus économique, et le public finit par en bénéficier. De même les trusts verticaux, englobant des usines de pulpe de bois, des fabriques de papier, des services photographiques, des agences d'information, des journaux, des revues, etc..., ne soulèvent pas d'objections fondamentales. Mais, en Angleterre, on voit des groupes financiers, fortement engagés dans d'autres entreprises, contrôler des journaux avec un capital minime. Ils forment souvent une société-mère, qui, à son tour, possède la majorité des actions à vote effectif d'une ou de plusieurs sociétés fabriquant du papier, publiant des journaux, des magazines. Lorsqu'ils détiennent ainsi la direction d'une chaîne de publications populaires, préci-

sément dans des districts où se trouvent leurs exploitations minières, industrielles ou autres, ils sont à même d'exercer une influence considérable sur l'opinion et par elle sur les autorités du lieu où sont leurs attaches. Ils ne manquent pas de gens pour considérer comme funestes ces coalitions de puissances.

Les trusts britanniques, selon l'appréciation de M. Sury d'Aspremont, s'inspirent du système américain. La presse est considérée comme une affaire commerciale (achats, ventes de journaux; accaparement de journaux; abaissement du niveau intellectuel : recherche exagérée de la sensation; etc...). M. Kingsley ajoute que la profession de journaliste elle-même est devenue une forme de commerce.

Toute la presse anglaise contemporaine se partage entre onze groupes financiers, onze trusts dont la formation s'est effectuée dans les quarante dernières années. Elle s'est accentuée depuis la guerre, au point qu'il n'y a presque plus de journaux « indépendants » selon l'ancienne formule.

Le groupe Harmsworth (du nom de Lord Northcliffe, à qui son frère Lord Rothermere a succédé en 1922) est le trust de journaux le plus complet en Grande-Bretagne. Il possède ou contrôle le *Daily Mail*, le *Daily Mirror*, l'*Evening News*, journal du soir, le *Sunday Dispatch* et le *Sunday Pictorial*, ainsi que onze journaux du soir, en province, le *Continental Daily Mail*, à Paris, et six hebdomadaires. Quatre sociétés financières auxquels le groupe est intimement associé possèdent des forêts à Terre-Neuve et au Canada et des manufactures de papier en Angleterre.

Le principal concurrent du groupement Harmsworth était le groupe Berry. Mais en janvier 1937 ce groupe s'est divisé en trois branches. Ce sont :

a) Le groupe de Lord Cambrose, qui possède le *Daily Telegraph*, avec lequel, le 1^{er} octobre 1938, le *Morning Post* a fusionné; le *Financial Times*, et l'Amalgamated Press, syndicat qui comprend près de 80 périodiques.

b) Le groupe de Lord Kemsley, qui est constitué par le *Sunday Times* et cinq autres organes dominicaux, plus le

Daily Sketch et quinze autres journaux en province, organisés en trois sociétés financières.

c) Le groupe de Lord Illife (auquel a succédé récemment M. R.-C. de Morgan), qui a conservé la direction du *Kelly* et d'autres annuaires publiés par la Maison Illife, en y ajoutant quelques périodiques seulement.

Le groupe le plus important de journaux de province est le trust Westminster Press, qui possède ou contrôle quatre journaux du matin, huit journaux du soir, sept hebdomadaires et trois journaux de sport.

Le groupe Odhams Press publie le *Daily Herald*, le *People*, et un grand nombre de périodiques ou annuaires. Quelques trusts moins importants sont Newnes-Pearson, Thomson Leng, et le groupe provincial News Paper, lequel a succédé au groupe Inveresk, société manufacturière, qui a acheté plusieurs journaux, notamment le *Daily Chronicle* avant son absorption dans le *Daily News*.

Le groupe Cadbury publie les deux organes libéraux, le *News Chronicle* (matin) et le *Star* (soir); il a pour chef Sir Walter Layton, qui édite d'autre part l'*Economist*. Le groupe de Lord Beaverbrook dirige le *Daily Express*, le *Sunday Express* et l'*Evening Standard* (soir).

Les seuls quotidiens n'appartenant pas à un groupe déterminé sont le *Times*, dont la propriété est garantie dans l'intérêt national par une convention spéciale, le *Manchester Guardian*, le grand quotidien radical, et le *Daily Worker*, organe du parti communiste. Parmi les journaux du dimanche, seuls les *News of the World*, l'*Observer*, les *Reynolds News* et le *Sunday Referee* ne font pas partie d'un des groupes mentionnés.

Le *Times*, le plus important quotidien, qui exprime généralement l'opinion de la haute bourgeoisie, des fonctionnaires et des possédants, quoique sa direction adopte souvent une ligne personnelle et indépendante, surtout dans les questions de politique étrangère, est lu par les membres des classes dirigeantes et des classes moyennes. Pendant quatre générations il était la propriété de la famille Walter, qui a toujours laissé les mains libres au directeur; mais

pendant la guerre, Lord Northcliffe a acquis une part prépondérante. Plus tard la propriété a été partagée entre le Major Astor, qui en détient la plus grande part, et M. John Walter. Ceux-ci se sont mis d'accord pour accepter le contrôle d'un comité dit de cinq trustees, composé de personnalités éminentes de la magistrature, du monde universitaire et savant, du haut commerce et de la Banque d'Angleterre, le rôle de ce comité n'ayant rien à faire avec la direction du journal, mais étant simplement d'opposer un veto dans le cas où la part prépondérante de la propriété du journal serait en danger de passer à une ou plusieurs personnes qui ne seraient pas susceptibles de maintenir « les meilleures traditions et l'indépendance du journal » ou qui seraient susceptibles de le diriger pour « leur ambition ou gain personnel ». Le même système est appliqué au *Manchester Guardian* et à l'*Economist*.

La presse de Londres exerce une irradiation dans toutes les Iles Britanniques, et favorise une uniformisation croissante des idées, des goûts, des habitudes à travers tout le Royaume. D'autre part, grâce à l'émulation de la presse londonienne, se poursuit l'émancipation de la province. Combattant subtilement l'influence et le prestige de Londres, mais encourageant son imitation déguisée, le journal local stimule la vie régionale, réveille et rajeunit des populations dont l'élan menaçait de se ralentir (M. Denoyer).

Les journaux ayant une valeur représentative d'opinion et qui importent véritablement par leur information et par leur nuance politique, sont en nombre limité. Au premier rang nous trouvons le *Times* et le *Daily Telegraph and Morning Post*, le premier conservant une sorte d'hégémonie consacrée par le temps et par l'excellence de ses services; le second gagnant sans cesse le terrain, depuis qu'il a passé sous la direction de Lord Cambrose, et qu'il a réduit son prix de 2 d. à 1 penny. Après ces deux grands organes conservateurs, on voit le *Daily Herald* et le *News Chronicle*, organes de l'opposition travailliste et libérale, respectivement, et les deux journaux populaires à grand tirage, indépendants à nuance fortement conservatrice et

impérialiste : le *Daily Mail* et le *Daily Express*. Ces six quotidiens londoniens sont qualifiés en anglais de National Newspapers, parce qu'ils circulent au moins dans tout le pays.

Avant 1900, le *Daily Telegraph* avait le plus grand tirage avec 250.000 exemplaires par jour, et tous les journaux de Grande-Bretagne réunis ne dépassaient pas 2 millions de numéros. En 1938 le *Daily Express* avait une moyenne de ventes journalières de 2.466.323, ce qui présente le record mondial des tirages. Le *Daily Herald* revendique un chiffre de ventes « sensiblement supérieur » à 2.000.000 d'exemplaires. Le *Daily Mail* tirait à 1.520.560. Le *News Chronicle* et le *Daily Mirror* dépassent chacun largement le million.

Parmi de nombreux journaux dominicaux ceux qui ont le plus fort tirage (le *News of the World*, 3.750.000 et le *Poeple*, 3.000.000) ne sont pas les plus influents; tandis que l'*Observer* et le *Sunday Times*, journaux « de classe », si souvent cités à l'étranger, tirent l'un à 214.000, l'autre à 270.000 exemplaires seulement. Les grands journaux londoniens se complètent par ceux de la province, notamment le *Manchester Guardian*, « contre-partie libérale du *Times* », et le *Yorkshire Post*, de Leeds, qui jouissent l'un et l'autre d'une grande autorité en matière politique et diplomatique, bien que leur tirage soit inférieur à 50.000.

Dans la presse comme sur le terrain politique, le parti libéral a perdu depuis la guerre, au profit du Labour Party. L'opinion libérale n'est plus représentée aujourd'hui, à Londres, que par le *News Chronicle* et le *Star*, et, en province, principalement, par le *Manchester Guardian*. Le *Daily Herald* qui exprime l'opinion des travaillistes est aujourd'hui un journal puissant et bien dirigé. Un conservatisme modéré inspire la plupart des autres journaux anglais. En somme, deux courants d'idées se rencontrent dans la presse anglaise : un progressisme qui n'a rien de révolutionnaire, et un conservatisme qui se garde de verser dans la réaction (Robert-L. Cru).

M. Denoyer constate ce changement dans le rôle de la presse anglaise. Alors qu'aux anciens jours, la principale

mission du journal était de suivre, toujours, de guider et d'inspirer, quelquefois jusque dans les détails, l'action du gouvernement, aujourd'hui l'ingérence directe du journal anglais dans le corps des événements politiques ne se produit qu'exceptionnellement. Tous les journaux populaires, ceux du matin, comme ceux du soir, en dehors d'une information sommaire et hâtive, ne tiennent vraiment leurs lecteurs au courant des questions publiques qu'au moment où elles prennent un caractère d'actualité sensationnelle.

Notons enfin que « l'industrie de la presse » est rangée maintenant au deuxième rang parmi les grandes industries britanniques; elle vient avant les constructions maritimes et avant l'industrie du fer et de l'acier.

Etats-Unis d'Amérique : LES CAMPS « DÉMOCRATIQUE » ET « AUTORITAIRE ». — L'INDUSTRIALISATION DE LA PRESSE (20).

Tout en conservant certaines caractéristiques traditionnelles, la presse américaine a subi des transformations profondes après la guerre. Il semble tout d'abord que dans le journalisme l'ère des « géants » soit passée.

M. William Randolph Hearst a su, tout jeune, se constituer un véritable empire journalistique. Cet empire comprenait 28 grands quotidiens, 30 hebdomadaires illustrés, 8.000.000 de lecteurs, 8 postes de T.S.F., 2 compagnies de film, des bâtiments, des forêts, des mines d'or et d'argent, des sources de pétrole, etc... Bien que M. Hearst ait renoncé à toute politique d'expansion dans les dix dernières années et bien qu'il ait cessé de publier son grand quotidien du matin, le *New York American*, il est encore, au moins nominalemeut, propriétaire de vingt-trois quotidiens répartis de façon stratégique, d'une agence de nouvelles, de quatre périodiques et de huit stations de radio. Agé aujourd'hui de 75 ans, ayant perdu il y a deux ans son collaborateur principal, Artur Brisbane, M. Hearst s'est vu forcé récem-

(20) G. CHINARD : *Aux Etats-Unis* (Temps, 26 octobre, 1er novembre 1938).

ment de constituer un conseil d'administration pour essayer d'assurer la survie de cet immense domaine dont il a été le seul maître près d'un demi-siècle.

Les journaux appartenant au système Scripps-Howard constituent en fait une association de presse, recevant des articles de fond, des correspondances et des nouvelles d'une source unique mais ne sont dominés par aucune personnalité impérieuse. Dans l'ensemble, au contraire, les journaux appartiennent soit à un propriétaire unique, soit à des familles, soit à un petit groupe d'actionnaires ou de bailleurs de fonds. Bien qu'ils aient en général une couleur politique nettement déterminée, on en trouverait peu qui soient avant tout des journaux politiques subventionnés par un parti politique.

Beaucoup d'entre eux, cependant, représentent l'opinion d'une classe intellectuelle autant que d'un groupe politique. Tel est nettement le cas du *New York Times*, démocrate indépendant qui se tourne vers l'Europe et consacre de nombreux articles à la politique étrangère. Tel est aussi le *New York Herald Tribune*, républicain, plus conservateur, avec une tendance marquée à favoriser l'isolement national. *Christian Science Monitor*, un « international Daily », s'efforce de présenter de façon objective des nouvelles de politique étrangère par des correspondants répartis dans le monde entier. A Washington, le *Washington Post* attaque le New Deal, tandis que le *Washington Star* est plus un journal d'information qu'un journal d'opinion.

On peut dire que le *New York Times*, le *Daily News* et le *World Telegram* sont parmi les plus avancés, alors que le *Chicago Tribune*, le *Herald Tribune* et, d'une manière générale, tous les journaux de Hearst — surtout depuis l'avènement de Roosevelt — se classent du côté de la droite. Il n'y a, à proprement parler, pas de presse socialiste, le journal qui se rapprocherait le plus de cette tendance serait le *Daily News*. Quant aux communistes, ils ont un quotidien à New-York, le *Daily Worker* (21).

(21) P. GÉMON : *La presse* (Les techniques au service de la pensée, p. 45).

Au cours d'une conférence de presse, le Président Roosevelt a déclaré que 85 % des journaux américains étaient opposés au New-Deal. Par contre, une enquête qui embrassait huit cents quotidiens en énumérait trois cents qui peuvent être considérés comme plus ou moins favorables à l'administration.

M. Chinard, correspondant du *Temps*, trouve ces statistiques incertaines et ne tenant pas compte de la presse technique qui, lue plus attentivement que la presse d'information, fait une place considérable à la politique. D'autres journaux à tirage limité comme le *People's World*, organe d'extrême-gauche, circulent de main en main et sont lus par leurs lecteurs avec une attention soutenue. Certains hebdomadaires sont essentiellement des publications d'opinion comme la *Nation*, le *New Republic*, et leur action est indéniable sur ceux que l'on appelle « radicaux ». Des périodiques récents présentant de façon condensée les principaux articles qui ont paru dans la semaine ou le mois, jouent un rôle considérable dans l'orientation des Américains.

Comme les Français et les Anglais, les Américains tiennent beaucoup à la presse libre. Toutefois, le conflit entre les camps « démocratique » et « autoritaire » est engagé aux Etats-Unis. M. Acclung Lee (22), partant du point de vue américain, explique ces deux courants d'opinion.

« La doctrine démocratique se base sur la lutte des intérêts du peuple tels qu'ils sont exprimés par les chefs de partis et s'oppose aux limitations de la liberté de la presse par des moyens politiques et économiques.

« La doctrine « autoritaire » (raisonnement traditionnel des propriétaires des journaux et de leurs représentants se basant sur le statu quo de leur industrie) considère l'intervention politique comme la seule menace sérieuse à la liberté de la presse. »

Les réformes sociales du New Deal assurent assez de

(22) *Le conflit sur la liberté de la presse aux Etats-Unis d'Amérique* (Cahiers de la presse, 1938, No 4, pp. 554, 579).

puissance aux défenseurs de la version « démocratique » pour rendre le combat long et intéressant, dans la presse non moins que dans beaucoup d'autres domaines.

Les journalistes sont naturellement des militants ardents de la liberté. En révisant, en 1938, son premier statut de 1923, l'Association américaine des Rédacteurs d'éditoriaux a ajouté entre autres les observations suivantes :

« Une presse libre est le privilège des citoyens qui rend la dictature impossible. Lorsque les rédacteurs luttent pour la liberté de la parole et de l'écrit, ils luttent pour le plus grand de tous les droits humains. Une courte réflexion suffit pour comprendre que l'existence de la démocratie dépend du maintien d'un canal par lequel l'information peut passer librement du gouvernement au peuple entier et par lequel l'assentiment et la critique peuvent librement passer du peuple au gouvernement. »

Les courants idéologiques ne sautent pas aux yeux quand on lit la presse américaine. La besogne essentielle des journaux est de se procurer des nouvelles, « toutes les nouvelles » et de les présenter d'une façon adaptée à leurs lecteurs. Il importe donc d'indiquer le mécanisme de distribution et de présentation des nouvelles.

Peu de journaux peuvent maintenir des services coûteux d'information, et c'est aux grandes agences que les quotidiens locaux ont recours pour obtenir la masse de leurs nouvelles. Les nouvelles fournies par les agences peuvent conduire à une uniformité dans la présentation des faits, et des hommes politiques y voient un réel danger pour la démocratie américaine.

L'étendue du territoire, la décentralisation administrative, la multiplication des journaux régionaux ont pour effet qu'on ne trouve pas aux Etats-Unis de quotidien qui puisse exercer une action vraiment nationale. Mais il existe des articles « syndiqués » qui ont leurs abonnés dans toutes les localités américaines. Les articles des journalistes, attachés à un grand journal, ou faisant partie d'un « syndicat », sont télégraphiés et reproduits par les journaux qui souscrivent à leur service spécial.

De nouvelles formes de journalisme, réalisées par film et T.S.F. servent de supplément au journal imprimé. De nombreux quotidiens ont un service régulier de radiodiffusion (« Pour plus de détails achetez le journal! ») Enfin, la transmission des photographies par bélinographe a fait d'extraordinaires progrès.

Dans un pays où on a le moins de temps pour lire, les journaux paraissent avec des dimensions déconcertantes. Les éditions de la semaine ont souvent de 40 à 50 pages et le numéro du dimanche du *Sunday New-York Times* ne comporte pas moins parfois de 168 pages. Le lecteur n'arrive qu'à voir une portion infime du journal. Aussi n'est-il pas difficile d'apprécier l'influence exacte exercée par la presse sur l'opinion publique. L'exemple le plus frappant est celui qui a été fourni par les dernières élections présidentielles, quand M. Roosevelt, attaqué par la majorité de la presse et fort mollement soutenu par les journaux démocrates, a triomphé dans tous les Etats sauf deux.

Comme le journal se vend très au-dessous du prix de revient (de 2 à 5 cents = 0 fr. 51 à 1 fr. 75) la publicité constitue donc sa principale ressource. Les tarifs des annonces sont d'autant plus élevés que la circulation du journal est plus grande. Ces annonces mises en bonnes pages couvrent plus de la moitié du journal.

Pour faire vendre ses numéros et élever le barème des annonces — condition essentielle d'existence et de gain — la presse est obligée de flatter, par ses reportages à sensation, les plus bas instincts du public. L'industrialisation de la presse a rendu le journal une simple marchandise, plus en Amérique qu'ailleurs.

Belgique : L'ÉCHEC DES TENTATIVES DE « COORDONNER » LES RAPPORTS ENTRE LA PRESSE ET LE GOUVERNEMENT.

La Constitution du 7 février 1931 a proclamé la liberté totale et inconditionnelle de la presse en Belgique. L'article 18 de la Constitution spécifie que la censure ne pourra jamais être établie, qu'aucun cautionnement ne peut être

exigé des écrivains, éditeurs ou imprimeurs. Lorsque l'auteur est connu et domicilié en Belgique, l'éditeur, l'imprimeur ou le distributeur ne peut être poursuivi. En outre, le jury est établi en toute matière criminelle et pour délits politiques et de presse.

En 1926, donc un siècle après, un arrêté-loi avait été pris pour réprimer les manœuvres de ceux qui « sciemment et volontairement » auraient publié des informations et avis de nature à ébranler le crédit de l'Etat. Les tribunaux correctionnels devaient connaître de ces infractions. C'était une atteinte aux dispositions constitutionnelles, et l'arrêté-loi resta lettre morte. En 1934, sous le gouvernement de M. Theunis, lors de la seconde crise monétaire, un nouvel arrêté-loi fut pris édictant des sanctions pénales contre ceux qui auraient publié des avis et informations de nature à ébranler la confiance dans le franc, le Parquet ne devant plus faire la preuve de l'intention de nuire. Directeurs et journalistes s'élevèrent avec force contre ces dispositions, qui restèrent lettre morte (23).

Un journaliste belge écrivait récemment : « Je sais bien que des gouvernements belges ont songé à modifier le régime actuel de la presse, ne reculant pas devant l'éventualité d'une révision constitutionnelle. Jusqu'ici ils se sont bien gardés de tenter l'expérience, parce qu'ils savent qu'ils iraient au devant d'un échec certain. » (24). Cependant, depuis trois ans les journalistes eux-mêmes, dans leurs associations, ont demandé qu'on réprime la calomnie et la diffamation avec la même sévérité qu'en Grande-Bretagne. On n'a pas trouvé jusqu'à présent de formule satisfaisante, sauvegardant les droits de polémique des journalistes, mais réprimant certains abus sans porter atteinte indirectement à la liberté de la presse.

En Belgique paraissent quarante-deux quotidiens d'expression française, plus trois journaux financiers importants, dix-neuf journaux quotidiens d'expression flamande,

(23) G.-A. DETRY : *En Belgique* (Temps, 4 et 6 septembre 1938).

(24) DONS HERMAN : *La liberté de la presse en Belgique* (Cahiers de la presse, 1939, N° 1, p. 81).

plus trois journaux rédigés en allemand dans les cantons rédimés. Les grands journaux de Bruxelles sont lus dans le pays entier et placent en province plus de la moitié de leur tirage. En règle générale, si les rédacteurs des journaux flamands suivent attentivement la presse de Bruxelles et de Wallonie, en revanche les rédacteurs des journaux wallons ignorent presque toujours la presse flamande et, de ce fait, certains malentendus se produisent et s'accroissent entre les deux régions de pays.

La presse belge est essentiellement une presse politique, appartenant à l'un des trois groupes de l'opinion : catholique, libéral et socialiste. Les journaux de pure information sont très rares. Celui qui a adopté cette formule dès sa fondation, il y a 52 ans, est le journal actuellement le plus important du pays, *Le Soir*.

Le prix des journaux belges est excessivement bas (35 à 50 centimes le numéro). Il n'y a pas de rationalisation dans l'industrie des journaux. Cependant, en raison des difficultés économiques, les catholiques ont fait un gros effort et ont constitué une société, la « *Pressa nova* », qui imprime simultanément six journaux. La publicité très abondante dans les journaux à grand tirage, fait de ces entreprises des affaires prospères, tandis que d'autres organes doivent trouver des mécènes ou des groupes politico-économiques, ayant intérêt à disposer d'un journal, pour trouver les ressources nécessaires à l'équilibre de leur budget. Les principaux journaux belges appartiennent à des familles qui, depuis deux générations au moins les dirigent personnellement.

B) LE REGIME DE LA PRESSE DIRIGEE

Italie : LA SUPPRESSION SUCCESSIVE DE LA PRESSE D'OPPOSITION. — LES JOURNAUX FASCISTES D'AUJOURD'HUI (25).

Dans les pays totalitaires, où l'on a instauré la dictature d'un homme ou d'un parti, les vainqueurs ont supprimé la liberté de la presse. A la suite, la presse a dû renoncer à son rôle historique et devenir une véritable institution d'Etat.

M. Mussolini, dictateur italien, a nettement formulé ses principes dans les termes suivants :

« Dans un régime unitaire, la presse ne peut être étrangère à cette unité. C'est pourquoi la presse italienne entière est fasciste et doit se sentir fière de lutter compacte sous le drapeau fasciste. »

Cette unité a été réalisée par la monopolisation de la presse, sans que la plupart des journaux eussent cessé d'être propriété privée. La docilité des rédactions envers le gouvernement ne détruit pas, selon les conceptions fascistes, la liberté de la presse.

« La presse la plus libre au monde entier est la presse italienne. Ailleurs, les journaux sont aux ordres de groupes de ploutocrates, de partis ou d'individus; ailleurs, ils sont réduits à la maigre tâche de l'achat et de la vente de nouvelles excitantes, dont la lecture fréquente finit par déterminer dans le public une sorte d'imbécillité. Ailleurs, les journaux sont groupés entre les mains d'un nombre très restreint d'individus qui considèrent le journal comme une véritable industrie, analogue à l'industrie du fer ou du cuir... Le journalisme italien est libre parce qu'il sert seulement une cause, un régime, il peut exercer et exerce ses fonctions de contrôle, de critique et de propulsion. »

(25) André PIERRE : *La main-mise du fascisme sur la presse italienne* (Cahiers de la presse, 1938, N° 2); G. WEILL : *Le journal*; P. GENTIZON : *En Italie* (Temps, 10, 14, 17 septembre 1938); Cahiers de la presse, 1938, N° 4, p. 629.

S'adressant, le 31 octobre 1933, aux journalistes italiens, M. Mussolini disait d'autre part :

« Les journalistes italiens doivent se considérer comme les soldats commandés aux postes d'avant-garde du front fasciste et qui ont à leur disposition une arme plus puissante et plus dangereuse que toutes les autres. Aujourd'hui toute la nation constitue un bloc et tous les journalistes sont sur le même front. »

De son côté, le comte Ciano, qui fut le premier ministre de la presse et de la propagande avant de prendre le portefeuille des affaires étrangères, déclarait le 22 mai 1936 au Sénat :

« Les dispositions légales qui ont été successivement prises en matières de presse ont, en toute évidence, assigné au journalisme le rôle qu'il doit jouer dans les activités du régime. Ce rôle est celui d'un *service public*, mais d'un service qui, par sa nature même, est l'un des plus délicats et des plus capillaires. Le journalisme a cessé d'être une entreprise particulière pour devenir un instrument de civilisation au service de la patrie et un formidable moyen d'éducation au service du peuple fasciste. »

Cependant, cela n'empêche pas les journaux de reposer, comme auparavant, sur des bases capitalistes. Ils peuvent appartenir à des particuliers, à des sociétés financières ou industrielles. Il existe encore en Italie de puissants groupes financiers qui subventionnent ou exercent l'industrie journalistique. Mais leurs droits ne peuvent se traduire par une attitude contraire à la doctrine fasciste. Tous les journaux sont en dernier lieu les porte-voix officiels du régime. La presse fasciste doit collaborer avec le gouvernement, elle doit seconder et faciliter l'œuvre du Duce. Comme le rappelait M. Starace le 30 janvier 1938, le devoir essentiel des organes du régime est de contribuer « à la formation de la conscience impériale et de la mentalité autarcique de la nation ». La presse, ayant pour mission de conseiller, diriger, convaincre, éduquer la nation, est un des rouages essentiels de l'Etat totalitaire.

La naissance d'une presse nationaliste obéissant à un

autre idéal que celui du régime parlementaire date du début de ce siècle. C'est dans ses rangs que prit place le premier journal fasciste, le *Popolo d'Italia*. Après la guerre mondiale, de nombreux autres organes, hebdomadaires pour la plupart, s'associèrent au *Popolo d'Italia*. La marche sur Rome, la prise du pouvoir par Mussolini ne changent pas immédiatement la situation. Le parti fasciste ne met d'abord la main que sur les bureaux de presse officiels et gouvernementaux.

La « fascistisation » de la presse italienne fut beaucoup moins rapide que le « bolchevisation » de la presse russe. A Rome on procéda par étapes. Pendant assez longtemps, M. Mussolini et son gouvernement tolérèrent l'existence des journaux d'opposition et si, au plus fort de la lutte contre leurs adversaires, les fascistes commirent des violences et des illégalités, on doit reconnaître que dans la plupart des cas les propriétaires des journaux « fascistisés » furent indemnisés. Le principe de la propriété privée fut généralement respecté, car il ne faut pas oublier qu'à la différence de la révolution russe, la « révolution » fasciste a été essentiellement une révolution politique et non sociale. Plusieurs journaux qui avaient été saisis de force par les fascistes sont rendus à leurs anciens propriétaires. Un nouvel organe socialiste, la *Giustizia*, est autorisé. Pendant deux ans le fascisme admet une presse d'opposition, représentée notamment par *Il Mondo*, de Rome, la *Stampa*, de Turin, et même par le *Corriere de la Sera* qui se déclarait contre le gouvernement fasciste au nom du respect de la Constitution.

La Constitution piémontaise, votée par Cavour en 1848, proclamait, dans son article 48, la liberté de la presse et ne punissait que l'abus de cette liberté. Il peut paraître singulier que cet article provenant de l'ancien régime libéral-démocratique reste toujours en vigueur dans l'Italie fasciste. Le fascisme a étendu la notion de cet abus au point de pouvoir frapper toute publication jugée nuisible au régime, à la nation, à l'Etat. Autrement dit, dans l'Italie fasciste, la liberté de la presse n'existe que dans la mesure

où elle est jugée compatible avec l'intérêt du pays. Divers dispositions législatives, édictées en vertu de l'article 48, ont donné une nouvelle interprétation des abus de la liberté.

En premier lieu, le système de la gérance était supprimé et par là la responsabilité fictive. La loi du 31 décembre 1925 exigeait dans son article 1^{er} que tout journal ou publication ait un directeur responsable. La même loi prévoit la création d'un ordre des journalistes comparable à l'Ordre des avocats. Cet ordre ne fut jamais créé à proprement parler; mais un décret-loi du 26 février 1928 stipule que l'exercice de la profession de journaliste est consentie exclusivement à ceux qui sont inscrits dans le registre professionnel (l'albo) tenu par les onze syndicats régionaux qui groupent l'ensemble des journalistes italiens. La discipline des inscrits est exercée dans chaque syndicat par un comité de cinq membres, nommés pour deux ans par le ministre de la justice, d'entente avec le ministre de l'intérieur et des corporations. L'ensemble des syndicats constitue le syndicat national fasciste des journalistes, que préside un directoire. (Il appartient à la Confédération des professions libérales et artistiques qui, avec la Confédération des éditeurs, constitue la Corporation de la presse et du papier.)

L'organisation des journalistes est soumise à la surveillance du ministère public qui, comme représentant du pouvoir exécutif, a le droit d'intervenir dans les controverses pouvant surgir en matière disciplinaire ainsi qu'en matière d'inscription et de radiation du registre. On a créé la Direction générale des Services de presse, chargée de la surveillance politique. Directeurs et journalistes sont subordonnés à l'autorité supérieure du gouvernement par l'intermédiaire du ministère de la presse et de la propagande qui, depuis le 10 juin 1937, a pris le titre de ministère de la culture populaire.

Aucune censure préventive n'existe dans l'Italie fasciste. Le contrôle entre en action sitôt après la sortie du journal. Il vise non seulement les excès de la presse qui sont de

nature de troubler l'ordre public comme l'appel à la révolte, l'incitation au meurtre, etc..., mais aussi les « abus » comme les « nouvelles fausses et tendancieuses » susceptibles de gêner l'action diplomatique du gouvernement, d'affecter le crédit national, d'exciter à la haine de classe, etc... Une loi de sécurité publique (1926) donne en outre à la police le droit de séquestrer les journaux dont le texte est contraire à la dignité nationale, au prestige des autorités ; alors qu'un règlement en date du 21 janvier 1929 prévoit cette mesure même si la publication incriminée n'a pas un caractère de délit.

Le vrai contrôleur, qui a un pouvoir quasi discrétionnaire sur les journaux, est le préfet. Il a le droit de faire saisir tout numéro de journal qui ne correspond pas aux directives du régime. Cela peut arriver aux journaux les plus ultra-fascistes. En cas de récidive, c'est la suspension et même la suppression du journal. Le préfet adresse un avertissement au directeur si le journal soutenait une politique « tendant à détruire la confiance à l'intérieur ou à compromettre le prestige de l'Italie au dehors ». Après deux avertissements de ce genre, le préfet exige la nomination d'un autre directeur responsable. Ces mesures furent introduites le 8 juillet 1924 après l'assassinat du député Matteotti. En ce temps les journaux d'opposition sont saisis en vertu de l'article 3 de la loi municipale et provinciale aux termes duquel le préfet est chargé de « maintenir l'ordre public ».

Une nouvelle loi sur la presse du 20 juin 1925 aggrave les dispositions du décret du 8 juillet 1924. La presse antifasciste fut frappée d'interdit en même temps que la presse d'opposition. La fascistisation de la presse fait des progrès énormes en fin d'année 1925 avec l'avènement des directeurs philofascistes. Les journaux d'opposition sont morts après une agonie qui a duré plus de quatre ans. En d'autres termes, la presse entière s'est trouvée sous le pavillon du monopole fasciste. Dès l'année 1927, il n'y a plus désormais en Italie que deux catégories de journaux : 1° Les

journaux fascistes reconnus par le parti; 2° les journaux fascistes et philofascistes non reconnus.

Toute la série des mesures limitatives impose aux directeurs et aux journalistes une grande prudence, une « censure volontaire ». C'est ce qui constitue la caractéristique essentielle du régime de la presse dirigée.

Ce changement survenu dans la presse italienne n'a point modifié l'apparence extérieure des journaux. Les titres, les formats, les caractères sont restés ce qu'ils étaient autrefois. Aucun nouvel organe important n'a été fondé. Le projet d'éditer une gazette d'Etat n'a pas été approuvé par M. Mussolini. Ayant été journaliste lui-même, il n'ignore pas en effet les conditions nécessaires pour que la presse puisse agir efficacement sur l'opinion publique.

Le gouvernement a encouragé les journaux à profiter de toutes les découvertes récentes, à se donner l'outillage le plus moderne; il a voulu assurer aux salariés du journalisme le contrat de travail, le repos hebdomadaire, les vacances payées, l'indemnité en cas de renvoi.

En revanche, les journalistes sont sous la coupe directe de l'Etat; ils doivent être prêts à obéir à tous les ordres qui leur viennent d'en haut. En fait, ils sont sinon des fonctionnaires, du moins des serviteurs de l'Etat. Cependant, la réglementation à laquelle le journalisme est exposé va parfois jusqu'au ridicule.

Vers la fin de 1938, le parti fasciste a envoyé à tous les journaux italiens un règlement très complet et très impératif codifiant les devoirs des journalistes et particulièrement des rédacteurs en chef. A côté des prescriptions d'ordre politique, comme celle de publier *in extenso* tous les discours dans le texte même fourni par l'agence Stefani, ce document apporte un certain nombre d'observations assez curieuses et de conseils inspirés surtout par la préoccupation de rendre la lecture des journaux accessible au plus grand nombre. C'est ainsi qu'il est recommandé aux journalistes d'écrire très simplement, et « d'user le moins possible d'adjectifs ». Quant aux correspondants locaux, ils sont invités à ne pas céder à la tentation de faire

passer les événements sans importance de leur petite ville avant les nouvelles qui intéressent le pays tout entier.

Rome n'est pas la capitale de la presse italienne et ne peut être comparée avec Paris à cet égard. Néanmoins, la presse romaine conserve son prestige politique, mais Turin, Milan et même d'autres villes de l'Italie septentrionale battent Rome avec l'importance et le tirage de leurs journaux.

A Rome, le *Messagero* et le *Popolo di Roma*, grands journaux populaires du matin, n'occupent pas une place de premier rang dans la presse politique. Le *Giornale d'Italia*, journal de l'après-midi, a pris un caractère particulièrement officieux. La rubrique politique y est dirigée par M. Virginio Gayda qui donne le ton et fait le point de la politique étrangère du régime. Parmi d'autres journaux d'après-midi, la *Tribuna*, dirigée par le député M. Guglielmotti, a conservé ses anciennes tendances antilibérales, alors que le *Lavoro Fascista*, organe des syndicats fascistes, défend parfois les thèses les plus avancées du régime. Le *Piccolo*, sorte de Rome-Midi, n'est qu'une édition spéciale du *Giornale d'Italia*, sous une autre direction. Le *Tevere* se lit principalement pour les articles de polémique de M. Interlandi, Sicilien ultra-fasciste, antisémite et systématiquement hostile à la France. (C'est lui qui a « craché dans la figure » du pays voisin et latin à propos des revendications italiennes territoriales).

A Milan, le *Corriere de la Sera* est resté le journal le mieux fait, le plus riche en substance et atteignant le plus fort tirage dans toute l'Italie. Le *Popolo d'Italia*, organe de la famille Mussolini, fondé par le Duce, a pris une grande importance politique. C'est à Milan également que se publie le plus important quotidien économique et financier, *Il Sole*.

Turin possède la *Stampa* et la *Gazzeta del Popolo*, les deux journaux italiens les plus modernes, les plus variés et les mieux illustrés. A Gênes, *Il Lavoro* est le seul organe socialiste qui soit autorisé par le régime ! Il est fondé en 1903, dirigé par les socialistes modérés qui, étant amis personnels de M. Mussolini, n'ont pas participé à la cam-

pagne antifasciste de M. Matteotti. Cependant, bien que jouissant d'une certaine liberté, spécialement dans l'exposé des questions politiques extérieures, il a perdu de son ancien prestige et n'atteint plus les masses. Il faut citer encore la *Gazetta du Venezia* (fondée en 1760, *Piccolo*, de Trieste, *Telegrafo*, de Livorno, organe de la famille du comte Ciano, ministre des affaires étrangères, le *Corriere Padano*, de Parme, orfane personnel du maréchal I. Balbo; le *Regime fascista*, de Cremone, journal de M. Farinacci, ministre d'Etat, animateur de l'antisémitisme italien.

Les caractéristiques de la presse italienne n'ont guère changé en dépit du fait qu'une seule idéologie peut se manifester. La curiosité d'esprit, le goût des idées, des appréciations ont subsisté hors des rubriques politiques. Comme le journal paye mieux que l'éditeur des livres, les meilleurs écrivains sont des collaborateurs de la presse, ainsi que les savants et économistes. Une autre caractéristique est l'abondance des correspondants voyageant à travers le monde qui envoient des articles sur des sujets les plus divers. Enfin, il faut noter le développement sensible de la rubrique coloniale. Déjà durant la conquête de l'Ethiopie, la presse entière a été mobilisée et sa part dans cette entreprise est immense. En vue du développement de la conscience coloniale parmi les masses, on entend imposer à tous les jeunes hommes entrant dans la carrière journalistique un séjour de trois ans dans les terres de l'Empire.

Les annonces n'occupent généralement que peu de place: une page suffit à cet effet dans les plus grands journaux, qui gèrent directement leurs affaires de publicité. (Plus de soixante sociétés sont également vouées à cette activité dans la péninsule). Pour subventionner indirectement les journaux, le gouvernement remet chaque année une somme plus ou moins élevée à l'Unione de Publicita Italiana, qui fait dans toute la péninsule la publicité des chemins de fer, des compagnies de navigation, de tourisme et des produits du monopole. Cette manne est répartie à travers la presse selon l'importance des journaux et au prorata de leurs annonces. Dernière caractéristique: en vue d'assurer

le repos dominical non seulement aux journalistes, mais aux revendeurs et même au public, un décret interdit aux journaux de paraître et d'être mis en vente dès le dimanche matin jusqu'au lundi, à midi.

Ainsi, le journaliste italien n'a rien d'américain. Surtout, il ne manifeste pas le goût de sensation. L'une des plus importantes innovations de la presse fasciste a été la suppression de la « chronique noire » (la rubrique des assassinats, des suicides, attentats contre les mœurs, scandales passionnels, etc.), si abondante dans la presse anglo-saxonne. M. Mussolini a même voulu que les chroniques judiciaires, sur le terrain pénal notamment, fussent réduites à leur plus simple expression. Ces mesures ne s'inspirent pas seulement d'éthique sociale, mais prennent également leur source dans le sentiment de dignité nationale. Le Duce ne veut pas que l'Italie passe à l'étranger pour un pays de corruption et de scandale; « l'Italie doit laver son linge sale en famille et non à la fontaine publique ».

Allemagne : LA CONCEPTION NATIONAL-SOCIALISTE DE LA PRESSE. — LES JOURNAUX DU III^e REICH (26).

Sous le régime de Weimar la presse avait joui d'une liberté complète : garantie par l'article 118 de la Constitution, cette liberté allait parfois jusqu'à la licence. On vit par exemple des journaux diffamer ouvertement le président Eber sans encourir de condamnation.

Avec l'avènement des national-socialistes la liberté de la presse fut supprimée. C'est une des premières mesures des régimes totalitaires.

Après les élections législatives de 1930, on put constater que beaucoup de journaux, jusque-là neutres, se ralliaient peu à peu au national-socialisme, et que l'influence de l'organe de M. Hitler à Munich allait grandissant. Puis les ministres conservateurs se mirent à brider la presse, et

(26) A. RIVAUD : *La propagande nazie* (Revue des Deux Mondes, 1^{er} mai 1938) ; R. LAURET : *En Allemagne* (Temps, 17, 18, 19 août 1938) ; G. WEILL : *Le journal*.

particulièrement la presse communiste, par les décrets-lois de 1931 et 1932. Ce n'étaient là que des mesures temporaires; mais la « révolution nationale » accomplie par M. Hitler a proclamé la mise en vigueur d'un système nouveau. Moins d'un mois après leur arrivée au pouvoir, les national-socialistes interdisaient la presse social-démocrate et communiste. Bureaux et ateliers sont envahis par des détachements de S.A.; les fonds et les archives mis sous séquestre, les imprimeries occupées. Les autres journaux, sauf quelques petites feuilles à scandale, qui furent supprimées, furent simplement mis au pas.

La proscription édictée contre les juifs et les « non aryens » a été appliquée avec une rigueur toute spéciale dans le journalisme, où ils étaient si nombreux : pour ne donner qu'un exemple entre beaucoup d'autres, les Maisons Ulstein et Mossé ont dû congédier leurs principaux chefs, obéir à des commissaires national-socialistes, si bien que la Maison Mossé, dès le mois de juillet, fut accusée à la suspension des paiements et à la liquidation judiciaire. Ces firmes qui publiaient des journaux à grand tirage, durent passer la main à des « aryens ». Dans certains cas, c'est le parti lui-même qui fit la reprise. En ce même mois de juillet, le ministre de l'intérieur de Prusse publiait la liste des périodiques étrangers interdits dans ce pays; ils étaient au nombre de 291.

La presse dirigée naissait vite dans le III^e Reich. En changeant, lorsqu'on le jugea nécessaire, les propriétaires, la direction, tout ou partie de la rédaction, on obtint sans peine des journaux dociles. Toute la presse allemande est mise sous le contrôle discrétionnaire du ministère de la propagande, pour ce qui touche les informations, la partie littéraire, les illustrations, les annonces. Toutes les agences d'informations sont fondues en une seule qui dépend directement du ministère. Une nouvelle loi sur la presse, promulguée le 4 octobre 1933, a fixé principalement le statut des rédacteurs en chef. Par là étaient complétés les moyens propres à diriger la presse de l'Allemagne hitlérienne.

« Le journal n'est plus une marchandise, mais un élément de la culture nationale. »

A l'étranger qui s'étonne ou s'indigne de ces atteintes à la liberté, la propagande répond uniformément, selon le modèle italien :

« La presse n'est libre nulle part. La prétendue liberté anglaise ou française est une duperie. Les journaux étrangers n'échappent — bien partiellement — à l'autorité de l'Etat, que pour tomber sous la tutelle ignominieuse des intérêts privés, des puissances d'argent, de la propagande ennemie. L'Etat n'intervient, en Allemagne que pour empêcher la presse d'outrager, de désunir, de démoraliser la nation. Il défend les journalistes contre eux-mêmes et contre les tentations auxquelles ils sont exposés. »

Beaucoup de journaux ne résistèrent pas à cette transformation et disparurent. De 4.703 au début de 1933, le nombre de journaux tombait à 3.097 à la fin de l'année, à 2.013 en 1937. Ni le Führer ni ses lieutenants ne s'illusionnent sur les inconvénients d'une presse tenue en lisière. Dans un discours (18 novembre 1934), M. Goebbels, ministre de la propagande, parle de monotonie et de byzantinisme dans la presse. Et M. Hitler déclare dans un interview avec un journaliste américain : « Ce n'est pas réjouissant de lire quinze journaux qui ont presque tous le même texte. Cependant je ne tolérerai pas une presse dont le seul but soit de détruire ce que nous avons entrepris d'édifier. »

M. Aschmann, président de la Chambre de Presse, a donné des arguments encore plus forts pour justifier le nouveau régime de la presse en Allemagne : « La presse ne saurait prendre la succession d'un parlement irresponsable. Le peuple allemand n'aurait pas récupéré la liberté de ses frontières protégées par des canons et des avions, il n'aurait pas d'autostrades, et aurait encore 7 millions de chômeurs, si ces mesures avaient été discutées publiquement dans la presse. »

Le journalisme agissant sous ces conditions, a subi une crise qui a entraîné la diminution du nombre des journaux. Cependant, peu à peu, avec une ingéniosité remar-

quable, les journaux allemands, suivant la constatation de M. Rivaud, s'adaptent à leur nouveau statut. Forcés de se conformer à des règles étroites, ils s'appliquent à varier leurs articles en insistant sur telle ou telle nuance, à rendre leurs informations matérielles de plus en plus précises. Le public recommence à les lire. Dans le premier trimestre de 1937, le tirage quotidien des journaux allemands atteint 18.625.000 exemplaires, plus d'un exemplaire par famille allemande, la plus forte proportion dans le monde entier (sans tenir compte de l'Autriche et des pays des Sudètes, qui ne sont pas inclus dans les chiffres cités).

L'Allemagne ne connaît pas les gros tirages de certains journaux anglais et français. Seul le *Berliner Illustrierte Zeitung*, hebdomadaire illustré, dépasse le million. Les deux plus gros quotidiens, le *Völkische Beobachter* et la *Berliner Morgenpost*, se tiennent aux environs d'un demi-million, les autres suivant à une grande distance : la *Nachtausgabe*, 250.000; le *Lokal Anzeiger*, 200.000. Les grands journaux de province, surtout les organes du parti national-socialiste, tiennent le pas comme le *Westdeutsche Beobachter* avec 200.000, le *NSZ-Rheinfront*, 168.000, etc...

La presse du parti a pris très rapidement une importance que l'on peut aujourd'hui considérer comme prépondérante : elle comprend, en effet, 231 quotidiens, dont le tirage représente 54 % du total de la presse allemande. Le *Völkische Beobachter* a trois éditions, à Munich, à Berlin, et, depuis peu, à Vienne : il ne paraît que le matin, tandis que l'*Angriff* est une feuille de l'après-midi. Contrairement aux grands provinciaux français, les éditions de ces journaux paraissent le plus souvent dans des villes différentes : le *Frankfurter Volksblatte* (233.000 exemplaires) compte neuf éditions, l'une paraissant à Frankfort, une autre à Mayence, d'autres dans diverses villes voisines. Le parti national-socialiste possède aussi des hebdomadaires très répandus, comme l'*Illustrierte Beobachter* (650.000), le *Schwarze Korps* (500.000), le *Stürmer* (400.000).

Notons enfin que le tirage des revues et périodiques de

tout genre est évalué entre 80 et 125 millions. Il faut faire une place à part aux publications du Front du Travail, aussi nombreuses que les différents corps de métiers, et qui tirent à 20 millions : chaque membre de cette organisation reçoit gratuitement la revue correspondante à sa profession.

Voici les principales caractéristiques techniques que M. Lauret attribue à la presse allemande : le format plus petit que celui de la presse française ou anglaise, l'aspect moins varié ; il y a moins de titres à sensation et moins d'illustrations : certains n'en présentent aucune dans le corps du journal, mais publient des suppléments illustrés. Cette présentation n'est pas due au nouveau régime, elle est de date ancienne. Les journaux de parti, qui veulent agir sur les masses, ont même tendance à s'en éloigner. Les journaux allemands consacrent peu de place aux crimes et « faits divers ». La presse dirigée ne tient pas à la rapidité des nouvelles : il n'est pas rare qu'une information concernant l'Allemagne soit publiée à l'étranger 24 heures avant de l'être dans les journaux allemands.

Pas d'articles de politique intérieure ; tout au plus des panégyriques du gouvernement. Sur la politique extérieure, informations et commentaires abondent. La presse allemande a de nombreux correspondants à l'étranger, dont elle reçoit de longs télégrammes et articles, rédigés selon la politique du Führer. M. Lauret remarque de « magnifiques lacunes » : le lecteur allemand, s'il n'est pas renseigné d'autre part, peut supposer que son gouvernement nourrit à l'égard de Franco des sympathies toutes platoniques, et que jamais un homme, un canon ou un avion n'est parti de son pays vers l'Espagne. Quant à la politique extérieure la note est souvent donnée, soit par des articles de la *Correspondance national-socialiste* que les journaux reproduisent, soit par des communiqués de D. N. B. (Deutsche Nachrichten-Büro) agence officielle, et non plus seulement officieuse, qui a pris la place de deux anciennes grandes agences, Wolf et Telegrafien-Union.

La partie économique a toujours été, dans la presse alle-

mande, l'objet d'un soin particulier. Toutes les questions économiques intéressant l'Allemagne et l'étranger y sont traitées dans le détail et avec compétence. Tous les articles et informations non politiques, économiques ou sportifs sont groupés dans la rubrique qui porte le nom de « feuilleton ». La critique dans le domaine de la littérature et de l'art est, d'après un discours de M. Gœbbels, bornée à la description et à l'analyse des œuvres, sous prétexte que les critiques pourraient décourager les auteurs, et qu'on n'a pas le droit de critiquer ce qu'on n'est pas capable de faire soi-même ! Les auteurs sans talent doivent être très reconnaissants au ministre de la propagande de cette conception.

Les journaux national-socialistes, dont le tirage représente plus de la moitié de la presse allemande, ne se distinguent pas par une rédaction brillante. Le ton démagogique et la manchette à sensation leur sont familiers. Certains d'entre eux, le *Stürmer*, organe de M. Streicher, grand ténor de l'antisémitisme, et le *Schwarze Korps*, la feuille des milices noires, dont l'anticléricalisme est la spécialité, sont parfois remplis de platitudes et de grossièretés.

Le *National Zeitung*, d'Essen, qui passe pour l'organe du maréchal Gœring, est bien informée sur certaines questions, et le *NSZ-Rheinfront*, de M. Bürckel, a mis parfois un ton particulièrement conciliant dans la discussion des problèmes franco-allemands. Le *Völkische Beobachter*, organe du parti national-socialiste depuis 1920, peut en être considéré comme organe officiel. Son directeur est M. Alfred Rosenberg, son rédacteur en chef M. Weiss, président de la Fédération de la Presse. Sur un nombre de pages considérables, où les nouvelles locales et sportives sont très développées, il s'efforce à une représentation vivante, parfois même à une certaine modération du jugement, mais son niveau reste inférieur — volontairement sans doute, puisqu'il s'adresse à la masse — à celui de quelques grands journaux en dehors du parti.

C'est chez ceux-ci que se maintiennent les meilleures traditions de la presse allemande : information complète et sérieuse, articles variés. La *Deutsche Allgemeine Zeitung*,

jadis entre les mains de Hugo Stinnes, affecte un ton plus courtois dans ses polémiques avec l'étranger. Le *Berliner Tageblatt*, un des gardiens de cette tradition, a succombé au début de 1939. La *Bærser Zeitung* passe aujourd'hui pour l'interprète de la Wilhelmstrasse. Du reste, elle cite souvent la *Correspondance diplomatique* où le ministère des affaires étrangères s'exprime directement. Le *Lokal Anzeiger*, jadis principal organe du consortium Hugenberg, est passé d'un nationalisme violent à un national-socialisme non moins virulent. C'est dans un petit nombre de feuilles de province, comme le *Frankfurter Zeitung* ou le *Koelnische Zeitung*, que l'on sentirait le moins l'emprise totalitaire. Ces journaux sont naturellement d'un loyalisme irréprochable, mais il font preuve d'une objectivité plus grande.

La radio allemande, monopole d'Etat, dispose d'un budget formidable pour distraire et instruire ses auditeurs. Elle est devenue un organe capable de compléter et de concurrencer la presse.

La nouvelle organisation des services de presse a pour base plusieurs lois ou décrets, comme la loi créant la Chambre de Presse (Reichpressekammer), la loi sur les rédacteurs et le décret pour sauvegarder l'indépendance des directeurs de journaux.

La Chambre de Presse du Reich groupe toutes les professions se rattachant à la presse, qui forment neuf sections différentes : 1) Fédération de la Presse allemande; 2) Union des éditeurs de journaux; 3) Fédération des éditeurs de revues; 4) Fédération des agences d'informations; 5) Section de la presse confessionnelle; 6) Fédération des librairies dépositaires de revues; 7) Union des sténographes de presse; 8) Groupement professionnel des employés d'édition; 9) Groupement professionnel des employés de rédaction. La Chambre de Presse doit d'abord contrôler la situation économique de ces divers groupements, lorsqu'il s'agit d'éditeurs, l'origine et la gestion de leurs ressources, lorsqu'il s'agit de salariés le niveau et la distribution de leurs salaires. Elle doit aussi faire pénétrer

dans toute la presse les idées nationales-socialistes. Il s'agit là d'une propagande d'un caractère général, car les directives données quotidiennement aux journaux pour leur politique ne viennent pas de la Chambre mais du parti et du ministère de la propagande.

Le premier des neuf groupements sus-indiqués est celui qui comprend les journalistes (*Reichsverband des Deutschen Presse*). Leur statut a été fixé par la loi du 4 octobre 1933. D'après cette loi toute personne dont la profession principale est d'écrire dans les journaux doit faire partie de la Fédération. Pour être journaliste, il faut entre autre : être de descendance aryenne et n'être pas marié avec une personne de descendance non aryenne (art. 5, 3°). Les journalistes sont, selon la même loi, spécialement obligés d'éliminer des journaux : ce qui est de nature à diminuer la force du Reich allemand à l'extérieur et à l'intérieur, à affaiblir la volonté collective du peuple allemand; ce qui est contraire à l'honneur et à la dignité d'un Allemand... (art. 14). Le ministre de la propagande du Reich nomme le chef de la Fédération de presse (art. 24).

Avant d'être admis à ses fonctions, le journaliste doit avoir accompli un stage d'un an dans un journal et passé trois mois dans une école de journalisme. Il fait alors partie d'une véritable corporation, qui peut à tout moment le punir et l'exclure, s'il a contrevenu à ses règles. Le journaliste, qui ne tient pas la ligne droite, peut être exclu non seulement de son journal, mais de sa profession qui assure d'importants avantages (le principal est l'assurance-vie obligatoire, qui existe depuis 1926).

Un journaliste allemand ne doit pas être doué d'un esprit inventif. Pour les rubriques proprement politiques, la Propagande lui fournit des directives détaillées. De nombreux communiqués sont envoyés par l'intermédiaire de l'agence officielle D.N.B. Tous les jours une réunion a lieu au ministère de la propagande, où le ministre, ou son délégué, donne des indications précises sur les sujets à traiter et le sens dans lequel on doit les traiter. En province les

journaux reçoivent des directives semblables des représentants du ministère.

L'activité des éditeurs de journaux a été réglementée par un décret du président de la Chambre de Presse. Ils doivent faire connaître à l'Union des éditeurs le montant du capital engagé dans leur entreprise et s'ils travaillent pour leur propre compte ou pour le compte d'un tiers. Les sociétés d'intérêt public, les sociétés par actions ou en commandite, les sociétés à responsabilité limitée ne peuvent être propriétaires de journal; pas plus que les personnes juridiques « dont la composition, le but et l'activité montrent qu'elles obéissent à des points de vue de classe, professionnels ou confessionnels ». Un journal ne peut être rédigé conformément à l'un de ces trois points de vue, sauf autorisation spéciale de la Chambre de Presse, avec laquelle, dans ce cas, des lignes directrices doivent être convenues. Cette mesure est, sans doute, l'une des plus avancées dans le III^e Reich.

Les éditeurs de revues sont soumis à une réglementation semblable. Très rigoureuses sont les prescriptions destinées à soustraire l'éditeur à des influences occultes et à empêcher les subventions, fut-ce par la voie d'annonces.

En somme, cette réglementation minutieuse a pour but de soumettre les journaux, aussi bien que les journalistes, au contrôle du parti et du gouvernement. Toutes les ressources d'origine douteuse doivent en être bannies, ils doivent échapper à l'emprise des grandes organisations, économiques ou religieuses, qui peuvent subsister dans le Reich. Tout cela entre dans le cadre d'un système politique qui entend réserver toutes les décisions aux dirigeants et ne permet pas qu'on les discute. Du reste, le public, dans l'Allemagne national-socialiste, n'a jamais connaissance des mesures importantes qu'une fois prises : que ce soit dans la politique extérieure ou intérieure, qu'il s'agisse de mesures économiques, sociales ou autres. Il n'y a donc pas lieu d'instituer un débat sur elles dans la presse : son rôle ne peut être que de les exposer, de les expliquer, de les approuver.

Espagne : LA LOI DU GÉNÉRAL FRANCO SUR LA PRESSE DÉPASSE EN RIGUEUR LA LÉGISLATION ITALIENNE.

Au cours de la guerre civile, le chef des rebelles a promulgué, le 22 avril 1938, une nouvelle loi sur la presse. D'après la conception du général Franco, la presse a fonction de « transmettre à l'Etat les voix de la nation et de communiquer à celle-ci les ordres et les directives de l'Etat et de son gouvernement ». Il n'admet cependant pas de « discuter la patrie et l'Etat, d'attenter contre eux et de proclamer le droit au mensonge, à la calomnie et à la diffamation, comme système méthodique de destruction de l'Espagne, décidée par la rancune des pouvoirs occultes ».

Le général espagnol ne fait que répéter les déclarations de ses alliés, Hitler et Mussolini. Dans la procédure qui doit lui assurer la maîtrise sur la presse, il est également charmé par leur modèle. La transmission des voix de la nation est subordonnée au droit de l'Etat de réglementer le nombre et l'étendue des publications périodiques et la profession de journaliste, d'intervenir dans la nomination du personnel dirigeant des journaux, de surveiller l'activité de la presse et d'exercer la censure. Une clause générale permet en outre au ministre chargé du service national de la presse, c'est-à-dire au ministre de l'intérieur, de se servir de toutes les autres facultés dérivant de la surveillance et du contrôle de la presse (27).

Comme en Italie et en Allemagne, la responsabilité des directeurs est le levier principal du système. A cet effet,

(27) L'article 2 de la loi attribue à l'Etat : 1° La réglementation du nombre et de l'étendue des publications périodiques ; 2° L'intervention dans la nomination du personnel dirigeant ; 3° La réglementation de la profession de journaliste ; 4° La surveillance de l'activité de la presse ; 5° la censure, tant que sa suppression ne sera pas décrétée ; 6° Toutes les facultés résultant de la disposition contenue dans l'article premier de cette loi. (Il appartient à l'Etat d'organiser, de surveiller et de contrôler l'institution nationale de la presse périodique).

la loi établit des dispositions très rigoureuses. Le directeur doit être inscrit au registre, tenu par le chef du service de presse de chaque province. Avec le directeur sont solidairement responsables non seulement l'entreprise du journal, mais encore celle qui est propriétaire des matières premières employées pour sa confection.

L'anonymat dans la presse est supprimé. L'auteur et le directeur sont tous deux responsables des articles signés. Tout propriétaire doit demander au ministre d'agrée, pour le poste de directeur, le journaliste dont il s'agit. L'appel de sa décision ne peut être fait que devant le chef du gouvernement. Le directeur devient aussi une sorte de fonctionnaire d'Etat et sa conduite est surveillée de près : s'il ne se montre pas docile aux ordres du gouvernement, l'agrément est retiré immédiatement.

La répression est assurée non seulement par la législation pénale, mais encore par le ministre chargé du service national de la presse. Il peut punir, conformément à l'article 18 de la loi sur la presse, par voie administrative, tout écrit tendant à diminuer le prestige de la nation ou du régime, gênant la tâche du gouvernement ou répandant des idées pernicieuses parmi les « intellectuellement débiles ». La désobéissance, la résistance passive et les dérogations aux règles fixées par les services de presse sont également réprimées par des sanctions pouvant aller de l'amende à la destitution et à la radiation du directeur, jusqu'à l'interdiction du journal, cette dernière prononcée pour infractions graves et réitérées, par le chef du gouvernement. Aucune décision administrative n'est susceptible d'appel devant une autorité judiciaire.

M. Hamburger, dans son commentaire (28), conclut que, si la nouvelle loi s'est inspirée au premier chef d'idées fascistes, elle dépasse en rigueur, et de beaucoup, la législation italienne. Contrairement à l'Italie, elle ne limite pas l'intervention autoritaire à l'effet personnel s'exerçant par le registre, mais y ajoute l'influence matérielle par la cen-

(28) E. HAMBURGER, *Cahiers de la presse*, 1938, N° 3, pp. 453, 454.

sure. La compétence de l'autorité administrative se substitue en Espagne à celle de l'autorité judiciaire en Italie. Les règles d'appel existant en Italie ne se retrouvent pas en Espagne. L'idée du contrat collectif obligatoire, cher à l'Italie est considérée comme incompatible avec la nouvelle doctrine politique en Espagne nationaliste.

En ce qui concerne le monde des journaux, les rédactions furent occupées de même que le territoire républicain, et le personnel rendu servile ou remplacé par des hommes de confiance. Le lendemain de l'entrée des troupes de Franco, les journaux de Barcelone ont paru dans le nouvel esprit. Le conquérant ne procède pas à la création de nouveaux organes et, tout en partageant le point de vue de son allié, Mussolini, il se contente de faire célébrer sa victoire par l'ancienne presse républicaine, mise au pas.

Brésil : LES JOURNAUX COMME MOYEN DE PROPAGANDE GOUVERNEMENTALE.

Les partis politiques ou les groupements qui en tenaient lieu ayant été supprimés en novembre 1937, les journaux où étaient débattues les questions de politique partisane se sont tus, ou bien, tels les journaux « intégralistes », ont disparu de la circulation. Les quotidiens publiés en langue étrangère, c'est-à-dire en allemand et italien, ont été également « invités », par un décret récent, à s'abstenir de toute politique.

Depuis le coup d'Etat de M. Getulio Vargas, la censure des publications a été établie et confiée au contrôle de la police. Au surplus, tous les journaux sont obligés de publier les communiqués de propagande politique ou sociale qui leur sont fournis régulièrement mais modérément, par la « Commission de propagande de l'Etat nouveau » créée dernièrement. La place réservée à ces communiqués dans les colonnes de tel ou tel journal suffirait, semble-

t-il, à marquer le degré d'indépendance du journal vis-à-vis du gouvernement actuel (29).

La presse brésilienne, sans tradition ni idéologie, comporte des empreintes de la presse dirigée, dont l'établissement définitif dépend de la stabilisation du régime politique.

C) LE REGIME DE LA PRESSE ETATISEE

U.R.S.S. : COMMENT FUT CRÉÉE LA PRESSE BOLCHEVISTE. —
LES JOURNAUX PUBLIÉS EN 69 LANGUES OU DIALECTES (30).

Depuis plus longtemps et beaucoup plus complètement que ses rivales d'Allemagne et d'Italie la presse soviétique nous offre l'exemple d'une presse étatisée. Dans l'U.R.S.S., l'Etat détient seul les capitaux des journaux, il est seul fournisseur du papier, seul marchand d'encre, seul propriétaire d'immeubles, seul imprimeur. Tandis que les régimes national-socialiste et fasciste ont conservé les titres de la plupart des journaux et se sont contentés d'en modifier la rédaction, le pouvoir soviétique n'a laissé subsister que l'organe fondé en 1912 par le parti bolcheviste, la *Pravda* (la Vérité), ainsi que les *Izvestia* (les Nouvelles) publiées par le soviét de Pétrograd sous le gouvernement de Kérénski en 1917. Tous les autres journaux sont des créations du régime actuel et toute la presse a été organisée de façon à répondre aux conceptions de Lénine en cette matière.

L'attention que le régime soviétique a consacrée à la presse peut être comparée seulement avec les préoccupations qui concernent l'armée rouge. Staline disait : « La

(29) G. RAEDERS : *Au Brésil* (Temps, 20 octobre 1938).

(30) M. JARYC : *La presse en Russie soviétique* (Europe, t. XXI, 1932) ; A. PIERRE : *La presse de l'U. R. S. S.* (Monde Slave, juillet 1932) ; G. WEILL : *Le journal* ; H. ROLLIN : *En U. R. S. S.* (Temps, 2-3 et 4 janvier 1939) ; Services d'information et de presse de la Société pour les relations culturelles avec les pays de l'étranger : *La situation des journalistes dans l'U. R. S. S.*, 1939.

presse doit grandir non pas de jour en jour mais d'heure en heure, parce qu'elle est l'arme la plus puissante et la mieux trempée de notre parti. » Cette arme devait être employée suivant une tactique empruntée à l'art militaire. Quant à la rédaction du journal, elle devait être, selon Lénine, un « état-major » qui apprendrait à « suivre attentivement les événements politiques, à apprécier leur importance et leur influence sur les différentes catégories de la population, à trouver des modes convenables de réactions en face de ces événements ».

C'est à cette école de journalisme que se sont formés les premiers cadres du parti bolcheviste qui ont pris le pouvoir après la révolution. Leur expérience dans le journalisme a déterminé leur attitude envers la presse en général et son rôle pour l'organisation de l'Etat.

En effet, depuis 1912 quand Lénine a créé un journal du parti bolcheviste, les rédacteurs de la *Pravda* se sont heurtés à des difficultés insurmontables. Lénine émigré ne put intervenir que de loin dans l'organisation pratique du journal. Ce furent Staline, Molotov, Kalinine, etc., qui s'en chargèrent. Staline, deux fois déporté et évadé, fut enfin expédié au-delà du cercle polaire. Constamment aux prises avec la police, la *Pravda* fut supprimée définitivement le 18 juillet 1914, et ne devait plus paraître que le 5 mars 1917 au lendemain de la révolution dite de février. La direction était confiée à Molotov et Staline, revenu de l'extrême Nord grâce à la révolution.

De l'ancienne pénurie de moyens financiers (augmentée par de nombreuses amendes) Lénine garda une amertume qui s'exaspéra après la reparution de la *Pravda*. La reprise du journal ne dura pas longtemps. Après quatre mois, la *Pravda* était supprimée par le gouvernement de Kérénski, ainsi que la *Soldatskaïa Pravda* (la Vérité militaire) et l'*Okopnaïa Pravda* (la Vérité des tranchées) qui, toutes trois prêchaient l'insurrection.

Dès qu'il s'empara du pouvoir le 24 octobre-7 novembre 1917, Lénine s'empressa de supprimer les journaux de droite. Les journaux de gauche se sentant menacés eux

aussi, protestèrent violemment. Leurs réactions furent si vives, que le président du conseil des commissaires du peuple donnait l'assurance formelle qu'une fois le nouveau régime consolidé, « toutes les pressions administratives seraient abolies et la liberté complète de la presse établie sur les bases les plus larges ».

Un peu plus tard, la question fut examinée au soviet dirigeant. Trotski déclara que, pendant la guerre civile, on devait traiter la presse comme la propriété privée. Lénine allant plus loin proclama la nécessité de supprimer la presse bourgeoise, de distribuer les imprimeries et leur matériel entre les divers partis socialistes. Le 8-21 novembre un décret établit le monopole d'Etat de la publicité et réserva l'insertion des annonces aux « publications du gouvernement ouvrier-paysan et à celles des soviets locaux ». Tel fut le premier monopole qu'institua le gouvernement soviétique. Les banques elles-mêmes que Lénine chargeait de tous les péchés du capitalisme, ne furent nationalisées qu'un mois plus tard. Les journaux de droite disparurent définitivement par le décret de janvier 1918. Cependant, la presse de gauche hostile au nouveau pouvoir n'en continua pas moins ses attaques. Longtemps Lénine n'osa y toucher qu'avec des ménagements relatifs.

Le décret du 28 janvier avait institué un « tribunal révolutionnaire de la presse » composé de trois membres et statuant sans appel pour juger « tous les crimes et délits perpétrés au moyen de la presse », c'est-à-dire la publication de « toute fausse nouvelle volontairement tronquée pour attenter aux droits et aux intérêts du peuple ». Il n'eut pas besoin d'autres textes pour faire disparaître la presse d'opposition, et cette législation sommaire permit à Lénine d'établir en fait le monopole de la presse du parti bolcheviste au cours de l'été 1918, à mesure que s'étendait la guerre civile, et surtout après l'insurrection des socialistes-révolutionnaires et le bombardement du Kremlin.

Le décret du 7 septembre 1918 vint compléter ce mono-

pole en établissant celui des informations intérieures et extérieures par la création de l'agence R.O.S.T.A., devenue en 1924 l'agence T.A.S.S. à la suite de la proclamation de l'union des républiques socialistes soviétiques.

Le 10 juillet 1918, le cinquième congrès panrusse des Soviets a adopté la constitution de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie, dont le paragraphe 14 proclamait : « Dans le but d'assurer aux travailleurs la liberté effective d'expression de leurs idées, la République socialiste fédérative des Soviets de Russie supprime la dépendance de la presse vis-à-vis du capital et met entre les mains de la classe ouvrière et des paysans indigents tous les moyens techniques et matériels servant à éditer des journaux, brochures, livres et leur diffusion libre dans tout le pays. »

C'est ce texte qui a servi de base pour la rédaction de l'article 25 de la Constitution élaborée par Staline et adoptée le 5 décembre 1936 par le huitième congrès extraordinaire des Soviets de l'U.R.S.S. La liberté de la presse y est encore proclamée, mais « conformément aux intérêts des travailleurs et afin d'affermir le régime socialiste ». Le même article concerne : a) la liberté de la parole ; b) la liberté de la presse ; c) la liberté des réunions et des meetings ; d) la liberté des cortèges et démonstrations de rue. « Ces droits de citoyens sont assurés par la mise à la disposition des travailleurs et de leurs organisations, des imprimeries, des stocks de papier, des édifices publics, des rues, des P.T.T. et autres conditions matérielles nécessaires à la réalisation de ces droits. »

Pour fonder un journal ou une maison d'éditions en U.R.S.S., il faut qu'une des sociétés ou organisations de travailleurs qui prenne cette décision, demande à l'Etat de lui assurer des « conditions matérielles ». Ainsi, par exemple, en 1934, le conseil central de l'Osoaviakhim (Société volontaire de travailleurs pour la défense aérienne et chimique) s'adressa aux organes du gouvernement pour obtenir les stocks de papier et pour qu'une imprimerie soit mise à sa disposition. Elle obtint le papier demandé

et une imprimerie fut réservée pour imprimer le nouveau journal. Tous les autres journaux ou maisons d'éditions nouvellement fondés commencent leur existence de la même façon.

Les rédacteurs en chef des journaux et revues, les directeurs des maisons d'éditions sont nommés par les organisations respectives de travailleurs (les rédacteurs en chef des journaux du parti sont nommés par le comité du parti, ceux des journaux syndicaux par le conseil central des syndicats de l'U.R.S.S. ou par les comités centraux des syndicats, les rédacteurs en chef des organes des différentes branches d'industries — Commissariats du Peuple — et ceux des sociétés volontaires et coopératives par les conseils de ces sociétés).

Les rédacteurs en chef des journaux, les auteurs d'articles et les travailleurs d'imprimerie sont responsables devant la justice pénale pour les délits suivants :

1) La publication dans la presse de renseignements militaires et économiques secrets.

2) La diffusion et l'impression de textes contenant un appel au renversement, à l'affaiblissement et aux actes criminels contre le pouvoir soviétique, ou encore l'accomplissement d'autres délits de nature contre-révolutionnaire.

3) La diffusion et la préparation de littérature tendant à provoquer la haine et les dissensions nationales ou religieuses.

4) La publication dans la presse de renseignements sur une instruction judiciaire en cours au sujet d'interrogatoires ou de révision sans l'autorisation des personnes dirigeant l'enquête.

5) La publication dans la presse de renseignements secrets sur les forces armées et sur la capacité de défenses de l'U.R.S.S..

Les lois soviétiques punissent la calomnie et autres crimes contre l'individu. Aussi les outrages répandus dans la presse sont punis de travaux dits de rééducation (« perevosпитание ») durant jusqu'à six mois ou d'une amende

allant jusqu'à 500 roubles. Pour les calomnies les peines sont doublées.

Le Comité central des syndicats des travailleurs de la presse de l'U.R.S.S., ses comités régionaux et d'entreprises existant dans toutes les collectivités où travaillent 25 syndiqués au moins contrôlent la juste observation de la ligne professionnelle; là où travaillent moins de 25 syndiqués, ce contrôle est exercé par l'organisation professionnelle du district.

Les premières années après la révolution la presse avait l'aspect d'un véritable service public mis à la disposition des lecteurs. Les journaux étaient alors distribués gratuitement par les soins des organismes gouvernementaux et des syndicats ouvriers. Néanmoins, leur tirage était légèrement inférieur à celui de la presse russe d'avant-guerre. Ensuite survint le N.E.P., la nouvelle politique économique de Lénine : les journaux durent couvrir leurs dépenses par les recettes que leur assurait la vente au numéro ainsi que les annonces dont la suppression est de date récente. La révolution avait déchaîné dans les masses populaires un irrésistible désir de s'instruire et de lire. Très vite, on reprit l'habitude de payer son journal.

Alors qu'en 1913 la Russie possédait 859 journaux tirant à 2.729.000 exemplaires, on comptait, d'après les statistiques officielles 5.600 journaux en 1932 et 8.521 en 1937 réunissant 36.197.000 exemplaires. Ce tirage est 14 fois plus élevé qu'en 1913. La production du papier est passée de 197.000 tonnes en 1913 à plus de 800.000 en 1937, assurant à l'U.R.S.S. la deuxième place en Europe dans cette industrie.

Au nombre de 8.521 journaux, il convient d'ajouter 4.605 journaux dits « de base », imprimés dans les usines, sovkhoz et M.T.S. (stations de machines et tracteurs).

Les journaux soviétiques paraissent en 69 langues ou dialectes. En 1936 on estimait à 2.965 le nombre des journaux publiés en langues non russes. Enfin, il faut ajouter que 3.392 districts et villes possèdent leur journal.

Les deux principaux journaux de l'U. R. S. S. sont la

Pravda (plus de 2 millions d'exemplaires en 1937), organe du Comité central du parti, et les *Izvestia* (1.600.000), organe des « conseils des députés des travailleurs de l'U.R.S.S. », c'est-à-dire du gouvernement. C'est sur les pages de la *Pravda* et entre ses lignes qu'à travers l'U.R.S.S. tout entière les membres du parti et les fonctionnaires du gouvernement cherchent leurs directives. L'autorité morale des *Izvestia* est moindre. Ce journal, qui ne devint l'organe officiel qu'en 1918, n'a pas eu de chances ces derniers temps. On connaît le sort de son chroniqueur de politique étrangère, Radek, celui de son directeur, Boukharine, exécuté en mars 1938. A son tour, son successeur, M. Tal, est tombé en disgrâce au mois de janvier. En 1936, la *Pravda* s'était vivement élevée contre deux articles des *Izvestia* jugés désobligeants pour le passé du peuple russe. Comme on voit, les journaux soviétiques ne sont pas privés de polémiques.

A côté de la *Pravda* on trouve la *Komsomolskaïa Pravda* qui tire à 600.000 exemplaires, et s'adresse à la jeunesse communiste; la *Pionerskaïa Pravda*, avec le même tirage, destinée aux enfants, aux « pionniers », garçons et filles de 10 à 15 ans. (Une quarantaine d'autres périodiques pour les enfants ont un tirage de 4 millions.) Parmi les journaux économiques, *Za Industrializatsiu* occupe la première place avec un tirage de 285.000 exemplaires.

Le commissariat de la défense publie la *Krasnaïa Zvezda* (l'Etoile rouge), destinée aux officiers et soldats. Les commissariats de la marine de guerre, de l'instruction publique, de l'industrie lourde, des finances publient également des journaux concernant leurs domaines respectifs. A cette presse il convient d'ajouter le *Troud* (le Travail) que publie le Comité central de l'Union des Syndicats professionnels; *Na Staraïe* (En Garde), organe du Ossoaviakhim. Le soviet municipal de Moscou et le comité local du parti éditent la *Vetchernaïa Moskva* (Moscou du Soir) assez souvent citée par la presse étrangère. Enfin, notons trois journaux publiés à Moscou à l'usage des étrangers, deux quotidiens : les *Moscow Daily News*, le *Deutsche Central Zeitung*

et un hebdomadaire rédigé en français, le *Journal de Moscou*, organe officieux du Commissariat des Affaires étrangères.

Parmi les journaux publiés dans les capitales des diverses républiques, on peut citer comme les plus importants, en Ukraine, le *Visti*, rédigé en ukrainien, organe du gouvernement, et le *Kommunist*, organe du Comité central du Parti communiste d'Ukraine (écrit en russe); en Transcaucasie, à Bacou et dans les autres régions les journaux sont publiés le plus souvent par le gouvernement de la république et par le comité régional du parti.

Bien que les éditoriaux des journaux des différentes républiques soient inspirés et souvent téléphonés de Moscou, leurs informations locales sont souvent fort intéressantes pour l'observateur étranger. Maintes manifestations de l'épuration du parti bolcheviste n'ont été connues que par la lecture de ces journaux, de même que nombre de nominations suggestives. De ce point de vue, la perspicacité des lecteurs est sans cesse tenue en alerte et l'examen des photographies vient s'ajouter à la lecture minutieuse des informations.

M. Henry Rollin a donné la conclusion suivante sur la presse en U.R.S.S. :

« Malgré ses brutalités de langage destinées à frapper les masses populaires russes mais qui laissent à l'étranger une impression si pénible, malgré ses omissions et les déformations systématiques des nouvelles qu'elle donne, la presse soviétique représente par son extension vertigineuse, par son organisation, l'une des réalisations les plus marquantes du régime, le résultat indiscutable d'un effort considérable et constant poursuivi depuis vingt ans. »

D) LE RÉGIME DE LA PRESSE CONTRÔLÉE

Pologne : LA CENSURE INTERVIENT POUR MODÉRER LES CAMPAGNES DE PRESSE (31).

La Pologne nous offre un exemple intéressant. Entourée des deux plus grandes puissances au régime absolu, située pour ainsi dire dans un corridor entre le bolchevisme et le national-socialisme, ce pays slave, ayant d'importantes minorités, n'a pas pu poursuivre les idées démocratiques dans son évolution d'après-guerre.

Ni dictatorial, ni démocratique à la manière occidentale, le régime politique polonais reste autoritaire (32). Le caractère du régime politique se retrouve dans la presse. Elle n'a pas licence de tout dire, et une censure, qui sait revêtir des formes multiples, le plus souvent préventives, vient en temps utile rappeler aux journaux les limites de la liberté.

L'accord polono-allemand de non-agression du 26 janvier 1934, suivi d'une entente de presse, devait inaugurer entre les deux États une ère de détente et de rapprochement. Pour la réalisation de la « paix de presse », la censure s'est mise en œuvre en vue d'apaiser et d'arrêter les campagnes de presse contre le pays voisin. Les résultats de cette initiative ne furent pas durables, étant donné que la question des minorités empêchait le maintien d'un esprit de concorde.

Le gouvernement a ses journaux; le camp d'unification nationale, qui a été fondé par les héritiers politiques du

(31) Deux nouveaux décrets du président de la République ont été publiés en Pologne en matière de presse : l'un en date du 21 novembre 1938 sur le droit de la presse proprement dit, l'autre du lendemain, assurant la protection de différents intérêts de l'État et visant l'activité de la presse dans plusieurs articles. L'unification du droit de presse faite jusqu'à présent par petites étapes se trouve donc actuellement réalisée par une consolidation de fond de l'ensemble de la législation en matière de presse.

(32) R. KAEPPÉLIN : *En Pologne* (Temps, 23 septembre 1938).

maréchal Pilsudski a les siens; ce qui témoigne d'un certain manque de cohésion entre eux. La *Gazeta Polska*, organe officiel du camp de l'unification nationale, est dirigée par M. Miedzinski, député, qui dispose en même temps de la Maison de la Presse, comprenant trois quotidiens d'information: l'*Expresse Poranny*, le *Dzien Dobry* et le *Kurjer Czerwony*. C'est le plus grand « trust » en Pologne.

La censure gouvernementale n'a jamais recouru à des moyens extrêmes, et la presse d'opposition n'était pas supprimée. L'organe quotidien de la droite nationale, le *Warszawski Dziennik Narodowy*, combat le gouvernement sur le plan intérieur, tandis que la politique extérieure qu'il préconise est bien proche de celle de M. Beck. La grande feuille socialiste, le *Robotnik*, reste en opposition franche, mais non plus intransigeante.

Le mauvais état financier des journaux a favorisé le développement des agences de presse gouvernementales ou privées qui alimentent leurs abonnés à assez peu de frais en dépêches, en commentaires et mêmes en articles. L'Agence télégraphique polonaise, agence d'Etat, officielle, ne fournit que des dépêches. L'agence Iskra, qui, sans être absolument officieuse, l'est fréquemment, donne des notes inspirées et des articles. Des agences privées font le même travail dans un esprit indépendant, ou dans un esprit d'opposition. L'une d'entre elles fournit à ses abonnés non seulement des articles, mais même des feuilletons de critique historique, littéraire ou philosophique, et des traductions de romans étrangers.

Yougoslavie : LA CENSURE PRÉVENTIVE NON AVOUÉE COMME CONSÉQUENCE D'UNE LOI SÉVÈRE SUR LA PRESSE.

La loi sur la presse intervenue après le coup d'Etat réalisé le 6 janvier 1929 par le roi Alexandre I^{er}, a introduit un contrôle sévère des journaux et périodiques. Remplie de dispositions très vagues, cette loi laissait un vaste champ d'interprétation. Les procureurs de l'Etat qui furent

chargés, en application de la loi, de veiller sur les écarts susceptibles de porter atteinte aux intérêts du pays, auraient disposé d'un pouvoir quasi discrétionnaire. Leur responsabilité les a impressionnés et, ne s'entendant guère en journalisme, ils auraient dû procéder avec une méfiance exagérée et voir dans un article des plus ingénus une violation de la loi.

Les rédactions des journaux se sont trouvées dans une situation pénible. Le journal contrevenant peut être saisi au sortir de l'imprimerie. Trois confiscations dans le courant d'un mois (voire trente jours: le cas de la *Stampa*, journal de Belgrade) entraînent la suspension du journal, arrêtée par le ministre de l'Intérieur. L'incertitude, sous laquelle ces mesures pouvaient intervenir, a jeté les journaux dans une crainte constante.

La censure préventive n'était pas introduite par la loi, et ce sont — chose curieuse — les directeurs des journaux qui en ont demandé l'institution. En effet, les rédactions ont préféré se soumettre à la rigueur d'une censure préventive que risquer les confiscations, la suspension et les pertes matérielles qui en sont la conséquence. A plusieurs reprises, le gouvernement a voulu abroger cette censure de fait, mais les journaux furent obligés d'intervenir pour sauver l'existence de leur plus grande ennemie. Tant qu'est en vigueur la loi dictatoriale sur la presse, la censure constitue un mal moins grave que la répression exercée en application des dispositions légales.

Introduite à titre temporaire, la censure fut enfin stabilisée dans l'organisation du Bureau central de presse et devint un moyen efficace pour soutenir la politique du régime. Elle facilitait aussi l'organisation d'une presse gouvernementale.

M. Stoyadinovitch, qui fut président du gouvernement et chef de l'Union radicale yougoslave pendant trois ans et demi, disposait de deux quotidiens de Belgrade : la *Samouprava*, organe du parti, et le *Vreme*, journal moderne d'information. A Zagreb, les *Novosti* appuyaient nettement le gouvernement, dont ils se faisaient le porte-parole dans

les régions croates. Dans le troisième centre de l'Etat, à Ljubljana, le *Slovenetz*, organe de Mgr Korochetz, un des trois leaders de l'U.R.Y., complétait la presse gouvernementale.

Quant à la presse d'opposition, la *Politika*, de Belgrade, quotidien de vieille tradition et au plus fort tirage de la péninsule, et la *Pravda*, seul journal du soir de la capitale, sont moins intransigeantes que la presse croate de Zagreb : en premier lieu, le *Hrvatski Dnevnik*, organe du Parti paysan croate, dirigé par M. Matchek, chef du parti ; puis l'*Obzor* et *Youtarni List* qui soutiennent le mouvement croate pour la fédération. Cela s'explique par le fait que la censure est moins rigide à Zagreb et à Ljubljana qu'à Belgrade. L'opposition slovène est représentée par le *Youtro*, organe de l'ancien parti progressiste de M. Kramer, rallié au Parti national yougoslave de MM. Zivkovitch et Yevtitch, anciens présidents du gouvernement pendant le régime dictatorial du roi Alexandre.

Le nouveau cabinet de M. Tsvetkovitch, formé au début de cette année, fut chargé de trouver une solution de la question croate et de présenter à la Skoupchtina de nouvelles lois libérales. Dès le 11 mars M. Tsvetkovitch, en tant que ministre de l'Intérieur, a pu déclarer dans le débat du budget :

« La loi sur la presse en vigueur, bien que dans son article premier elle proclame la liberté de la presse, implique des dispositions très rudes et confuses, en vertu desquelles a été institué un régime trop sévère de presse. Le gouvernement actuel a recours à une nouvelle interprétation libérale de la loi sur la presse et, malgré ses dispositions sévères, dès maintenant, est rendu possible un libre reportage politique ainsi que le traitement objectif des problèmes étatiques et nationaux essentiels. Aidée par les représentants de la presse et de la vie publique eux-mêmes, le gouvernement royal espère pouvoir, au plus tôt possible, assurer l'échange, encore plus libre et plus complet, de pensées sur toutes les questions actuelles et les problèmes de notre vie publique. »

Cette évolution montre que le régime de la presse contrôlée est temporaire et que les traditions de la presse libre ne sont pas définitivement enterrées.

Roumanie : LE CONTRÔLE DES MOYENS D'EXISTENCE.

Depuis le 10 février 1938, date en Roumanie du changement de Constitution, le régime de la presse a été complètement bouleversé. Sous le régime autoritaire qui a été inauguré, la presse ne pouvait pas rester libre. Cette absence de liberté ne doit pas cependant être considérée comme un but ni même comme un moyen : elle n'est qu'un état, état d'attente d'un chantier où va s'élever une édifice (33).

Sur la base de la nouvelle Constitution, une loi sur le contrôle des moyens d'existence des publications périodiques a été promulguée le 13 avril 1938. L'article 15 de cette loi contient les dispositions suivantes :

« Il est interdit à tout propriétaire ou éditeur d'une publication périodique paraissant dans le pays, d'accepter sous n'importe quelle forme, directement ou par personne interposée, des sommes d'argent ou d'autres profits matériels de la part d'étrangers. »

Toute personne faisant partie de la rédaction ou de l'administration de la publication ou de la maison d'édition, ou de l'administration de la société propriétaire ou éditrice qui reçoit d'étrangers des sommes d'argent ou d'autres profits matériels, est présumée être une personne interposée.

La publicité commerciale, faite conformément au tarif normal, n'entre pas dans les prévisions de cet article. En outre, il est interdit de distribuer des sommes provenant des fonds secrets de l'Etat, des départements, des communes et de toute autre institution publique, soit directement, soit par une personne interposée, à n'importe quelle

(33) L. THÉVENIN : *En Roumanie* (Temps, 1^{er} septembre 1938).

publication périodique, ainsi qu'aux journalistes ou publicistes.

La loi réprime également la propagande pour le changement de la forme du gouvernement, le partage ou la distribution de l'avoir d'autrui, l'exemption ou la lutte des classes, ainsi que la constitution d'associations interdites (34).

Le contrôle des moyens d'existence constitue un essai intéressant de se défendre contre la propagande étrangère. Devant le danger d'expansion germanique, le roi Charles a été obligé d'y recourir.

La presse roumaine d'aujourd'hui prend une allure moderne. Dans l'*Universul*, le *Timpul*, le *Curentul*, l'*Excelsior*, la part de l'illustration devient de plus en plus importante. La *Romania* publie des études historiques et artistiques.

Parmi la presse politique il convient de citer : le *Viitorul*, organe du parti libéral, la *Lumea Romaneasca*, journal démocratique, la *Dreptatea*, de caractère officieux, le *Semnalul*, au service des idées modernes, la *Porunca Vremii*, organe d'extrême droite. L'*Argus* et le *Prezentul* sont des journaux économiques et financiers.

Les journaux rédigés en français comptent : l'*Indépendance roumaine*, fondé depuis soixante-trois ans, le *Moment*, le plus important quotidien en langue française de l'Europe centrale et orientale, la *Roumanie Nouvelle*, revue de politique étrangère.

Bulgarie : LE CONTRÔLE TEMPORAIRE DES ŒUVRES IMPRIMÉES.

Le Sobranié, convoqué en session extraordinaire fin mai 1938, a ratifié tous les décrets-lois pris par le gouvernement depuis l'institution du régime issu du coup d'Etat du 19 mai 1934. Parmi ces décrets-lois se trouve celui du

(34) Cahiers de la presse, 1938, N° 3, p. 456.

10 avril 1938 relatif au contrôle temporaire de la presse, qui unifie les dispositions de contrôle exercé sur la presse au cours des dernières années. Le décret-loi, fort rigoureux en soi, ne doit pas être considéré comme aggravant le régime de la presse bulgare; il codifie les règles existantes datant de 1934 et 1935 (35).

Aux termes de ce décret-loi, un service de contrôle temporaire des œuvres imprimées est institué auprès du Conseil des ministres. Le contrôle (lire la censure) est préalable; il est exercé selon des instructions écrites approuvées par le Conseil des ministres. Dans la capitale, le contrôle de la presse est exercé par les fonctionnaires chargés de ce soin par le ministre compétent. Les œuvres imprimées éditées sans autorisation préalable dudit service ou sans qu'aient été respectées les formalités, les règlements et les prescriptions des organes de contrôle, sont saisies par les autorités de police et confisquées par jugement du tribunal régional.

Le régime de 1934 a congédié le Sobranié et ordonné la dissolution des partis politiques. Il allait de soi que les journaux des anciens partis étaient condamnés à disparaître et leur publication fut promptement suspendue. Seuls ont subsisté les journaux d'information pure : la *Zora*, l'*Outro*, quotidiens du matin; le *Dnevnik*, journal de midi; la *Kambana*, journal du soir; ou ceux qui semblaient défendre des intérêts généraux ou nationaux plutôt que des causes partisans : tels le *Mir* et le *Slovo* qui paraissent l'après-midi. Bientôt fut créé un nouveau quotidien paraissant à midi, le *Dness*, chargé de soutenir la politique gouvernementale. Les quotidiens du matin, ne paraissant pas le lundi ni le lendemain de fête, sont alors remplacés par des hebdomadaires spéciaux (*Posledna Pochta*, *Sofia*). A côté de la presse quotidienne, il existe une presse périodique particulièrement florissante, puisqu'elle comptait, en 1937, 747 revues ou journaux, où des informations ayant trait aux différents aspects de la vie

(35) E. HAMBURGER, *Cahiers de la presse*, 1938, N° 3, p. 459.

sociale, économique et intellectuelle du pays trouvent leur place. Enfin, un hebdomadaire de langue française, la *Parole bulgare*, est abondamment illustré et documenté (36).

Hongrie : L'AUTORISATION PRÉALABLE. — LES MESURES RÉPRESSIVES (37).

De même qu'en Roumanie, la tendance à modifier le régime de la presse a été accentuée en Hongrie par l'annexion de l'Autriche au Reich. Le 15 juin 1938, M. de Imrédy annonçait à la Chambre la création d'un bureau officiel de propagande et déclarait : « On ne saurait tolérer les calomnies, les insinuations et alusions malveillantes qui sapent l'autorité et les valeurs morales. Le gouvernement mettra en œuvre tous les moyens en son pouvoir pour que le ton sur lequel on traitera en Hongrie des affaires publiques soit digne et du passé de ce pays et de l'avenir que nous voulons lui assurer. »

D'après un décret sur la presse, la fondation de quotidiens et périodiques ou la transformation de leur caractère est subordonnée à une autorisation par le président du Conseil. Les comptes-rendus des débats judiciaires, en matière civile ou criminelle, ne pourront être publiés qu'avec l'autorisation formelle des tribunaux. Les livres et brochures de tout genre seront présentés au Parquet avant de paraître.

Le décret tendant à « assurer l'équilibre économique et social » a institué une Chambre de la Presse dont tous les journalistes doivent faire partie : le nombre des journalistes israélites est limité à 20 % (alors qu'en 1920 leur pourcentage était de 34, en 1930 de 31). Par ces mesures, le régime magyar se rapproche, plus qu'aucun autre de ce groupe, des régimes de la presse dirigée.

Le gouvernement inspire et subventionne quatre quoti-

(36) G. NATAU : *En Bulgarie* (Temps, 22 décembre 1938).

(37) M. BEAUFORT : *En Hongrie* (Temps, 24 et 26 septembre 1938).

diens : la *Függetlenség*, le *Uj Magyarország*, le *Esti Ujság*, qui représentent tous la tendance gouvernementale de droite : antisémitisme à l'intérieur, attachement au fascisme et à l'hitlérisme, en politique étrangère; et, enfin, le *Budapesti Hirlap* qui traduit sans exagération la politique officielle du gouvernement. Le *Pester Lloyd*, rédigé en allemand, est l'organe officieux du ministère hongrois des affaires étrangères.

Aux trois hebdomadaires nationaux-socialistes fut joint, au mois de mai 1938, un quotidien, le *Magyarország*, organe du parti de MM. Szalassi et Hubay, mais il fut interdit cette année. La *Népszava* est l'unique représentant de la II^e Internationale : hostile à la politique des pays autoritaires, elle a dû modérer son ton. Le parti catholique en Hongrie dispose de deux journaux : le *Nemzeti Ujság* et la *Uj Nemzedék*, germanophobes et légitimistes.

Le *Pesti Hirlap*, libéral, oppositionnel modéré, se distingue particulièrement par sa campagne révisionniste. Le *Pesti Napló* appartient à l'opposition libérale. Le *Ujág* est libéral conservateur; le *Esti Kurir*, organe officiel du parti libéral démocratique; le *Nyole Orai Ujság*, organe du conservatisme libéral.

Il convient d'ajouter que le ton des journaux d'opposition s'est considérablement radouci après le démembrement de la Tchécoslovaquie, bien que la Hongrie ait participé au partage du butin, et la manifestation de l'impérialisme germanique par l'annexion de la Bohême et de la Moravie.

Suisse : LES MESURES DÉFENSIVES AUX DÉPENS DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE.

La liberté de la presse est garantie par l'article 55 de la Constitution fédérale de 1874. Prudemment, d'ailleurs, le législateur a inscrit dans la même charte un paragraphe qui prévoit la répression des abus qui pourraient être faits de cette liberté. L'article 102 confie au gouvernement le soin de veiller aux rapports de la Suisse avec les autres

Etats, comme à la sûreté extérieure de la Confédération. En vertu de ces dispositions, le Conseil fédéral a pris, en 1934, un arrêté d'application, qui prévoit des avertissements aux rédactions qui, par leur attitude risqueraient de mettre la Suisse en mauvaise posture diplomatique; cet arrêté fixe aussi dans quelles conditions un séquestre provisoire de la feuille coupable pourrait être prononcé. Pour donner une garantie à la presse, le gouvernement constitua une « Commission consultative de la Presse », composée de professionnels et dont les cinq membres représentent les principaux partis politiques, les deux confessions et les divers langages, sans d'ailleurs que cela soit réglementaire : en effet, les membres de la commission sont appelés à siéger uniquement en leur qualité de spécialistes des questions concernant la presse.

Les premières mesures du Conseil fédéral contre l'agitation communiste datent du 3 novembre 1936. Une ordonnance a autorisé le Conseil fédéral à saisir tout le matériel de propagande à tendances communistes, anarchistes, antimilitaristes et hostiles à la religion, importé de l'étranger et susceptible de mettre en danger la sécurité intérieure et extérieure de la Confédération, notamment son indépendance et sa neutralité, ses institutions démocratiques et les intérêts de la défense nationale.

Dans les lois cantonales anti-révolutionnaires de 1937 et de 1938 prévalait déjà la tendance à étendre la législation anti-communiste à tout autre mouvement susceptible de mettre en danger l'existence des institutions susmentionnées. Cette appréciation est confirmée pour la Suisse toute entière par l'extension de l'ordonnance fédérale qui englobe aussi désormais « tout autre » matériel de propagande dangereux à l'Etat. Ces mesures sont destinées à empêcher la distribution de matériel de propagande national-socialiste (38).

Le 9 décembre 1938, le Conseil fédéral a complété les mesures contre les menées dangereuses à l'Etat par un

(38) Cahiers de la presse, 1938, N° 3.

arrêté qui dépasse en importance toutes les dispositions précédentes. Le gouvernement de la Confédération s'est autorisé par cet arrêté à suspendre des journaux et des périodiques pour une durée allant jusqu'à six mois et à les supprimer définitivement en cas de récidive, s'ils ont servi à commettre certains actes délictueux nouvellement établis par cet arrêté : tentative de renversement ou mise en danger de l'ordre constitutionnel de la Confédération ou des Cantons; aide à une propagande étrangère destinée à modifier les institutions suisses; diffusion publiquement et sciemment, d'une assertion controuvée ou déformée, susceptible de mettre en danger la sécurité de la Confédération; expressions publiques de nature à exposer au mépris les bases démocratiques de la Suisse et des Cantons; provocation à la haine contre les groupes de la population en raison de leur race, religion ou nationalité. Tous les délits sont en même temps réprimés par des sanctions comportant l'emprisonnement ou la détention, et des amendes.

Le Conseil fédéral, qui s'est réservé le droit d'infliger un avertissement dans les cas moins graves, conformément d'ailleurs à l'arrêté de 1934, reste néanmoins maître du sort d'un journal, car une suspension de six mois équivaut à une disparition du journal frappé.

A propos de ces mesures, M. Hamburger (39) conclut : « La Suisse n'est pas le premier pays à choisir de préserver l'essentiel du régime démocratique à travers les années troubles par des procédés de technique juridique empruntée aux régimes dictatoriaux, aux dépens de certains domaines de la liberté. »

Quant au monde des journaux, il n'existe pas en Suisse de quotidien de grande information, parce que le lecteur veut connaître les causes et les conséquences probables des événements. D'après la remarque de M. Chapuisat, la terminologie politique n'est pas toujours la même en Suisse et dans les autres Etats; elle varie même parfois d'un canton à l'autre. Il est des organes « conservateurs » et « libéraux » bien

(39) Cahiers de la presse, 1939, N° 1.

rapprochés les uns des autres, des organes « radicaux » tout aussi éloignés du socialisme que ces journaux-là. Le gouvernement fédéral n'a pas de porte-parole spécialement attitré, puisqu'il a dans son sein des représentants radicaux et conservateurs. De même, l'Agence télégraphique suisse n'est pas soumise dans son activité au contrôle matériel du gouvernement. (40)

Turquie. Japon : ENCORE DEUX EXEMPLES DE LA PRESSE CONTRÔLÉE.

Une loi du 7 juillet 1938 a modifié la législation turque en matière de presse. Elle subordonne la liberté de la presse et la publication d'ouvrages imprimés à des dispositions rigoureuses sur l'ouverture des imprimeries, la fondation et la direction des journaux et périodiques et les délits de presse. Une clause générale permet la suspension des journaux et des revues par décret du Conseil des ministres, en raison des publications préjudiciables à la politique générale du pays.

La surveillance de la presse, en Turquie, est exercée par la Direction générale de la presse au Ministère de l'intérieur (41).

Au Japon, la presse a dû conformer de plus en plus sa ligne d'action à celle que désirait le gouvernement, et il n'est pas douteux qu'il ne reste plus aujourd'hui un journal à tendances nettement libérales. L'*Asahi*, dont le tirage est supérieur à deux millions, a dû s'aligner aux côtés des autres. A l'unanimité, la presse s'est tournée vers la guerre que poursuit son pays en Chine, et si elle formule de temps à autre des critiques sur tel ou tel point particulier, elle ne le fait plus dans le sens d'une attaque, mais bien plutôt dans le sens d'un conseil (42).

(40) E. CHAPUISAT : *En Suisse* (Temps, 8 septembre 1938).

(41) Cahiers de la presse, 1938, N° 3.

(42) F. CHEVALLIER : *Au Japon* (Temps, 11 octobre 1938).

LA PRESSE ET LES SERVICES GOU

PRESSE	RÉGIME DE PRESSE	PROPRIÉTAIRES	SITUATION ÉCONOMIQUE	DOCTRINES	CONCEPTION DU RÔLE DE LA PRESSE
LIBRE	Pas de censure, pas de cautionnement, pas d'autorisation préalable; compétence du jury. Responsabilité du gérant, « homme de paille » ou des directeurs (dommages - intérêts); action pénale prédomine en France, action civile en Angleterre.	D'une part, tout ce que l'on appelle des puissances d'argent : groupes industriels, entreprises diverses, familles; d'autre part, les partis politiques, les organisations, les églises.	Industrialisation, trustification. Publicité, d'une part, et les services spéciaux, d'autre part, doivent couvrir le prix de revient, étant donné que le journal se vend à vil prix, et assurer le profit.	De l'extrême-droite à l'extrême-gauche, conservatisme et libéralisme, réaction et réforme. Réaction va jusqu'à sympathiser avec les régimes totalitaires, alors que le camp adverse s'exprime en les attaquant.	Très souvent amoral : flattement des plus bas instincts pour vendre les numéros; d'autre part, distraction des lecteurs, sport, concours, enquêtes, etc.
CONTRÔLÉE	Liberté limitée : censure, cautionnement, autorisation préalable; correctionnalisation. Répression de la propagande étrangère. Confiscations et suspension de journaux comme sanctions.	A la différence de la presse libre, est augmenté le nombre de journaux dans la propriété ou sous le contrôle économique du gouvernement.	Pas de trusts. Numéros sont relativement plus chers et la publicité joue un rôle moins important que dans le régime précédent. Contrôle de l'Etat réprime la vénalité.	Orientation vers la droite et la répression énergique des partis d'extrême-gauche qui sont abolis. Apparition du « parti prépondérant ». Presse d'opposition libérale subsiste mais bridée.	« Chronique noire » (crimes, suicides, procès, scandales) largement exploitée; toutefois, la presse conserve son rôle éducateur des masses. Distractions et conseils pratiques de tous les domaines.
DIRIGÉE	Main - mise de l'Etat sur la presse qui doit servir aux intérêts de la nation. Responsabilité des directeurs et des journalistes qui peuvent être chassés et de la rédaction et de la profession. Pas de censure préventive. Autocensure des journalistes.	Augmentation jusqu'à 50 % des journaux appartenant au parti prépondérant ou aux chefs du parti. Entreprises privées épurées d'éléments d'opposition. « Presse la plus libre, car elle n'a qu'un maître ». Etatisme se poursuit.	Subventionnement des journaux du parti et distribution de la publicité pour toute la presse. Prix des journaux plus élevé que dans le régime de la presse libre.	Unique (permise) : nationaliste, raciste, antisémite.	Propagandiste dans la politique intérieure et extérieure. Tradition n'est pas complètement disparue dans les rubriques non politiques. « Chronique noire » abolie. Rôle éducateur : traitement des questions les plus diverses. « Tout va bien ».
ÉTATISÉE	Etatisme, avec, comme corollaire, responsabilité des rédacteurs en chef, des auteurs d'articles et des travailleurs d'imprimeries. Pas de liberté au « sens bourgeois ».	Etat incarné dans les autorités gouvernementales, organisations centrale ou régionales du Parti communiste et associations contrôlées par le parti et gouvernement.	Subventionnement. Pas de publicité. Presse est un service public.	Communiste.	Propagandiste et éducateur. Rédigée en 69 langues ou dialectes. Pas de rubrique à sensation, pas de « chronique noire ».

VERNEMENTAUX

TECHNIQUE	SERVICE D'INFORMATION	SERVICES GOUVERNEMENTAUX DE PRESSE	CONDITIONS D'EXTENSION DESDITS SERVICES
Perfectionnée : rapidité de transmission, abondance de photographies; grand format, pages nombreuses; grand tirage, nombreuses éditions.	Grandes agences d'informations, privées ou subventionnées par le gouvernement; comme complément, correspondants particuliers et envoyés spéciaux dans les régions agitées du monde.	Insuffisants; organisés au ministère des affaires étrangères; conférences de presse; collaboration avec principale agence d'information et la T. S. F.; sections pour les relations culturelles (propagande). En réorganisation.	1° Pratique des bénéfices accordés à la presse par l'Etat; 2° presse des partis du régime; 3° recherche de responsabilité; 4° répression des fausses nouvelles.
Efforts en vue de perfectionnement; influence des formes occidentales.	Agences officielles. Correspondants dans les principales capitales. Dans le pays, comme appoint, collaboration des savants et professeurs.	Bureau de presse prend l'envergure d'un véritable ministère qui englobe la propagande (informative, touristique).	1° Dispositions légales qui prévoient la confiscation et la suspension des journaux contrevenants; 2° censure; 3° mesures défensives; 4° activité journalistique de l'Etat (organes gouvernementaux).
Moderne, mais peu d'illustrations (plutôt suppléments illustrés); pages ternes, monotone du point de vue occidental. Petit format préféré. Nombre de pages réglementé (en Italie six). Pas de grand tirage de la presse libre.	Agences officielles. Nombreux correspondants à l'étranger de même que des envoyés-voyageurs. Collaboration des écrivains et personnes non-journalistes.	Ministère de la propagande qui dirige toute la presse, lui donnant des suggestions, directives, documentation, même des articles et indications techniques.	1° Sujétion des journaux à la discipline imposée; 2° propagande offensive à l'étranger; 3° augmentation des journaux appropriés par le parti; 4° monopolisation de l'opinion écrite.
De la technique moderne jusqu'aux journaux de muraille. Format différent. Nombre de pages restreint pour la limitation de l'emploi du papier. Presque sans photographies. Fort tirage.	Agence officielle. Correspondants à l'étranger rares.	Notion d'Etat - journaliste portée au maximum.	Conditions de restrictions : 1° Eten due du territoire; 2° hétérogénéité; 3° chronique locale de journaux; 4° vente au numéro (contre l'ancienne distribution gratuite).

DEUXIÈME PARTIE

Les services gouvernementaux de presse des principaux pays

CHAPITRE III

LA CREATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX DE PRESSE

LA PRESSE ET LA DIPLOMATIE

Avant la guerre, il n'existait pas de bureau de presse, et les journalistes se procuraient des informations au ministère grâce à leurs relations personnelles avec les fonctionnaires; l'inconvénient en était que l'on attendait que le correspondant, désireux d'avoir des nouvelles par cette voie, se fit le soutien de la politique gouvernementale (1). Le journaliste osant critiquer la politique étrangère, pouvait se voir refuser l'entrée au ministère.

M. Butter constate que la guerre a amené un changement radical: « maintenant, tout journaliste obtient librement et objectivement du bureau toutes nouvelles ». Nous ne croyons pas qu'un tel changement soit survenu dans les relations entre les autorités publiques et la presse. Dans les pays démocratiques on entretient des conférences avec les journalistes pour les informer, on leur distribue des communiqués et on leur accorde la documentation nécessaire. Mais les gouvernements n'entendent pas être engagés par les informations officiellement mises à la disposition des journalistes. C'est pourquoi ces informations, « obtenues librement et objectivement », sont très restreintes, très réservées, surtout quand il s'agit de faits importants.

Les relations personnelles entre les journalistes et les fonctionnaires n'ont pas disparu, cette pratique étant beau-

(1) O. BUTTER : *La presse et les relations politiques internationales*, p. 100.

coup plus commode pour le gouvernement: d'abord, les déclarations d'une « haute personnalité » ne compromettent pas la politique gouvernementale; d'autre part, la distribution des informations peut s'exercer d'après les sympathies dont jouissent les journaux et leurs représentants. C'est le monopole d'informations, dont parlait jadis M. Robert de Jouvenel.

Dans son cours à l'Académie de droit international, en 1933, M. Butter estimait que les bureaux de presse des ministères des affaires étrangères sont le premier signe d'une publicité et d'une démocratisation croissantes pour la politique extérieure, tout comme la presse politique pour la politique tout court. Les événements postérieurs à 1933 n'ont pas, semble-t-il, confirmé cette hypothèse. Même des polémiques, auxquelles M. Butter se réfère, il ne ressort pas que les bureaux de presse doivent leur développement à la « démocratisation croissante pour la politique extérieure ».

La démocratie signifie, dans les affaires extérieures comme dans la politique en général, le règne de l'opinion publique. Cela veut dire que l'homme de la rue, le citoyen moyen, a son mot à dire dans la politique internationale (2). Le terme d'« opinion publique » avait été forgé un peu avant la Révolution par le ministre français Necker, pour désigner le caractère collectif du contrôle public de tous les actes intéressant la société (3).

A partir de la Révolution, la publicité devient le nouveau principe d'organisation de la société démocratique. On s'accorde sur ce point que la démocratie doit « penser tout haut » (Lorimer), que « rien ne doit pas être secret chez un peuple bien gouverné » (Mably), que la publicité est un « hommage à la souveraineté du peuple » (Barthélemy). Mais d'autre part, on prêche qu'il ne faut pas « diplomatiser sur la place publique » (Cambacérès).

A propos des négociations politiques touchant le Pacte à quatre (en 1933), le ministre français des affaires étran-

(2) A. FORGAC : *Essai sur la diplomatie nouvelle*, p. 12.

(3) O. BUTTER, *op. cit.*, p. 97.

gères, M. Paul Boncour, a souligné, dans un discours, des avantages du contrôle de l'opinion publique et le danger de l'excès de publicité. Ce contrôle doit s'exercer sur les résultats, sur les engagements qui terminent les négociations. Mais les « résultats utiles ne peuvent être obtenus que si une préparation diplomatique, soustraite aux coups, à l'émotivité, a mûri les problèmes ».

Le *Temps* a publié plusieurs articles concernant la question de savoir s'il faut diplomatiser sur la place publique. Dans le numéro du 30 décembre 1932 on lit que la « politique extérieure ne peut se développer que dans la discrétion et nous vivons sous le signe tapageur de la publicité... » Enfin, le 4 avril 1933, on réclame le retour aux « saines méthodes diplomatiques ».

M. Genet (4), de concert avec M. Hauser, fait remarquer que l'on confond en général deux ordres de choses : le secret de la diplomatie et la diplomatie secrète. Le secret de la diplomatie est la « condition nécessaire de toute négociation » (5). On ne fera jamais disparaître le secret des relations humaines, dans l'ordre interne comme dans l'ordre international; c'est la seule garantie du succès qu'on laisserait échapper avec lui.

D'ailleurs, si répréhensible qu'elle soit, on ne fera pas davantage disparaître la diplomatie secrète qui, pour M. Genet, n'a pas tous les affreux défauts qu'on lui prête, et dont Louis XVI ne s'est peut-être pas félicité de l'avoir supprimée à son accès au trône. Cette diplomatie n'a rien à voir avec la diplomatie proprement dite.

Les choses n'ont guère changé. Au contraire, la nouvelle diplomatie s'éloigne de plus en plus de la diplomatie proprement dite. D'après M. Tibal (6), les diplomates traditionnels, ceux qu'on appelle en France les gens de la car-

(4) R. GENET : *Traité de diplomatie*, t. I, p. 7.

(5) En 1873, Bismark disait au Landtag : « Si vous voulez acheter un cheval, vous n'irez pas publier le prix le plus élevé que vous consentirez à y mettre; et si vous voulez vous débarrasser du vôtre, vous n'irez pas publier le prix le plus bas auquel vous vous résigneriez à le céder. La diplomatie doit agir avec cette sagesse élémentaire ».

(6) Préface dans le livre cité de M. Forgac.

rière se plaignent d'une double concurrence ou, au moins, d'une double immixtion : au-dessus d'eux les hommes politiques, spécialement les gouvernants, qui prennent de plus en plus l'habitude de se rencontrer et de régler entre eux les affaires (ou d'en avoir l'air); au-dessous d'eux des collaborateurs professionnels ou bénévoles qui sont les techniciens de tel ou tel domaine : experts économiques, hommes d'affaires, journalistes, intellectuels, etc...

Tou cela est très juste et réel, mais dans le livre de Tibal-Forzac a subsisté la croyance en la « véritable diplomatie ». Un peu plus tard cette croyance fut sérieusement atteinte par les « accords de Munich » qui ressuscitent le souvenir des réunions de monarques investis de la mission de régler le sort de l'Europe. Les voyages par avion et les entretiens directs menacent de remplacer les méthodes traditionnelles.

La réorganisation des services de presse dans la plupart des pays d'Europe ne traduit pas une tendance de démocratisation. Le bureau gouvernemental de presse s'est développé le plus souvent aux dépens de la liberté de la presse. Les attachés de presse envoyés à l'étranger sont vraiment juxtaposés aux agents diplomatiques et entretiennent un contact direct avec le gouvernement (7). Les immixtions des chefs d'Etats et des différents attachés qui leur sont soumis, ont rejeté la diplomatie traditionnelle au deuxième rang.

Les méditations prophétiques au sujet du sort de la diplomatie n'ont aucune valeur. Il vaut mieux comprendre la réalité telle quelle. Sous quelque angle qu'elle soit envisagée, la diplomatie ne peut se passer du support de la presse.

Selon M. Szilassi, la diplomatie et la presse se tiennent de près, non seulement parce que cette dernière, facteur de premier ordre de la vie d'aujourd'hui, est un des instruments les plus puissants de la diplomatie moderne, mais

(7) Par contre, le feu président Masaryk disait : « Si la nouvelle diplomatie est la diplomatie de tout le peuple, elle doit être aussi accréditée auprès du peuple, donc auprès du Parlement et non pas seulement du chef de l'Etat ». (*La Résurrection d'un Etat*, p. 416).

aussi, parce que l'action de ces deux organisations est analogue jusqu'à un certain point. En effet, toutes deux remplissent des fonctions informatrices, et toutes deux s'occupent des relations entre Etats, cherchent à les influencer dans une certaine direction. Toutefois, le rapport diplomatique contient des données plus vastes et plus sûres, en même temps que des conclusions plus concises et plus froidement raisonnées qu'un article de journal. C'est évident, parce qu'un diplomate agit plus lentement qu'un journaliste.

Dans l'Europe contemporaine, la presse sait parfois se substituer à la diplomatie ou au moins lui servir d'avant-garde. Les offensives diplomatiques des Etats totalitaires sont précédées par des campagnes de presse. C'est ainsi que l'Italie a posé, à la fin de 1938, ses revendications concernant la Corse, la Tunisie, la Savoie, Nice, etc... Des mois et des mois ont passé sans que ces aspirations fussent formulées par la voie diplomatique et sans que les négociations fussent entamées. Et pendant toute cette période n'a pas cessé la campagne « spontanée » de la presse. Le rôle de la presse est de créer l'atmosphère favorable pour l'action diplomatique ou même militaire. En cas de défaillance, le gouvernement reste moins compromis, n'ayant pas été engagé officiellement. Bien que la presse dirigée exprime docilement la volonté du gouvernement, il reste toujours à prétendre que les journaux sont entreprises privées. Alors que l'action du ministère des affaires étrangères ne peut se terminer que par la victoire ou par la défaite.

L'exemple cité nous montre que la diplomatie « ultra-moderne » passe du ressort du ministère des affaires étrangères à celui du ministère de la propagande, c'est-à-dire du bureau gouvernemental de presse, qui donne les directives aux journaux, les encourage ou bien les apaise. L'action de presse précède et soutient l'action diplomatique.

LA PRESSE ET LA PROPAGANDE

Le service de presse est englobé dans la notion plus large de propagande. Par conséquent, l'activité des gouvernements dans le domaine de la presse dépend de leurs conceptions concernant la propagande.

Alors que l'Allemagne considère sa propagande comme une arme primordiale au service de sa diplomatie, il semble que la France y attache une importance secondaire. Disons le mot (9), elle paraît éprouver quelque répugnance à concentrer ses efforts sur une telle besogne. Elle semble la dédaigner et la considérer comme indigne de retenir son attention. C'est seulement en constatant les résultats et les succès incontestables que sait en tirer l'Allemagne, qu'elle se décide à contre-cœur à s'en occuper. C'est uniquement pour elle un instrument de défense, dont elle se sert sans enthousiasme.

Nous sommes en présence de deux conceptions différentes dont la comparaison doit peut-être nous aider à comprendre les événements qui se sont déroulés au cours de ces dernières années en Europe.

D'abord, la question : Qu'est-ce que la propagande ? M. Forgac (10) tente de la définir : « La propagande, cela veut dire l'influence qu'un gouvernement cherche à exercer sur l'opinion internationale pour la guider selon ses vues. » Dans le langage national-socialiste, c'est une « arme réellement terrifiante dans la main de qui sait s'en servir ». Et M. Hamburger (11) de préciser dans quelle mesure cette arme est terrifiante dans les mains habiles des Allemands :

« La propagande allemande du parti national-socialiste ne recule devant aucune organisation systématique et « ko-

(9) FLORENT-MATTER : *La France est-elle défendue ?*

(10) *Op. cit.*, p. 22.

(11) *Le délit d'outrage à un groupe de la population* (Cahiers de la presse, 1939, N° 1, p. 29).

lossal » du mensonge, de la perfidie, de la statistique truquée, devant aucun budget ordinaire et extraordinaire, déborde les frontières du « Mittel Europa », s'infiltre partout en Europe, aussi bien qu'en Asie, en Afrique et en Amérique. Cette propagande subventionne toutes les entreprises de désordre, toutes les velléités de révolte, toutes les tentatives de la jalousie, de l'orgueil et de la bêtise humaine et ce par le livre, le tract, la parole, l'insinuation, l'invective ou la prise à partie. Elle profite de tout, des difficultés religieuses, des rivalités ethniques, des rancunes et des souvenirs historiques, des détresses matérielles, des crises économiques et financières. »

Les Allemands ont pris leur revanche, car ils prétendent que la propagande est une invention française, une invention de guerre. « Si, en 1918, les Alliés ont vaincu l'Allemagne, c'est — déclare M. Hitler dans *Mein Kampf* — à leur propagande qu'ils le doivent. » En effet, le 2 septembre 1918, le maréchal von Hindenburg lançait, du Grand Quartier Général, un appel angoissé :

« L'ennemi a engagé le combat contre l'âme allemande. Il inonde le front, non seulement d'un feu roulant d'artillerie, mais encore d'un feu roulant de papiers imprimés. L'ennemi, d'ailleurs, ne se contente pas d'attaquer l'esprit sur notre front : il veut aussi et surtout empoisonner l'esprit à l'intérieur du pays. »

La guerre une fois gagnée, les Français se sont mis à « dormir sur leurs lauriers ». En vain, les cris isolés recommandaient une propagande pacifiste afin de conserver la victoire militaire. La propagande qui se sert des arguments réels, préconisaient-ils, qui a pour but la paix et le bien-être de l'humanité, ne peut être regardée comme antidémocratique.

M. Mousset (12), partant du point de vue français, entendait par la propagande « l'ensemble des moyens à mettre en œuvre pour éclairer l'opinion étrangère sur les valeurs morales et intellectuelles de la civilisation fran-

(2) *La France vue de l'étranger*, p. 127.

çaise, et, d'un point de vue plus étroit, sur le bon droit qui assiste la France dans les orientations de sa politique extérieure ». Il énumère des moyens permanents d'expansion intellectuelle : cours de français, cercles, bibliothèques, etc.; des moyens occasionnels : missions, conférences, tournées, expositions, cinéma, sport, etc.; l'information proprement dite et l'action sur la presse étrangère.

Ce dernier moyen est un des plus importants, et exige à côté de l'adresse des ressources considérables. En ce qui concerne les voies, elles sont indiquées même dans les *Traité de diplomatie* : « Ou bien on s'assure un journal — soit en l'achetant, soit en le fondant — ou bien on en subventionne un déjà existant. Si l'on veut faire de la propagande de grande envergure, et que les fonds nécessaires soient disponibles, il est bon de combiner les deux méthodes, et, tout en ayant son propre organe, dans lequel on pourra placer des articles inspirés, de subventionner en même temps un ou plusieurs autres journaux, pour les influencer dans le sens souhaité. Cette subvention peut avoir lieu directement ou bien de quelque manière voilée, par exemple en s'abonnant à un grand nombre d'exemplaires. » (13). Ces allégations prennent l'aspect des instructions pratiques. En effet, M. Szilassi pense qu'aucun reproche ne doit entacher l'envoyé diplomatique qui se sert de ce moyen pour « faire connaître et faire triompher la cause de sa patrie ». Par contre, nous avons visé la cause de l'humanité, et le réalisme de la propagande n'est pas tellement brutal.

Il ne faut pas craindre que la France aille aussi loin et que sa propagande viole les bonnes mœurs internationales. Dès 1932, un rapport à la Commission des finances du Sénat se plaignait : « ...Aucun plan d'ensemble, aucune idée maîtresse, aucune volonté continue n'animent ni n'organisent la propagande faite à l'étranger par notre Ministère des affaires étrangères. Les subventions sont accor-

(13) DE SZILASSI, *op. cit.*, pp. 148-150, 181.

dées au hasard des sollicitations ou à la faveur des patronages. »

Pendant une dizaine d'années, on prodigue des propositions pour réformer le service de propagande. Le soin de la réorganisation devait être soustrait à l'administration. Après cette recommandation, un rapport parlementaire (14) préconisait l'institution d'un Conseil supérieur de la propagande, un peu sur le modèle du Conseil supérieur de la Défense nationale, du Conseil national économique ou du Conseil supérieur des Colonies. Il relèverait exclusivement de la présidence du Conseil. « On a vu, continue le rapport, que l'Allemagne a créé un ministère de la propagande. Il serait possible de constituer chez nous, sinon un ministère, du moins un sous-secrétariat d'Etat ou un haut commissariat analogue, qui grouperait, outre les services du Quai d'Orsay, l'Office national du Commerce extérieur, l'Office des Universités, les Services d'expansion artistique, l'Office du Tourisme, etc... »

M. Allard (15) constate que le Quai d'Orsay a une « sainte horreur » du mot « propagande ». C'est malgré lui, et sans lui, qu'un ministère de propagande a été créé par le deuxième cabinet Blum. C'était un « ministère sans bureaux, sans crédits, et sans durée, puisqu'il disparut au bout de quinze jours sans même que son titulaire, M. Frossard, ait été rétribué pour cette quinzaine de travail à vide ».

L'auteur du livre *Quai d'Orsay* considère que la propagande française doit être l'auxiliaire constante de la politique générale française. Echappant à la routine administrative, composé d'éléments techniques extérieurs à la bureaucratie, l'organisme proposé « doterait d'abord la France de ce qui lui manque : une doctrine de propagande ». M. Allard dépasse peut-être sa propre pensée. Il est dangereux pour un pays, qui entend rester démocratique, d'avoir une doctrine de propagande. Un Conseil supé-

(14) Documents parlementaires — Chambre, 1933, p. 505.

(15) Quai-d'Orsay, p. 177.

rieur ou un sous-secrétariat d'Etat de la propagande devrait se contenter d'exercer une action culturelle, pacifiste, et de combattre la propagande étrangère.

Du reste, M. L.-O. Frossard, en tant que ministre de la propagande, a signalé, dans son allocution du 31 mars 1938, que le but du nouveau ministère n'était pas d'entreprendre une croisade idéologique. « Notre démocratie, justement attachée à ses libertés — dit-il — ne veut d'aucune façon intervenir dans la vie intérieure des autres pays. » Le ministère de la propagande sera d'abord et surtout le ministère de l'information française. Après avoir rappelé que la France « n'a pas dans le monde que des amis », et que « d'insidieuses, de perfides campagnes s'acharnent à détruire son rayonnement naturel », M. Frossard a précisé que le nouveau ministère montrera à tous, au-delà des frontières, le « véritable visage de la France ». Le ministère de la propagande défendra la culture française, les intérêts français...

Trois mois après, on put entendre une déclaration catégorique de M. Chautemps (16) dans les termes suivants : « Je crois que la propagande est une chose dont on ne peut parler dans un pays démocratique. Propagande et régime démocratique sont deux idées qui s'excluent. Une autre question est celle de l'information, de la diffusion de la vérité. Mais la propagande, c'est un acte totalitaire, un acte dictatorial. Cela consiste, de la part de l'Etat, à prendre une formule et à décider que par des intermédiaires, écrivains, orateurs, qui ont renoncé à leur liberté, cette formule sera propagée, qu'un fait, même faux, sera répandu. »

M. Chautemps était contre la « doctrine de propagande » et également contre un ministère de la propagande (« au nom de notre amour de la liberté »). Cependant, la discussion sur la propagande française n'est pas arrêtée. La Commission des affaires étrangères a entendu, le 2 février 1939, un rapport de M. Grumbach sur les problèmes de la pro-

(16) Discours prononcé le 1^{er} juin 1938., à l'Accueil Français, centre d'accueil pour les journalistes étrangers.

pagande. Le rapporteur, après avoir étudié les diverses propositions de loi déposées au cours de cette législature et des précédentes, a rappelé que la propagande fait partie intégrante de la défense nationale, et il est arrivé à la conclusion que la création d'un ministère s'impose pour exercer à l'étranger une action comparable à celle des autres pays.

La commission a unanimement reconnu la nécessité d'intensifier la propagande française et de coordonner les services qui en ont la charge. Elle a examiné diverses formules, notamment celle d'un ministère autonome, celle d'un sous-secrétariat d'Etat relevant du ministère des affaires étrangères et celle d'une commission interministérielle. Elle a donné mandat à M. Grumbach de rédiger son rapport définitif et de conclure dans le sens de la création d'un organisme qui pourrait être un sous-secrétariat d'Etat ou une direction générale, et serait chargé de centraliser les efforts de la propagande française et d'en regrouper les services techniques.

Alors que la France reste indécise quand il s'agit de propagande, l'Allemagne ne redoute pas plus le mot que la chose, et elle la juge digne d'occuper l'activité d'un appareil puissant d'Etat. Comme M. Rivaud (17) le fait remarquer, le national-socialisme a conquis l'Allemagne par la propagande; c'est par la propagande qu'il entend la garder. La propagande est une des fonctions essentielles de l'Etat et du parti. M. Hitler a exposé sa conception de la propagande dans *Mein Kampf* dans les termes suivants :

« La tâche de la propagande n'est pas de former scientifiquement l'individu mais de montrer à la masse certains faits; événements, nécessités, etc..., dont la signification sera portée à sa connaissance par la propagande même. L'art consiste à faire cela avec tant de virtuosité qu'une conviction générale se forme de la réalité d'un fait,

(17) *La propagande nazie* (La Revue des Deux-Mondes, 1er mai 1938, p. 149).

de la nécessité d'un événement, de la justesse de quelque chose qui est nécessaire.

« Mais comme la tâche de la propagande consiste, de même que celle de l'affiche par exemple, à attirer l'attention de la multitude et non pas à instruire ceux qui sont déjà scientifiquement expérimentés, ou qui aspirent à la formation ou à l'intelligence, son action doit toujours s'exercer plutôt sur le sentiment, et très conditionnellement seulement sur la soi-disant raison.

« Toute propagande doit être populaire et fixer son niveau conformément à la capacité de réception de celui qui est intellectuellement le plus faible, parmi ceux auxquels elle s'adresse. Son niveau intellectuel doit donc être d'autant plus bas que la masse soumise à son champ d'action est plus grande. La capacité de réception de la grande masse est limitée, l'esprit compréhensif est petit, l'oubli est grand. »

C'est en se basant sur les principes du Führer que la presse du parti national-socialiste, en vue d'atteindre les masses du peuple, a abaissé son niveau intellectuel.

Le mythe de la propagande fut consacré par la création d'un « ministère pour l'éclaircissement du peuple et la propagande », compétent pour toutes les tâches d'action intellectuelle sur la nation, la propagande pour l'Etat, la culture et l'économie, l'instruction du public intérieur et extérieur à leur égard, et l'administration de toutes les institutions servant à ces buts ».

M. Joseph Goebbels, devenu, le 13 mars 1933, ministre de la propagande et « dictateur de l'esprit allemand », a déclaré que le « peuple ne doit plus être abandonné à lui-même ».

« Le peuple, dit-il notamment, doit commencer à penser uniformément, à réagir uniformément et à se mettre de tout cœur à la disposition du gouvernement.

« Le gouvernement ne donnera pas à la presse que des informations, mais encore des instructions... »

La propagande intérieure est facilitée par la main-mise de l'Etat sur la presse, la radio, le cinéma. En ce qui con-

cerne la propagande extérieure, le gouvernement national-socialiste vise les pays démocratiques basés sur la liberté de la parole et de la presse. Selon M. Attlee, leader de l'opposition à la Chambre des Communes, « M. Hitler use de toute évidence de ce respect de la liberté de parole pour favoriser ses propres desseins » (18). Le membre du parlement britannique écrit :

« D'innombrables méthodes sont employées. Certaines présentent un caractère des plus curieux, et excessivement douteux. Dans un récent débat à la Chambre des Communes, on a montré que des articles signés par des Allemands occupant une position de premier plan — et dans certains cas même par des Anglais — sont offerts gratuitement à un grand nombre de journaux britanniques. S'ils sont acceptés, le journal qui les a publiés se voit gratifié, en temps opportun, de placards de publicité. Les journaux qui ne les acceptent pas constatent que, pour une raison ou pour une autre, les Maisons allemandes ne tiennent pas à faire de la publicité dans leurs colonnes. La tentation de publier ces articles est une de celles à laquelle certains journaux éprouvent des difficultés à résister. »

Cet exemple nous apprend bien de quelle arme subtile se sert la propagande allemande pour influencer l'opinion étrangère. Faut-il en passant mentionner le rôle du *Times*, un des plus réputés journaux du monde, dans la question des Sudètes? Il a prononcé, le premier, dès le 7 septembre 1938, la proposition de la « sécession de cette bordure de populations étrangères qui sont contiguës à la nation avec laquelle elles sont liées ethniquement ». L'idée d'une sécession était lancée. Les événements se sont succédé rapidement : le 10 septembre, « l'autodisposition des peuples » ; le 11 septembre, « rien que le rattachement » ; le 13 septembre, l'ultimatum des Sudètes ; le 29 septembre, l'accord à Munich. L'initiative extrêmement grave et délicate prise par le *Times* a été jugée de manières diverses (entreprise individuelle due, par exemple, à la désorgani-

(18) Ce Soir, du 23 février 1939, p. 2.

sation que les vacances peuvent causer dans un journal; le « jeu de l'esprit », le désir de jeter en circulation, après tant d'autres suggestions plus ingénieuses les unes que les autres, une suggestion point encore faite ouvertement). Ne faut-il peut-être pas y voir l'influence des hauts cercles londoniens germanophiles? Et indirectement un des plus grands succès que la propagande ait jamais remportés?

Pour conclure, nous allons comparer deux sortes de propagande. La propagande doit exister et existe, plus ou moins active, dans les pays démocratiques, quoique d'aucuns y répugnent, et se traduit par l'action de répandre des idées pacifistes et humanitaires, même de prendre l'initiative pour la réalisation d'un but qui supprime les frontières (Briand et l'idée de Paneurope). Par contre, la propagande totalitaire est nationaliste et hégémoniste (le Drang nach Osten allemand; la campagne italienne pour la Tunisie, la Corse, etc...) Alors que la propagande démocratique est réduite au rôle défensif, la propagande totalitaire a pris, dès l'instauration du régime, une allure agressive; elle est « l'élément d'avant-garde des grandes offensives diplomatiques et militaires » (19).

LA MISSION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX DE PRESSE

Pour faire face à l'influence qu'exercent les détenteurs de la presse, « nouvel organisme, dont la fonction est de contrôler, informer, travailler et gagner l'opinion favorablement aux intérêts de groupes » (20), ou bien de « canaliser, former et même de fabriquer l'opinion publique » (21), les gouvernements ont créé les bureaux de presse, d'abord, au sein des ministères des affaires étrangères.

A ces services on a attribué un double caractère : infor-

(19) Henri DE KERILLIS, discours à la Chambre, le 13 janvier 1939.

(20) O. BUTTER, *op. cit.*, p. 100.

(21) A. FORGAC, *op. cit.*, p. 16.

mer et être informé. Informer la presse, cela veut dire s'adresser au vaste public, par l'intermédiaire des journaux, sous un jour favorable au gouvernement. Dans ce rôle délicat, le bureau de presse doit être bien organisé et doté de moyens suffisants. Un homme d'expérience a fait remarquer que le bureau de presse sera toujours ce que feront de lui l'intelligence et la confiance et du gouvernement et de la presse.

Pour être informé, le bureau gouvernemental suit les manifestations de l'opinion, il cherche à les percevoir avant même qu'elles ne revêtent une forme arrêtée dans les journaux. Et pour informer il réagit à ces manifestations suivant les instructions qu'il reçoit, soit directement à l'aide de communiqués (d'informations ou d'articles), soit de façon indirecte, « en prenant pour confidentes les personnes ayant une action sur l'opinion (journalistes, hommes politiques) » (22). Cette allégation de M. Butter se rapporte certainement à l'époque héroïque du journalisme. Sans doute les journalistes réputés ne sont pas privés d'influence, mais leur influence est, à nouvelle époque, plutôt secondaire. Déjà en 1914, M. Robert de Jouvenel a décrit le journaliste comme un mercenaire (23). Le rôle primordial est passé entre les mains du propriétaire du journal, et c'est avec lui qu'il faut traiter pour assurer la publicité d'après les sources gouvernementales.

Laissons de côté la question des « confidentes » et des « traités », ce qui ne touche pas l'activité des bureaux de presse mais celle des dirigeants. On a eu beau conquérir l'appui de grands quotidiens, si les services de presse ne donnent pas la preuve d'une habileté parfaite, qu'ils ne disposent pas de renseignements précis, que leurs informations ne revêtent pas une forme convenable, les résultats sont mesquins ou bien négatifs. Il ne faut pas perdre

(22) O. BUTTER, *op. cit.*, p. 101.

(23) Le propriétaire s'adresse au journaliste en ces termes : « Pen-
sez-vous que j'ai créé et fait vivre un journal, au prix de mille efforts,
uniquement pour le mettre ensuite à la disposition de vos rancunes,
ou même de vos idées ? (*République des camarades*, p. 233).

de vue que tous les journaux quelle que soit leur couleur politique, ont recours aux services gouvernementaux de presse pour se procurer la thèse officielle sur la politique intérieure ou extérieure.

Pour être en mesure de suivre la presse du pays et de l'étranger, le bureau de presse doit, selon M. Butter (24), être parfaitement organisé au point de vue technique et particulièrement informé des actes et des buts de la politique intérieure et extérieure, ce qui seulement lui permet de savoir sur quoi porter son attention, quelle valeur attribuer aux manifestations et aux critiques, comment remettre au point des nouvelles fausses ou inexactes, et de quelle manière préparer l'opinion aux intentions et aux projets de la politique extérieure.

Cependant, le bureau de presse dans les pays démocratiques suscite une méfiance qui freine son activité normale. On y voit une sorte de contrôle des autres services ministériels, l'immixtion dans les affaires des journaux, la pression sur l'opinion publique. Le bureau de presse se heurte aux plus fortes difficultés dans l'intérieur du ministère.

D'autres services hantés par la crainte des indiscretions, lui refusent souvent leur confiance et les informations nécessaires, qu'il faudrait communiquer toutes, complètes, et à temps. Mal et tardivement informé, le bureau de presse souffre dans ses relations avec la presse, qui prend également une attitude de défiance.

Lorsque disparaîtra cette double défiance, estime M. Butter (25), « toute action diplomatique et l'action politique à l'étranger seront fondées sur le principe de publicité à laquelle aspire une presse indépendante dans un pays libre ». Mais nous voyons, de nos jours, que cette publicité ne dépend pas uniquement des services intérieurs. Les

(24) *Ibid.*

(25) *Ibid.*, pp. 103, 105 et s.

gouvernants ne s'empresment pas d'accorder une large publicité à leurs négociations, étant donné que leurs partenaires à l'étranger n'en font pas usage en excès, pour parler par euphémisme.

Les tâches normales d'un bureau de presse du ministère des affaires étrangères consistent, premièrement, dans la centralisation des informations pour le ministère et le public à l'égard des problèmes de politique extérieure; deuxièmement, dans la préparation de l'opinion du pays même et celle de l'étranger à comprendre la politique extérieure du gouvernement.

Les ambassadeurs et les ministres doivent être mis au courant, par le bureau, non seulement des problèmes de politique extérieure de leur pays ou intéressant leur pays, mais aussi de toute la politique intérieure, inséparable de l'autre. Il en est de même vis-à-vis des journalistes du pays ou de l'étranger. Le bureau de presse doit être à leur disposition de façon permanente, sans jour ni heures de visite, et non seulement personnellement, mais aussi par téléphone. Presque partout, les chefs du bureau peuvent être atteints à tout moment, même à leur domicile.

Le bureau de presse sert d'intermédiaire dans la plupart des cas où les journalistes, surtout étrangers, entendent interviewer de hautes personnalités politiques. Les journalistes ne se contentent pas souvent d'être informés par un fonctionnaire, mais veulent parler avec le ministre; il est donné satisfaction aux demandes individuelles. En outre, il est organisé des réunions de journalistes de temps en temps, ou régulièrement, et le ministre ou son représentant donne aux assistants soit un exposé sur les questions d'actualité, soit des explications en réponse à des questions posées.

L'organisation d'un bureau de presse auprès du ministère est complétée par l'institution d'attachés de presse auprès des ambassades et légations importantes à l'étranger. Le travail de ces attachés est le même, mais concentré, que le travail des bureaux de presse; ils ont vis-à-vis de

ceux-ci le même rapport qu'un correspondant vis-à-vis de son journal (26).

Pour accomplir ses devoirs subtils, le bureau de presse ne saurait être organisé sur les mêmes principes que les autres institutions administratives. En premier lieu, il doit avoir une connaissance approfondie du travail journalistique, des organisations de presse et des journaux pour faciliter à son ministère ses relations avec la presse en vue de maximum de profit à en retirer pour la politique du gouvernement. Selon un écrivain allemand, il y a moins à attendre de l'argent, de la corruption et de l'achat de journaux, ou même de la fondation de nouveaux organes, que de relations intelligentes avec les journalistes de premier plan.

Avant d'envisager le recrutement du personnel qui doit entretenir des rapports entre l'Etat et le monde des journaux, ne faut-il pas préciser la nature du travail d'un bureau de presse? Cette institution, qui reçoit des télégrammes, et recueille des informations soit directement soit par ses collaborateurs et correspondants, doit être au courant de toutes les manifestations dans le pays et à l'étranger et préparer la documentation qui les concerne. Tout cela se fait au jour le jour, sans répit, sans heures fixées. Il n'est pas difficile d'en conclure que le bureau gouvernemental de presse prend l'aspect d'une rédaction de journal, et non d'une simple institution administrative. Plus le bureau de presse se rapproche de l'organisation d'une rédaction moderne, plus son activité sera efficace. La lenteur bureaucratique doit donc être remplacée par la rapidité journalistique.

Cependant, le bureau de presse s'adresse non pas à la masse du public, obligée de lire tout ce qu'on lui sert, mais aux journaux qui donnent aux matériaux reçus une forme définitive. La clientèle du bureau est beaucoup plus exigeante et beaucoup plus susceptible. Ce n'est qu'en parfaite connaissance de tous les courants d'opinion qu'expri-

(26) *Ibid.*, p. 119.

ment les journaux, que le bureau peut rédiger ses communiqués conformément à ce qu'on veut atteindre chez la clientèle plus éloignée, c'est-à-dire les lecteurs. Ne pas froisser ceux qui mènent l'opinion publique, c'est la première épreuve de l'habileté d'un bureau de presse. Sous les régimes démocratiques ne peut certainement figurer la notion d'ennemi intérieur pas plus que celle d'un pays étranger, quelque petit qu'il soit, auquel il ne faut pas accorder l'attention (27).

Un bureau de presse doit éviter soigneusement de commettre des fautes, car elles sont beaucoup plus retentissantes que celles d'un grand journal. Les rectifications de ces fautes sont extrêmement difficiles sinon impossibles.

La question se pose de savoir à qui doit incomber de mettre en œuvre le bureau-rédaction. Il est naturel que dans un organisme qui accomplit dans une large part le travail journalistique, soient employés des journalistes, et eu égard à la mission spéciale de ce travail, des journalistes émérites. Le nouveau type de journaliste instruit par les études universitaires ou spéciales, est aujourd'hui recherché tant par les journaux que par les bureaux officiels de presse. Il s'ensuit que le bureau de presse devient le concurrent des journaux, qu'il doit se procurer son personnel nécessaire à leur détriment. C'est juste, mais les résultats n'en sont pas fâcheux pour le corps des journalistes. La diminution du chômage et le stimulant pour les candidats au journalisme de s'instruire, ne peuvent qu'élever le prestige d'une profession souvent mésestimée.

Non seulement la présence des journalistes dans les services gouvernementaux de presse rend ces services plus utiles et plus vivants, mais encore elle fait revenir la confiance des autres journalistes dans le bureau officiel. Un

(27) Il arrive dans les grands pays démocratiques, qui ne sont pas très familiers avec la géographie, que l'on sous-estime de petits Etats qui, cependant, par leur richesse, et leur situation stratégique, jouent un rôle important dans l'équilibre international.

respect mutuel est le meilleur gage pour le bon fonctionnement des services gouvernementaux de presse (28).

Le bureau de presse est né sous le régime démocratique mais il n'a pas réussi à y atteindre sa perfection. Il n'a même pas réalisé la répartition juste de nouvelles, un des principes démocratiques. Les journalistes très souvent se désintéressent des conférences de presse, destinées à les informer et recourent aux anciennes méthodes des relations personnelles. Un grand journal aboutit à établir une chaîne de liens avec de hautes personnalités politiques et administratives, et s'assure pour ainsi dire le monopole des sympathies. La classe inférieure de journaux, bien qu'il s'agisse des journalistes de talent qui y collaborent, doit se contenter de maigres communiqués officiels. Il arrive même que les informations qui, dans l'intérêt du gouvernement, devraient avoir la plus large publicité, sont soustraites à l'ensemble des représentants de la presse.

Toutes les recommandations que l'on fait dans les pays démocratiques, se rapportent aux défauts visibles des services de presse des ministères des affaires étrangères. Au cours de ces dernières années, en face de la propagande étrangère, se sont révélés les défauts fondamentaux. Et la question s'est posée de savoir quels moyens de défense on doit entreprendre sans sacrifier les principes démocratiques. Question à laquelle il est difficile à répondre et qui entre dans le domaine de l'opportunisme.

Quel est le changement survenu dans l'organisation des services de presse dans les pays totalitaires?

Tout d'abord, le bureau gouvernemental de presse a quitté le ministère des affaires étrangères et s'est encadré dans le nouveau ministère de la propagande, y prenant

(28) Le poste du chef du Service d'informations et de presse au Ministère des affaires étrangères a été occupé depuis 1932 par M. Pierre Comert qui, avant d'appartenir à la carrière diplomatique, avait été de 1908 à 1914 correspondant du *Temps* à Vienne et à Berlin, et dirigea longtemps la Section d'information au Secrétariat de la Société des Nations. En 1938, il fut nommé ministre plénipotentiaire de deuxième classe.

une place prépondérante. Le régime fasciste ou national-socialiste n'a pas inventé cette séparation qui, depuis longtemps, figure dans les propositions parlementaires des pays démocratiques. Seulement, l'attachement au ministère de la propagande traduit la tendance qui doit prédominer dans le fonctionnement des services de presse.

D'autre part, le régime démocratique et le parlementarisme disparus, le bureau de presse s'est imposé aux journaux comme le supérieur hiérarchique. Sous le régime dictatorial, la presse ne reçoit plus des informations qu'elle peut publier ou non à son gré, mais des instructions, des directives à côté de la documentation et elle est obligée d'agir conformément aux ordres des services gouvernementaux de presse.

Il ressort de tout cela que le bureau a changé de rôle. L'autorité qu'on lui a attribuée a brisé la méfiance des autres services ministériels et, ayant à sa disposition d'abondants moyens financiers, le bureau de presse a pu assumer la nouvelle mission qui englobe la propagande à l'intérieur et à l'étranger, la propagande au sens totalitaire du mot.

Si le bureau de presse a changé de mission et élargi son action, on ne trouve pas dans son organisation intérieure d'autres éléments que ceux déjà connus ou proposés dans les pays démocratiques. Mais, alors que la réforme se réalise dans les pays démocratiques, avec une lenteur qui ne tient pas compte des événements et des transformations des mœurs, les régimes totalitaires ont accompli cette réforme en l'adaptant à leurs besoins spéciaux, par une voie révolutionnaire.

La première réalisation dans la nouvelle organisation, ce fut l'entrée des journalistes de métier dans les services gouvernementaux de presse. Ils n'y ont pas été amenés pour entretenir des relations diplomatiques avec les rédactions puisque ces relations sont désormais définies par les dispositions légales et maintenues par l'autorité du régime. Les journaux étant subordonnés aux services gouvernementaux de presse, la distance entre ces services et les

masses du public s'est trouvée réduite. Le gouvernement peut s'adresser directement au peuple en faisant transmettre ses messages par la presse entière.

Il est évident que des directives détaillées et même des articles politiques ne pourraient relever des administrateurs et des bureaucrates recrutés de façon traditionnelle. Les journalistes sont également envoyés à l'étranger en qualité d'attachés de presse auprès des missions diplomatiques.

Ainsi, il est créé un nouveau type de fonctionnaire-journaliste, de diplomate-journaliste. Pour être employé dans les services de presse l'âge ne fait plus d'obstacle. Un quinquagénaire peut commencer la carrière de fonctionnaire d'Etat, même avec la prétention qu'on lui reconnaisse l'ancienneté acquise dans la profession journalistique.

Le bureau de presse d'un pays totalitaire est transformé en une véritable rédaction où l'on rédige le plus grand journal, journal unique d'une nation.

CHAPITRE IV

L'ORGANISATION DES BUREAUX DE PRESSE DES GOUVERNEMENTS

A) LES BUREAUX MINISTERIELS

France : LE SERVICE D'INFORMATION ET DE PRESSE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — LA RÉORGANISATION DU SERVICE DE PRESSE AUPRÈS DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL.

Les services de presse du gouvernement français sont en voie de réorganisation. Tous les ans, les débats parlementaires révélaient le désir de voir ces services plus développés (1).

Le service de presse du Quai d'Orsay, appelé officiellement Service d'information et de presse, a été créé par décret en date du 2 septembre 1920. Il dépend du cabinet du ministre, de même que le service du cabinet, le bureau des courriers et valises et le service télégraphique et téléphonique, et entretient des relations étroites avec la Direction politique et divers services du Ministère des Affaires étrangères. Le Service d'information et de presse est divisé en trois sections, parmi lesquelles seule la première existait avant la guerre sous la dénomination du Bureau des communications.

La première section (communication à la presse française et étrangère; analyse de la presse française; accueil et établissement des journalistes étrangers) est placée sous la direction immédiate du chef du service.

(1) Voir le rapport de la Commission des finances, 1933.

Le chef du service reçoit les informations et les directives du cabinet du ministre, du secrétaire général, de la Direction politique, et, pour les affaires spéciales ou techniques, des divers services du département. Une série complète des télégrammes reçus des postes à l'étranger est mise à la disposition de cette section.

Pour s'acquitter de leur tâche et exercer une action utile, le chef de service et ses collaborateurs doivent donc se tenir informés de tous les événements de politique étrangère et connaître les vues du ministre sur les principales questions en cours.

Cette section assure le dépouillement de la presse parisienne. Les articles de politique étrangère et les nouvelles concernant l'étranger sont découpés, classés et réunis en dossiers. Depuis le début de 1933, une analyse complète des principaux articles est jointe aux dossiers.

Elle traite, en collaboration avec les services du département intéressé, toutes les questions se rapportant à la presse. Elle reçoit l'ensemble de la correspondance adressée au département sur les affaires de presse, émanant des postes à l'étranger, des ambassades et légations à Paris, des administrations françaises et de correspondants divers (?). Elle répartit, au moyen de copies, les informations contenues dans cette correspondance, entre les services du département, les postes à l'étranger et les administrations françaises.

Les correspondants étrangers, plus spécialement ceux qui sont de passage, recourent constamment à elle pour organiser leurs enquêtes et faciliter les prises de contact avec des administrations et des personnalités diverses.

Les représentants accrédités d'une trentaine de journaux français sont reçus collectivement deux fois par jour, à 12 heures et à 19 heures, par le chef du service. Tout journaliste peut être reçu individuellement à toute heure par le chef du service ou ses collaborateurs.

Deux fois par semaine le chef du service ou ses collaborateurs tiennent une conférence de presse étrangère, et,

tous les jours, ils reçoivent les représentants de la presse anglaise et américaine.

Cette section organise, de temps en temps, des voyages collectifs ou individuels de journalistes étrangers en France, dans les colonies françaises et les pays de protectorat.

Le personnel de la section de la presse se compose de quatre agents appartenant aux carrières diplomatiques ou consulaires. C'est à cette section qu'incombe l'ensemble du travail administratif et le contrôle technique et financier du service.

La deuxième section (relations avec les agences françaises et étrangères; information française à l'étranger; radiodiffusion) organise et dirige, de concert avec une des principales agences françaises, l'information française à l'étranger. Il s'agit de l'Agence Havas, dont les liens avec le gouvernement sont plus intimes qu'on ne laisse penser. M. Allard (2) affirme que c'est une agence de propagande, mais de propagande non avouée. Il prétend notamment que les correspondants d'Havas à l'étranger sont nommés, actuellement, par M. Rollin, représentant du Quai d'Orsay, après l'acquiescement de l'ambassadeur de France auprès du pays dont il s'agit, et sur l'avis du chef du Service d'information et de presse.

Le Service d'information et de presse assure, par cette section, un service de renseignements auprès des représentations diplomatiques de la France à l'étranger, et envoie un chef de section auprès des délégations françaises aux conférences internationales. Elle contribue à l'information de la première section en étudiant pour elle toutes les questions d'ordre technique et économique : elle tient à sa disposition des informations exactes touchant les divers modes d'activité de la France, de nature à la faire mieux connaître et apprécier.

Ces informations sont contenues dans des séries d'articles ou de notices documentaires d'ordre le plus souvent

(2) *Quai-d'Orsay*, pp. 191, 188.

économique, financier ou social, voire littéraire et sportif, mais politique également. Le sujet en est choisi suivant le cours de l'actualité. Eventuellement aussi, ces notices ont pour objet de répondre aux campagnes dirigées contre la France. Cette documentation est envoyée chaque semaine aux postes à l'étranger.

La section utilise également sa documentation pour la rédaction d'articles et de notes destinés à renseigner les étrangers sur la vie et les points de vue de la France.

Elle fournit une documentation périodique sur tous les sujets économiques, sociaux, intellectuels et politiques, ainsi que les biographies d'hommes politiques et toute autre documentation sur les problèmes actuels, et des tracts sur des questions d'actualité.

Tous ceux qui partent à l'étranger ou spécialement aux colonies sont fournis de documentation par cette section.

A cette section, qui s'appelait autrefois section de documentation incombe, actuellement, sans que cela soit dit expressément, d'organiser une propagande dans le pays et à l'étranger et de combattre la propagande nuisible qui vient du dehors. A cet effet, l'Agence Havas et les stations de T. S. F. sont à leur disposition.

La deuxième section a pour personnel quatre agents, mais elle fait appel parfois au concours régulier de divers spécialistes et techniciens.

La troisième section (analyse de la presse étrangère) est chargée de l'étude et de la traduction de la presse étrangère.

Avant la guerre, déjà, le bureau des communications, à ce moment rattaché à la direction des affaires politiques, rédigeait chaque jour une *Analyse générale de la presse étrangère* qui, tirée à une quarantaine d'exemplaires autographiés, était mise à la disposition des bureaux du ministère. Ce fut, plutôt qu'une analyse, une collection d'articles bien choisis, le plus souvent d'éditoriaux, mais peu nom-

breux, de quelques grands journaux allemands, autrichiens, italiens et anglais (3).

Avec la guerre se manifeste la grande faim d'informations. Le deuxième bureau d'Etat-Major, obligé de réunir les informations les plus diverses, ne pouvait négliger les journaux étrangers. En février 1915, le ministre de la guerre constitua, à son cabinet, un bureau de renseignements, plus tard le bureau des informations à la presse. Il fallut bien renseigner ce bureau, et l'on fut ainsi amené à organiser ce qui existait en partie, mais à l'état dispersé, au deuxième bureau de l'Etat-Major et à y créer le bureau ou la section de recherche de renseignements et d'étude de presse étrangère.

Les *Bulletins quotidiens* groupant une partie des anciennes analyses et traductions et les *Bulletins périodiques* remplaçant les études générales, dont on avait reconnu la nécessité, naquirent d'une occasion favorable, au début de 1916, peu de temps après la création de ce que l'on appela quelque temps la Maison de la Presse (4).

Dans la Maison de la Presse, le ministère des affaires étrangères avait réuni les nouveaux services de la propagande et le service de l'information diplomatique auquel était adjoint un bureau d'études; il lui parut naturel que le bureau d'études de la presse étrangère collaborât avec l'un et l'autre et qu'en tout cas sa documentation et ses travaux fussent mis à profit tant par le Quai-d'Orsay que par la rue Saint-Dominique. Les bulletins, tout en restant « confidentiels », pourraient ainsi être envoyés à un grand nombre de services, de membres du parlement et de la presse, de personnalités qualifiées par leurs travaux ou leurs fonctions. Le premier Bulletin quotidien parut le 4 mars 1916 et le premier Bulletin périodique le 6 mars.

(3) J. CAIN : *Le bureau français d'étude de presse étrangère*, p. 5.

(4) On désignait parfois les publications du Bureau d'étude de presse étrangère sous le nom de « Bulletins de la Maison de la presse ». La Maison de la presse n'a existé officiellement que pendant quelques mois, pendant lesquels elle a groupé réellement plusieurs services poursuivant le même objet. Il n'y a plus depuis longtemps de Maison de la presse.

Cette situation devait se prolonger trois ans environ, pendant lesquels le bureau d'étude de la presse étrangère, dont le personnel était militaire, resta administrativement une section du Deuxième bureau de l'Etat-Major de l'Armée, mais entretenait des rapports de plus en plus étroits avec le ministère des affaires étrangères. Lorsqu'avec la démobilisation il dut faire appel à des collaborateurs non militaires, il parut naturel de le détacher du ministère de la guerre. A partir du 1^{er} février 1919, il fut rattaché au ministère des affaires étrangères, à la demande de ce dernier, qui fit valoir que désormais l'exploitation de renseignements d'ordre militaire allait passer au second plan et le caractère politique plus nettement s'accuser. Le bureau resterait d'ailleurs à la disposition de l'Etat-Major de l'Armée ainsi que du ministère de la marine et des autres ministères.

Les bulletins paraissaient déjà depuis près de deux ans quand on les compléta par une troisième publication qui reçut le nom de *Recueil de documents étrangers*, supplément périodique aux bulletins de presse étrangère, dont le plus gros est formé par les discours des hommes d'Etat étrangers.

Actuellement, la section d'analyse de la presse étrangère dépouille environ 200 journaux et publie le résultat de ses travaux dans deux séries de bulletins.

Un *bulletin quotidien* contient les traductions ou analyses, exécutées dès réception du journal et imprimées le jour même, des articles de politique étrangère les plus importants parus dans la presse des principaux pays.

Les *bulletins périodiques* sont consacrés chacun à la presse d'un pays déterminé. Ils paraissent à intervalles divers suivant l'importance du pays. Ils constituent des exposés méthodiques de toutes les questions d'ordre diplomatique, intérieur, financier, économique, discutés dans la presse de chaque pays.

Cette section traduit aussi et analyse chaque jour un certain nombre d'articles auxquels ne convient pas une diffusion étendue mais dont la connaissance peut néan-

moins être utile à quelques personnes. Il en est fait un tirage dactylographié.

Le personnel de cette section se compose d'hommes spécialisés dans l'étude des langues et des questions étrangères (5). Il comprend : outre le chef de section et trois sous-chefs, sept rédacteurs.

En vue de rendre plus efficaces les services gouvernementaux de presse en France, un décret-loi, du 21 mars 1939, prévoit l'organisation d'un service d'information auprès de la présidence du Conseil.

Etats-Unis d'Amérique : LES CONFÉRENCES DE PRESSE A LA MAISON BLANCHE. — LA DIVISION OF CURRENT INFORMATION (7).

Jusqu'au président Wilson, les nouvelles transparaient plus ou moins en cachette par le fait des fonctionnaires ou des secrétaires de la présidence. Wilson institua des réunions des correspondants de journaux travaillant à Washington : la source des nouvelles était désignée du nom de « l'official spokesmann » ou truchement officiel, fonctionnaire ou ami de la Maison Blanche. Quelques correspondants ayant voulu rendre Wilson responsable des nouvelles, le président supprima les conférences et n'entretint plus de rapports avec la presse que par l'intermédiaire de membres de son cabinet et de son secrétariat particulier.

Le président Harding remit les conférences en usage : elles avaient lieu deux fois par semaine. Une réponse franche ayant alarmé l'opinion, Harding prit carrément la res-

(5) Ils sont plutôt linguistes pour M. Allard (*Quai-d'Orsay*, p. 62) qui écrit que « l'on reproche » à ce service de ne pas relater avec l'importance qu'elles méritent les campagnes hostiles à la France.

(6) F. TERROU, *Cahiers de la presse*, 1938, N° 3, pp. 463 et s.

(7) O. BUTTER : *La presse et les relations politiques internationales*, pp. 106-108 ; Cf. Bert SILAS : *Ballyhoo, the voice of the Press*, New-York, 1927 ; H. K. NORTON : *Foreign Office Organisation*, The Annals of the American Academy of Political and Social Sciences, vol. CXLIII, sup. may 1929.

ponsabilité de son acte. Puis le secrétaire d'Etat Charles Evans Hughes proposa que les journalistes remissent à l'avance et par écrit leurs questions à la présidence, le président ne devant y répondre que dans la mesure ou il jugerait bon de donner son avis sur la question posée. Cette façon de faire a continué depuis. Le président Coolidge a commencé par remettre aux journalistes des notes sténographiques de ses réponses aux questions posées par eux, mais ayant constaté qu'il était difficile de les démentir, il a abandonné cette pratique. Le « White House spokesman » disparut de la presse en 1927, mais les conférences ne cessèrent pas.

Dès la première conférence avec les journalistes, le 5 mars 1929, le Président Hoover déclara qu'il maintiendrait l'habitude des réunions de journalistes à la Maison Blanche deux fois par semaine, et il annonça en même temps une intéressante modification à la procédure antérieure. D'une part, il autorisa les journalistes à publier certaines explications comme émanant directement de lui. D'autre part, il s'efforça d'améliorer l'organisation même des conférences de presse. Le Président Roosevelt a maintenu la tradition de ces conférences.

Les conférences du ministère des affaires étrangères ont un caractère de bien plus grande liberté. Elles sont tenues quatre fois par semaine, soit par le ministre soit par le sous-secrétaire d'Etat. Les questions sont posées directement, et elles ont souvent une pointe si agressive que les réponses revêtent un caractère plus ou moins défensif.

En outre, il existe au ministère un bureau spécial appelé Division of Current Information, dont la fonction est de préparer les informations pour la presse et de donner suite aux demandes de renseignements des correspondants de journaux. Le chef du bureau décide quelles informations, parvenues au ministère, seront mises à la disposition de la presse. En cas de doute, la décision est prise par le ministre ou le sous-secrétaire d'Etat. De plus, le chef du bureau donne dans la plus large mesure des renseignements verbaux, et quand une question importante l'exige,

établit des contacts entre les représentants de la presse et les chefs des autres départements du ministère. Ces fonctionnaires se réunissent rarement en conférences communes, de sorte qu'ils peuvent communiquer des vues entièrement différentes, parfois même opposées, sur une même question. Le fonctionnaire le moins discret peut se voir recherché par les correspondants, qui ont en lui une excellente source d'indiscrétion.

Le bureau prépare également et distribue aux fonctionnaires du ministère et aux services à l'étranger des résumés quotidiens de presse et des articles spéciaux. Les feuilles d'informations, mises à l'usage de la presse, sont aussi disponibles sous forme imprimée en une publication hebdomadaire, *Press Releases*.

Les relations du ministère des affaires étrangères avec la presse ne sont pas seulement très étendues, elles sont également très cordiales et inspirées par un esprit de confiance réciproque et de collaboration loyale. Etant donné la publicité de tous les faits de la vie publique aux Etats-Unis, les services gouvernementaux de presse s'efforcent de satisfaire au maximum la curiosité des journalistes.

Les autres ministères font de même : ils ont, en général, leur bureau de presse et donnent sur leur activité propre des bulletins imprimés ou des exposés oraux à la presse.

Grande-Bretagne : LE FOREIGN OFFICE ET LA PRESSE. — LE NEWS DEPARTMENT.

La tradition du ministère des affaires britanniques comporte également de bonnes relations de son chef responsable avec la presse. Palmerton donnait volontiers aux journalistes des informations même confidentielles sur des affaires délicates. Aberdeen semble avoir été le premier à utiliser la presse comme instrument diplomatique efficace, par suite de sa collaboration intime avec Delane, rédacteur du *Times*.

La guerre de 1914-1918 a imposé la création d'un Poli-

tical Intelligence Department, au sein du Foreign Office, pour satisfaire au besoin de se procurer, sur les pays ennemis, des renseignements qu'on ne pouvait avoir par la voie diplomatique ordinaire; l'existence de ce service a duré jusqu'en 1922. Durant la guerre, lord Robert Cecil reçut une fois par semaine les journalistes américains qui pouvaient lui poser librement toutes questions relatives à la politique extérieure. Ces interviews obtinrent un grand succès. D'ailleurs, une initiative semblable fut tentée avec les journalistes anglais, mais elle déçut étant donné que les grands organes d'opinion sont accoutumés à se procurer des informations par voie privée et auprès de la source principale; et cette coutume se perpétue, parallèlement à l'existence du News Department qui profite surtout aux journalistes correspondants de journaux étrangers (8).

Le bureau de presse du ministère des affaires étrangères, connu sous le nom de News Department, est chargé de trois fonctions :

1° Relations avec la presse du fait des affaires extérieures;

2° Service quotidien de radiodiffusion;

3° Relations culturelles avec les pays étrangers.

Tous les jours, un nombre considérable de journalistes rend visite au News Department du Foreign Office. Une moyenne de 40 à 50 d'entre eux sont, dans la mesure des possibilités, reçus individuellement. En outre, chaque matin, il y a une conférence de presse, à laquelle assistent les représentants des agences de la Grande-Bretagne, des Dominions et de l'étranger. Le but essentiel de cette conférence est de donner toutes les informations officielles sur les affaires étrangères, dont le News Department dispose, et de répondre aux questions qui concernent les événements en cours aussi bien que l'attitude officielle du Royaume-Uni exigeant une explication.

L'après-midi aussi les représentants des journaux bri-

(8) O. BUTTER, *op. cit.*; Cf. Word and Gooch : *The Cambridge History of British Foreign Policy*, Cambridge, vol. III, 1923, pp. 568 et s.

lanniques et étrangers sont reçus individuellement, et l'on s'efforce de leur expliquer le point de vue britannique sur toutes les questions de la politique extérieure qui peuvent être mises en discussion.

Quatre fonctionnaires du News Department sont chargés d'entretenir des rapports avec les journalistes. Leur devoir ne consiste pas seulement à recevoir des représentants de journaux britanniques et étrangers, mais aussi à répondre à de nombreux coups de téléphone qui se succèdent toute l'après-midi et souvent tard dans la nuit, y compris les samedis et les dimanches.

La seconde fonction du News Department est de préparer les informations pour le service quotidien de T.S.F., originellement destiné aux navires britanniques en pleine mer. Les nouvelles sont envoyées trois fois par jour de Rugby en morse et déchiffrées dans le département. Ce service est assuré par deux fonctionnaires. Les transmissions ont lieu à midi, à 20 heures et à 23 h. 30. Les autres départements du gouvernement contribuent aussi à ce service. Depuis la guerre, il est entretenu par le ministère des affaires étrangères et utilisé à informer promptement l'étranger et tout l'empire.

La section qui s'occupe des relations culturelles avec les pays étrangers reçoit la documentation, la complète et la transmet aux missions diplomatiques de la Grande-Bretagne à travers le monde. Contenant les renseignements sur tous les domaines de la vie publique, cette documentation, adroitement utilisée par les représentants diplomatiques, est destinée à approfondir les liens culturels avec l'étranger et par là à assurer les bases des relations politiques. Cette section, qui est la plus récente, correspond aux départements de la propagande des pays totalitaires. Le fonctionnement de cette section prouve incontestablement que la propagande culturelle et pacifique est compatible avec l'aménagement démocratique de l'Etat. En même temps, cette section sert de liaison entre le ministère des affaires étrangères, d'une part, et les missions diplomatiques et les consuls britanniques à l'étranger d'autre

part. Trois fonctionnaires du bureau de presse sont engagés au service des relations culturelles.

U.R.S.S. : LE BUREAU DE PRESSE DU COMMISSARIAT DU PEUPLE POUR LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — LES SERVICES QUI ASSURENT LE MONOPOLE DE L'ÉTAT EN MATIÈRE DE PRESSE.

Chaque commissariat du peuple en Russie soviétique dispose de son propre bureau de presse qui assure ses rapports avec la presse en vue de donner la publicité à tous les actes qui intéressent les masses. De tous ces services le plus actif est le Bureau de Presse du Commissariat pour les Affaires étrangères. Mais on a beau y chercher une extension de l'activité semblable à celle qui existe en Italie et en Allemagne. Ce bureau est organisé d'une façon rudimentaire, comme une section secondaire du ministère. Les attachés de presse, envoyés à l'étranger, sont le plus souvent les secrétaires ou conseillers d'ambassade auxquels incombe, en même temps, de s'occuper des affaires de presse. Ni à Moscou ni à l'étranger n'est réalisée une spécialisation des services de presse dans le cadre diplomatique.

Les services officiels de presse qui agissent à l'intérieur de l'Union ne sont pas dans la compétence exclusive d'une institution déterminée. La notion d'Etat journaliste implique une activité beaucoup plus large. La presse est un instrument de l'Etat et du Parti communiste; son but « n'est pas de gagner de l'argent ou d'amuser le lecteur, mais de l'informer et de stimuler son intérêt pour la Révolution ».

Etant donné que « dans la dictature du prolétariat n'existe pas la liberté de la presse pour une classe autre que celle des prolétaires » et que l'Etat représente les ouvriers et les paysans, on peut parler de monopole dont l'Etat jouit dans le domaine de presse.

Il ne s'en est dessaisi ces dernières années que dans des limites fort restreintes au profit des organisations qui, de

fait, sont gouvernementales ou sous des conditions et réserves qui rendent impossible la propagation par la voie de la presse de toute pensée non approuvée par le gouvernement. Si la presse quotidienne politique et d'information est un monopole de l'Etat, si les journaux sont édités soit par les différents organes du pouvoir, soit par le parti communiste qui — en théorie et en pratique s'identifie avec le gouvernement, un décret du Conseil des commissaires du peuple, du 17 décembre 1921, autorisa les éditions privées de livres, soumises toutefois à un contrôle sévère et minutieux d'une direction spéciale nommée Edition d'Etat. Cette direction décidait de l'ouverture de maisons d'éditions privées (9).

L'édition de toute une série de livres, y compris les manuels scolaires, relevait du monopole exclusif de l'Etat; ce n'est que plus tard, par le décret du 2 mai 1923, que ce monopole a été atténué et remplacé par un droit de préférence.

Par le décret du Conseil des commissaires du peuple du 6 juin 1922, fut instituée la Direction générale des éditions et des lettres (Glavlit), dans le but de réaliser une surveillance systématique à l'égard de la presse et de « réglementer l'examen préalable des œuvres imprimées » ou, suivant le règlement et les instructions de 1922 et de 1923, « d'examiner au préalable toutes les œuvres imprimées ou écrites, destinées à être publiées ou propagées, éditions périodiques et autres, photographies, dessins, etc. » Les organes de Glavlit « sont chargés de l'exercice de tous les genres de censures : militaire, politique, idéologique, etc... » (10). Le Glavlit « exerce tous les genres de la censure politique et idéologique des imprimés et des spectacles » (11). On peut juger l'importance de ces fonctions

(9) M.-GUÉTZÉVITCH, *Revue politique et parlementaire*, 10 avril 1928, pp. 138, 135.

(10) *Ibid.*; Cf. ELISTRATOV : *Le droit administratif de la R.S.F.S.R.*, Edition d'Etat, Leningrad, 1925, p. 119.

(11) *Ibid.*; Cf. *Encyclopédie d'Etat et de droit*, Edition de l'Académie communiste, 1925-1926, t. II, p. 1.208.

complexes et multiples par ce fait que sa direction centrale, rien qu'à Moscou comptait en 1925, 110 fonctionnaires (12). L'instruction de Glavlit de 1922, dans son paragraphe 7, établit la liste des questions prohibées et indique la nécessité de supprimer l'idéologie qui nous est hostile ».

Par un arrêté du 23 août 1926, le Comité central du parti communiste a décidé que « les questions de la direction idéologique doivent être centralisées dans la section de la presse du Comité central du parti communiste » (13).

Les éditions de l'Internationale communiste, les Editions d'Etat, et celles du Comité général de l'instruction publique, qui dirigent la propagande communiste, ainsi que les *Izvestia* de Moscou, et les publications scientifiques de l'Académie des Sciences, ne sont pas soumises à la surveillance. Outre la discipline qui s'exerce par le Comité central des Syndicats des travailleurs de la presse et ses comités régionaux, le Glavlit intervient surtout là où la nouvelle politique économique a quelque peu élargi les possibilités des maisons d'édition privées.

Le Glavlit peut suspendre les éditions, en « diminuer le tirage », traduire les coupables en justice ou bien les livrer aux organes locaux de la police politique armés de pouvoirs répressifs (14).

C'est par cette voie que sont rendues presque impossibles toutes les éditions privées qui s'éloignent de l'idéologie reconnue. D'après un article paru cette année (15) aucun groupement politique, aucun parti autre que le parti communiste, même s'il est bien disposé à l'égard du pouvoir soviétique, n'a le droit de publier un journal ou une revue.

Le même article relate une façon secondaire de l'intervention de l'Etat dans le domaine de la presse. Les lecteurs

(12) Op. cit., p. 1.209.

(13) *Ibid.* ; Cf. *La législation sur la presse*, édition juridique du Commissariat du peuple de la Justice de R.S.F.S.R., Moscou, 1927, p. 3.

(14) M.-GUÉTZÉVITCH, *op. cit.* ; Cf. *Instruction du Glavlit à ses organes locaux*, 1922, p. 8.

(15) A. STOUPNITZKI, *Cahiers de la presse*, 1939, N° 1, pp. 91, 94.

sont invités à collaborer dans les journaux, comme « rabkor » (correspondant ouvrier) ou « selkor » (correspondant paysan), et à dénoncer tous les manquements, défauts et insuffisances du mécanisme soviétique. Cette collaboration bénévole a donné des résultats inattendus. Les rédactions de journaux soviétiques furent littéralement inondées par les lettres des rabkor et des selkor. Comme il était impossible d'insérer des centaines de milliers de lettres, elles étaient, en fait, utilisées aussi par les organes administratifs et policiers de l'U.R.S.S.. Malheureusement, cette collaboration du public dégénérait souvent en abus.

Se basant sur la conception communiste de liberté de la presse (16), M. Stoupnitzki conclut que le journalisme soviétique est une fonction publique et le journaliste un fonctionnaire de l'Etat (17).

Italie : LA DIRECTION GÉNÉRALE POUR LA PRESSE DU MINISTÈRE DE LA CULTURE POPULAIRE.

Immédiatement après le coup d'Etat de novembre 1922, en Italie, fut créé le Bureau de presse du chef du gouvernement. C'était un organe politique dont la tâche était de

(16) Staline disait notamment : « De quelle liberté de la presse parlez-vous ? Est-ce de la liberté de la presse pour la bourgeoisie ou pour la classe prolétarienne ? S'il s'agit de la première, nous n'en avons pas et nous n'en aurons pas tant qu'existe la dictature du prolétariat. S'il s'agit de la liberté pour les prolétaires, je dois affirmer que vous ne trouverez dans le monde aucun autre Etat où il existe une liberté aussi large et aussi universelle qu'en U. R. S. S.... Nous n'avons pas de liberté pour la bourgeoisie, mais qu'y a-t-il d'étonnant à cela ? Nous n'avons jamais pris l'engagement d'assurer la liberté de la presse pour toutes les classes. En prenant le pouvoir en octobre 1917, les bolchéviks ont ouvertement déclaré que ce pouvoir est le pouvoir d'une seule classe, celle des prolétaires, qui opprimerait la bourgeoisie dans l'intérêt des masses travailleuses des villes et des campagnes, qui constituent la majorité écrasante de la population de l'U.R.S.S. Comment peut-on exiger de la dictature du prolétariat la liberté de la presse pour la bourgeoisie. »

(17) *Ibid.*, p. 93.

diriger et de coordonner le journalisme italien, considéré comme un service public.

L'Ufficio Stampa était sous l'autorité d'un directeur et d'un directeur adjoint, le premier étant membre du Parlement, assistés de secrétaires appartenant à la carrière diplomatique et consulaire, d'attachés libres, de rédacteurs et d'un agent technique des P.T.T. Ce département s'occupait de dépouiller la presse étrangère et la presse nationale relatives à la politique extérieure de l'Italie, de donner les informations pour les périodiques et les agences italiennes et étrangères, et enfin du service des traductions (18).

Le nouveau rôle qu'on a attribué à la presse et plus généralement au livre et au théâtre, exigeait une activité toujours croissante des services gouvernementaux. Il faut y ajouter de nouveaux instruments d'information : le cinématographe et la radiodiffusion. Le rouage de l'Etat auquel incombait cette tâche, a pris une telle importance et de telles proportions, qu'il fut nécessaire d'élargir son envergure.

Le 6 septembre 1934, le bureau fut élevé au rang de sous-secrétariat d'Etat pour la presse et la propagande, et confié au comte Ciano, gendre de Mussolini. Le 24 juin 1935, ce sous-secrétariat fut à son tour élevé au rang de ministère pour la presse et la propagande. L'appellation de « presse et de propagande » fut transformée le 27 janvier 1937 en celle de Ministère de la Culture populaire. Le successeur du comte Ciano, devenu ministre des affaires étrangères, fut M. Dino Alfieri, qui, sur ce terrain jugé de primordiale importance pour l'Italie, n'a cessé de développer l'institution dans un sens toujours plus vaste.

Actuellement, le Ministère de la culture populaire comprend, à côté d'une direction générale pour les services administratifs, les sections suivantes : 1° la presse italienne; 2° la presse étrangère; 3° la propagande; 4° le

(18) R. GENET : *Traité de diplomatie*, t. II, p. 174.

cinématographe; 5° le tourisme; 6° le théâtre; 7° la radio-diffusion.

Le ministère est donc en mesure d'exercer une fonction de contrôle et de guide sur tous les domaines de l'activité nationale qui touchent à la propagande. Il s'encadre parfaitement dans la pensée et l'action générales de l'Etat fasciste.

Les directions générales pour la presse italienne et pour la presse étrangère ont été chronologiquement les prenières des affaires étrangères, de l'intérieur, des corporations. Elles ont absorbé les services et les offices qui avaient été sous la dépendance de la présidence du Conseil et des ministères des affaires étrangères, de l'intérieur, des corporations et aussi du commissariat du tourisme. Dans le même cadre fut institué l'inspectorat du théâtre.

La Direction générale pour la presse italienne s'occupe de la presse quotidienne et périodique, ainsi que de la production nationale littéraire, et signale aux offices compétents tous les problèmes qui se font jour à travers la presse. La Direction a également pour tâche de discipliner tout ce qui touche à l'activité des journaux et des maisons d'édition, et de veiller à ce que les lois et les règlements soient observés (19).

A ce sujet, M. Gentizon (20) donne plus de détails. Le service de presse italien informe les rédacteurs, surveille les publications, de façon à ce que chaque fait soit présenté et commenté dans le sens voulu par le gouvernement. « Ce service donne le *la* à toute la presse de la péninsule. »

Il indique les sujets qui doivent être traités, le fait ou le thème qu'il convient de mettre en vedette; il signale l'opportunité d'un exposé ou d'une discussion sur tel ou tel argument. Il fournit même parfois les canevas des articles, les indications typographiques, le nombre de colonnes, l'importance des titres selon le sujet; il va jusqu'à fixer, dans certaines circonstances, les photographies à publier. Il met

(19) Discours de M. Ciano, le 22 mai 1936.

(20) (*La presse*) *En Italie* (Temps, 14 septembre 1938).

encore à la disposition des journaux provinciaux la documentation, et même les articles que leurs moyens restreints ne leur permettraient pas d'obtenir facilement. C'est par sa filière, enfin, que se déclenchent, s'enflent, diminuent, s'arrêtent, selon les cas, les campagnes de politique étrangère contre tel ou tel pays.

Une définition pratique du service de presse fasciste fut également exposée dans un discours du ministre M. Ciano, prononcé le 22 mai 1936 devant le Sénat italien. En ce qui concerne l'activité de la Direction pour la presse, il dit notamment :

« Son contrôle ne se limite pas à une action purement négative qui consisterait à interdire telle ou telle publication ou la discussion sur tel ou tel problème. Tout au contraire, il n'est pas une seule question intéressante, dont la presse ne se fasse écho, sans qu'elle ne soit immédiatement signalée à l'autorité compétente. Parfois même, c'est la Direction générale qui prend l'initiative d'indiquer à la presse l'opportunité d'ouvrir une discussion sur un argument déterminé ».

Une circulaire du chef du gouvernement en date du 3 avril 1934 et un décret-loi du 24 octobre 1935 ont modifié la législation relative au contrôle sur les livres. Ils ont donné la faculté à la Direction pour la presse italienne de pourvoir à la révision de tout ce qui paraît en librairie .

La Direction générale pour la presse étrangère a la tâche de faciliter l'activité des correspondants étrangers de passage ou résidant à Rome. Elle opère le dépouillement de la presse étrangère et publie une revue hebdomadaire sur la base de ces travaux. Outre l'utilisation du matériel publié à l'étranger, elle doit également répandre les nouvelles italiennes. En liaison constante avec le palais Chigi, ce service exprime parfois la pensée du Ministère des affaires étrangères sur les questions à l'ordre du jour. Il est prêt en même temps à relever ou démentir toutes les erreurs publiées hors de l'Italie sur le régime fasciste, à dissiper les malentendus, à fournir les renseignements désirables.

La Direction de la presse étrangère maintient, à l'étran-

ger, grâce aux agences diplomatiques et consulaires, les contacts avec les rédactions des divers organes de presse. Les attachés de presse dont le nombre est actuellement de quatorze, se trouvent, en premier lieu, dans toutes les grandes capitales d'Europe.

Le service de la propagande déploie une activité considérable. Il suit tout ce qui s'écrit dans le monde sur le fascisme et l'Italie nouvelle; il surveille tous les agissements anti-italiens et reste toujours prêt à les combattre. C'est un bureau de renseignements et de diffusion au service de tous ceux que le régime intéresse, et sa documentation très riche est très généreusement distribuée. Il contrôle et dirige, enfin, nombre de manifestations italiennes à l'étranger (20). La propagande par la voie du film, du livre, de la radio et du tourisme est également portée au maximum.

Les Italiens sont fiers de leur Ministère de la culture nationale qu'ils considèrent comme une création originale du fascisme. En effet, l'organisation des deux directions générales pour la presse peut servir de modèle. Leur constitution, d'après un décret ministériel du 12 février 1938, est la suivante:

La direction générale pour la presse italienne

I^{re} Section (Affaires générales): Affaires réservées — Service du personnel — Application des normes devant discipliner la presse quotidienne et périodique — Rapports avec les ministères, les préfectures et les institutions diverses — Questions administratives et syndicales intéressant la presse périodique — Assistance et placement des journalistes — Journalistes et publicistes italiens — Biographie et mouvement — Plan de la mobilisation du personnel attaché aux affaires journalistiques.

II^e Section (Presse quotidienne et périodique): Presse quotidienne — Rapport journalier — Communiqués pour

(21) Discours précité de M. Ciano.

la presse — Signalement des nouvelles provenant de source extérieure — Rapport mensuel — Presse coloniale — Signalement, recherches et études diverses — Bibliothèque des périodiques.

III^e Section (Livres): Prix littéraires — Fêtes du livre — Bibliographie et statistique — Rapports avec les auteurs, éditeurs et institutions — Revision des livres — Rapports avec les préfectures et ministères — Bibliothèque — Etudes et consultations.

IV^e Section (Propagande intérieure): Propagande au moyen de la Presse — Presse périodique, littéraire, artistique et sportive — Presse périodique pour les enfants — Presse périodique illustrée et humoristique — Journalisme radiodiffusé — Presse filmée.

La Direction générale pour la presse étrangère

I^{re} Section (Affaires générales — Service du personnel — Service de la presse à l'étranger): Affaires générales et service du personnel — Triage de journaux — Coordination générale — Collaboration avec le Ministère des affaires étrangères — Archives — Informations téléphoniques et télégrammes de l'étranger — Rédaction et distribution des bulletins de la presse étrangère — Attachés officiels de presse — Service de l'agence Stefani à l'étranger — Presse italienne par rapport à l'étranger.

II^e Section (Presse étrangère en Italie — Journalistes étrangers): Rapports avec les journalistes étrangers dans le Royaume — Communiqués — Audiences — Interviews — Associations de la presse étrangère — Documentation à l'usage de la presse étrangère — Lettres de créance — Cérémonies et invitations — Cartes et laisser-passer pour les journalistes — Réductions sur les chemins de fer.

III^e Section (Dépouillement et signalement de la presse étrangère — Publications étrangères et leur circulation dans le Royaume — Comptes rendus et traductions): Dépouillement et signalement de la presse étrangère de lan-

gues française, espagnole et anglaise — Circulation des publications étrangères — Dépouillement et signalement de la presse étrangère de langues allemande, slave, orientales et autres — Signalement et diffusion de la presse italienne à l'étranger — Signalement de la presse étrangère pour les autres ministères et institutions — Traductions — Etudes et comptes-rendus — Archives des publications étrangères.

Allemagne : LE BUREAU DE PRESSE DU GOUVERNEMENT DU REICH ET LE SERVICE DE PRESSE DU MINISTÈRE DE LA PROPAGANDE (22).

L'organisation du bureau de presse, dans le sens moderne, ne date que de l'après-guerre.

Pourtant, depuis 1871, sous Bismarck, le ministère des affaires étrangères possédait un service de presse particulier, mais étant donné que le chef du ministère des affaires étrangères était en même temps chancelier du Reich et président du Conseil de Prusse, le bureau de presse s'occupait plutôt de la politique personnelle du chancelier et davantage de la politique intérieure qu'extérieure; il ne lui restait ni le temps ni le désir d'informer sur les problèmes extérieurs la presse allemande, ni la presse étrangère.

Après la guerre, lorsque les fonctions de chancelier du Reich et celles du ministre des affaires étrangères furent séparées, et qu'il fût créé un bureau de presse homogène du gouvernement du Reich, le ministre des affaires étrangères demeura sans bureau de presse.

A la tête du bureau de presse était le chef de la presse sous les ordres directs du chancelier du Reich; il dirigeait le service entier, mais celui-ci était également dirigé, par-

(22) O. BUTTER, *op. cit.*, pp. 115-126; R. LAURET : (*La presse*) *En Allemagne* (Temps, 17, 18, 19 août 1938).

tiellement, par un directeur, « dirigeant » qui, à la différence du chef de la presse, était toujours un fonctionnaire du ministère des affaires étrangères. Cette organisation était d'autant plus étrange que le bureau de presse tout entier (officiellement appelé Section de presse du gouvernement du Reich) fonctionnait au ministère des affaires étrangères, et que de ce ministère dépendaient tous les fonctionnaires du bureau.

Le chef de service avait sous ses ordres deux sections, celle de la politique intérieure et celle de la politique extérieure. La première était chargée surtout d'informer la presse du pays, la seconde, divisée en régions parallèlement à la section politique du ministère des affaires étrangères, avait à informer cette section et à entretenir des relations avec les correspondants étrangers en Allemagne.

La première section (Inlandreferat) s'occupait aussi de la propagande, en liaison avec Reichzentrale für Heimatsdienst, annexée au bureau de presse. C'est donc une tradition qu'en Allemagne la presse et la propagande sont indissolublement liées. Par conséquent, l'élargissement de la propagande entraînait une activité accrue dans le domaine de la presse.

Déjà vers la fin du Reich de Weimar, le service de presse a pris une importance singulière. Un soin extrême a été apporté à centraliser toutes les informations sous la direction de ce service. Chaque matin des fonctionnaires importants se réunissaient en conférence avec le chef du service de presse du Reich pour l'informer de l'activité de leurs départements respectifs.

C'est vers ce service que convergeaient toutes les nouvelles qui furent ensuite répandues par le canal des agences plus ou moins officielles ou officieuses. Entre Berlin et les différentes succursales de ces agences est établi un mouvement constant d'informations, soit des pays étrangers vers le Reich, soit du Reich vers les pays étrangers.

Les services d'information, figurant nominalement dans le cadre de la Wilhelmstrasse, étaient placés, en réalité, sous l'action directe de la Chancellerie. Et cela s'explique

fort bien par le fait que la propagande, outillée comme il sied, est l'auxiliaire constante de la politique générale.

La création, au début du gouvernement de M. Hitler, d'un ministère du Reich pour l'éducation populaire et la propagande, a eu pour conséquence certains changements dans l'organisation du bureau de presse du Reich. Le secrétaire d'Etat du nouveau ministère est en même temps chef du bureau de presse du gouvernement du Reich, et fournit chaque matin, comme auparavant, au chancelier, un rapport sur les faits importants mentionnés dans la presse allemande et étrangère.

Le changement survenu consiste en ce que, la Section de politique extérieure restant au ministère des affaires étrangères, la première section a été transportée, personnel et matériel, dans le nouveau ministère, où elle est devenue la IV^e Section-Presses (Abteilung-IV-Presses) du ministère de la propagande. Son chef est en même temps adjoint du chef du Bureau de presse du gouvernement du Reich. La liaison avec le ministère des affaires étrangères est assurée par sa participation aux conférences des directeurs qui ont lieu quotidiennement sous la présidence du ministre. Cette section a vu également élargir le domaine de son activité, par l'adjonction du service de T.S.F. qui fonctionnait jusqu'alors dans le cadre de la société de T.S.F. du Reich.

La IV^e Section comprend neuf sous-sections : 1^o questions du travail, sociales et d'alimentation ; 2^o économie et finances ; 3^o service d'informations politiques ; 4^o service de nuit ; 5^o bureau littéraire ; 6^o service des démentis ; 7^o service des nouvelles ; 8^o service de T.S.F. ; 9^o lectorat allemand (avec le bureau de coupures).

Le Bureau de presse du gouvernement du Reich, qui est en collaboration la plus étroite avec les services de presse du ministère de la propagande, comporte deux sections : l'une pour la presse intérieure, l'autre pour la presse étrangère.

L'organisation des conférences quotidiennes de presse n'a subi aucune modification jusqu'au 1^{er} juillet 1933. Y

prenaient part les représentants de la presse berlinoise et les directeurs des agences de presse; elles avaient lieu à midi sous la direction d'un représentant des journalistes. Le chef de la IV^e Section y représentait le gouvernement du Reich avec, à ses côtés, ses sous-chefs propres et les chefs de presse des autres ministères.

Les conférences de presse berlinoises furent instituées pendant la guerre mondiale par le bureau de presse de guerre; elles sont devenues institution permanente après la guerre. Parfois, la conférence s'est transformée en un parlement de presse, où les débats se firent vifs, et même plus d'une fois véhéments, entre le gouvernement et les représentants de la presse.

A partir du 1^{er} juillet 1933, la conférence a cessé d'exister sous son ancienne forme, le nouveau gouvernement estimant qu'il ne peut plus se contenter d'y figurer en qualité de simple invité. Dorénavant, le gouvernement se propose de fixer lui-même les conditions dans lesquelles cette conférence pourra avoir lieu et de désigner les représentants de la presse à y inviter.

Le nouveau système de conférences sert à informer la presse conformément aux plans de la politique intérieure ou extérieure, et de tenir éveillée la conscience de la force nationale et de la mission de la race allemande.

Les journalistes étrangers assistent tous les jours, à 17 heures, à une courte conférence au Bureau de presse du gouvernement. On leur fournit les informations sur les événements du jour. Egalement, les correspondants des journaux peuvent atteindre par téléphone les chefs des services de presse tant pendant la journée que pendant la nuit.

Tous les services de presse ministériels forment une chaîne d'activités coordonnées dans le même sens : information et propagande. Ces services sont dans un état de mobilisation permanente, prêts à réagir à l'attaque d'où qu'elle vienne et, disposant d'un esprit inventif inépuisable, pour mener systématiquement une action en accord avec l'expansion germanique.

La presse allemande est soumise aux services gouvernementaux à l'égard de la politique intérieure et extérieure et de la propagande des conceptions national-socialistes et racistes dans d'autres domaines de la vie publique. Au surplus, le ministère de la propagande étend son contrôle sur la publicité. Un conseil de publicité (Werberat des Deutschen Wirtschaft) a été constitué dès 1933 et placé sous l'autorité de M. Goebbels, ministre de la propagande. Ce conseil contrôle non seulement la publicité de presse, mais la publicité par l'affiche, le cinéma, les foires et expositions, etc... Tous les journaux doivent lui soumettre leur tarif d'annonces, qui doit être jugé conforme à l'importance de la publication, et ne peut être augmenté que si le tirage s'est accru. Tous les mois ce tirage doit être communiqué au conseil d'après une moyenne. Le Werberat perçoit sur l'ensemble de la publicité un impôt de 2 %, ce qui lui permet de connaître exactement les chiffres.

Le contrôle rigoureux du conseil supprime les réclames qui ne sont pas claires et véridiques.

Espagne : SERVICE NATIONAL DE PRESSE ET SES SUCCURSALES PROVINCIALES.

La loi sur la presse du 22 avril 1938 a investi l'Etat d'un large pouvoir en ce qui concerne l'organisation, la surveillance et le contrôle de « l'institution nationale de la presse périodique ». Cette tâche est exercée par l'entremise d'organes centraux et provinciaux.

Le ministère et le service national de presse sont les organes centraux. Dans chaque province il est créé un service de presse, dépendant du Service national de presse, et rattaché au gouvernement.

Il appartient au chef du Service provincial de presse, qui est nommé directement par le ministre, de :

1° Servir de liaison entre le Service national de presse et les directeurs de journaux de province;

2° Servir de liaison entre le gouvernement de la pro-

vince et les directeurs de journaux de la même province;

3° Informer le Service national de presse;

4° Etablir le duplicata du registre officiel des journalistes;

5° Exercer la censure, tant qu'elle subsistera, en accord avec les directives qui lui seront données par le Service national de presse, ou par le gouverneur civil de la province, lorsque celles-ci se rapportent à des sujets d'intérêt local ou provincial;

6° Etablir les archives des publications quotidiennes et périodiques.

Le Service national de presse établit un Registre officiel de journalistes. Dans chaque service provincial de presse on conservera un duplicata des fiches se rapportant à cette province. Les journalistes inscrits au Régistre reçoivent leur carte officielle signée par le chef du Service national de presse. C'est par la sujétion des journalistes, directeurs et propriétaires que l'Etat met la haute main sur la presse espagnole. Ainsi qu'on l'a déjà mentionné, le ministre chargé du Service national de presse a la faculté de punir par voie administrative tout écrit qui « directement ou indirectement tend à diminuer le prestige de la nation ou du régime, gêne le labeur du gouvernement dans le nouvel Etat ou répand des idées pernicieuses parmi les intellectuellement débiles ».

La loi était élaborée en pleine guerre civile et impliquait des dispositions transitoires. En matière de sujets relatifs à la guerre, l'exercice de la censure des journaux est resté soumis à l'autorité militaire. Enfin, la loi recommandait : « Les journalistes appartenant à des journaux de villes de la zone rouge demanderont directement au Service national de presse leur inscription au Registre officiel des journalistes. »

Yougoslavie : LE BUREAU CENTRAL DE PRESSE DE LA PRÉ- SIDENCE DU CONSEIL.

Jusqu'en 1929, le Bureau de presse jouissait d'une importance très modeste. C'était une section du ministère des affaires étrangères, par laquelle les communiqués officiels devaient être transmis aux journalistes.

Avec le coup d'Etat du 6 janvier 1929 et l'instauration du régime dictatorial du roi Alexandre I^{er}, les services de presse se sont trouvés parmi les premières préoccupations du nouveau gouvernement du général Zivkovitch. On a procédé à la réorganisation du Bureau de presse qui a été soustrait au ministre des affaires étrangères et soumis immédiatement au président du Conseil. Toutefois, le Ministère des affaires étrangères a retenu une section de presse ayant une compétence réduite.

Pendant longtemps, ce changement de ressort fut plutôt un changement en apparence qu'en fait. En effet, la pratique introduite par M. Marinkovitch, d'après laquelle le président du Conseil détient en même temps le portefeuille de ministre des affaires étrangères, fut suivie par M. Yevtitch et M. Stoyadinovitch. Cette coutume a cessé dernièrement avec M. Tsvetkovitch qui est en même temps ministre de l'intérieur.

D'une section insignifiante du ministère des affaires étrangères, le Bureau central de presse de la présidence du Conseil est devenu une institution de large envergure. Les services de presse dispersés dans les divers ministères et dirigés sans plan d'ensemble, furent réunis dans le Bureau central et dotés de moyens suffisants. Aujourd'hui, c'est un véritable ministère dans lequel sont employés plus de 200 fonctionnaires.

Subordonné au président du Conseil, le Bureau de presse n'est pas moins l'organe des autres ressorts. Pour les affaires intérieures, c'est le président du Conseil (voir ministre de l'intérieur) qui donne des instructions. Pour les

questions de politique extérieure, le ministre responsable est en étroite collaboration avec le président du Conseil. Les ministres de l'instruction publique, des finances, de l'agriculture sont également compétents, dans leurs domaines respectifs, pour orienter l'activité du Bureau de presse.

Le Bureau de presse a ses sections dans neuf banovinas, unités administratives, qui déploient un travail concentré à l'instar de celui du centre. A l'étranger, les attachés de presse, subordonnés au président du Conseil et mis à la disposition des chefs de missions diplomatiques, sont pratiquement représentants du Bureau de presse, envers lequel ils conservent le rôle de correspondants diplomatico-journalistiques.

Le Bureau central de presse publie des bulletins culturels, économiques et informatifs en langue française et serbo-croate, des brochures et des ouvrages documentaires sur la Yougoslavie. Il fait paraître, en feuilles polycopiées, les bulletins de la presse étrangère et nationale, contenant des articles relatifs à la politique extérieure et intérieure du pays et aux questions d'une portée mondiale.

Toute la propagande par image, film et radio est aussi dans la compétence du Bureau de presse. Il a à sa disposition une station d'émission de T.S.F., Belgrade 2, dont les speakers et conférenciers parlent aussi bien en français, anglais, allemand et italien qu'en serbo-croate. De temps en temps on organise des transmissions pour les nombreux émigrés Yougoslaves en Amérique.

Dans son activité le Bureau de presse se sert largement de l'agence d'information Avala. C'est une entreprise privée mais subsidee par l'Etat, ce qui la transforme en un organisme technique du Bureau de presse. L'agence Avala est en rapport avec les grandes agences mondiales et dispose d'un service bien organisé dans le pays et à l'étranger. L'agence rédige quotidiennement, en français, un bulletin renfermant la revue de la presse nationale et toutes les nouvelles qui, provenant du pays et de l'étranger, se rapportent à la Yougoslavie. Ce bulletin est adressé à toutes

les légations de Yougoslavie ainsi qu'aux institutions et personnalités à l'étranger qui portent intérêt à la Yougoslavie.

Outre ses fonctions normales, le Bureau central de presse s'est vu attribuer une tâche délicate. Par une circulaire, le ministre de la justice a invité les tribunaux (procureurs de l'Etat) chargés de l'application de la loi sur la presse, de consulter le Bureau de presse et d'admettre ses opinions comme obligatoires. La loi ne prévoit pas la censure, mais elle provient de ces « consultations ».

Pratiquement, toutes les épreuves des journaux, avant d'être mises en pages, sont portées au Bureau central où le service de censure est organisé en permanence. Le procureur de l'Etat dans un tribunal compétent, n'a qu'à vérifier si les articles imprimés sont nantis d'un paraphe du Bureau de presse, et si les passages rayés sont entièrement écartés.

Bulgarie : LA DIRECTION DE LA PRESSE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Le bureau de presse du ministère des affaires étrangères fut réorganisé en 1936 et prit le nom de direction de la presse, qui se trouve sur le pied d'égalité avec les autres directions ministérielles (directions politique, consulaire, des cultes, etc.). A la tête de la direction de la presse était jusqu'en 1938 un ministre plénipotentiaire, cette pratique étant temporairement abandonnée.

La direction se divise en trois sections :

1° La section d'information et de documentation;

2° La section de la presse étrangère;

3° L'agence télégraphique bulgare.

La première section est à la disposition des journalistes nationaux et étrangers et fournit tous les renseignements au sujet de la politique, de l'économie et de la vie publique en Bulgarie. La seconde section suit la presse étrangère et en publie une revue quotidienne. L'agence télégraphique

bulgare est en rapport avec les grandes agences d'information dans l'Europe avec lesquelles elle échange des télégrammes; elle fournit aux journaux bulgares des nouvelles de l'étranger.

Il convient d'ajouter que la direction de la presse du Ministère des Affaires étrangères n'a rien à voir avec le Service temporaire des œuvres imprimées qui, institué auprès du Conseil des ministres, exerce la censure.

LE FONCTIONNEMENT ET L'ACTIVITÉ PUBLICITAIRE
DES BUREAUX GOUVERNEMENTAUX DE PRESSE
DANS LES AUTRES PAYS

Les bureaux de presse de tous les pays ne fonctionnent pas comme les autres institutions d'Etat. Une des caractéristiques de leur vie « privée » est, dans la plupart des cas, une permanence du travail. Même en présence des circonstances les plus normales, le bureau assure un service réduit de nuit et des jours fériés. Pendant la semaine ou même pendant la journée, les équipes se relayent, tant le personnel dirigeant (directeurs, rédacteurs, censeurs) et collaborateurs (reporters, sténographes, dactylographes) que le personnel technique (ronéographistes, distributeurs). Les chefs de bureau peuvent être atteints aussi à leur domicile particulier.

Les premiers renseignements sur les bureaux gouvernementaux de presse nous ont été fournis par la section d'information de la Société des Nations, qui, donnant suite à une résolution de II^e Conférence des bureaux de presse, tenue à Madrid en 1933, a adressé à un grand nombre de pays un questionnaire sommaire. Une brochure, parue en 1935, contient les adresses, l'horaire du travail, les titres des publications officielles, l'indication des postes des attachés de presse à l'étranger et incidemment quelques autres détails précieux. Certes, il y aura des pays où les services gouvernementaux de presse se sont élargis au cours des quatre ans écoulés ainsi que dans les pays pour lesquels

nous avons disposé de plus de documentation. La brochure de la section d'information est destinée à informer surtout les journalistes qui entendent visiter un pays étranger et qui ne peuvent se passer de l'aide des services gouvernementaux qui leur assurent, outre la documentation pour les articles, les facilités d'accès et de voyage : les journalistes dûment accrédités, qui s'adressent aux bureaux de presse, reçoivent des billets sur les chemins de fer d'Etat avec une réduction ou même gratuitement; d'autres privilèges sont aussi mentionnés particulièrement.

Les bureaux gouvernementaux de presse éditent des bulletins et des publications diverses.

Argentine

L'Officina de prensa de la Presidencia de la Nacion publie des *memoranda* et bulletins spéciaux qui sont distribués aux principaux journaux du pays. Depuis 1935, il participe à la préparation de l'*Anuario de la prensa argentina*.

Australie

Le Publicity Officer auprès du Prime Minister's Department à Canberra dispose, pour l'Europe, d'un intelligence officer à Londres, chargé de fournir des informations à la presse.

Belgique

Le service de presse du Ministère des Affaires étrangères fournit aux journalistes les renseignements ou documents qu'ils demandent. Il les met en rapport avec les hommes politiques qu'ils désirent interviewer; en cas de solennités et fêtes, il les met en rapport avec les dirigeants de la

Maison de la Presse, qui ont la charge de délivrer les invitations et les coupe-file.

Bolivie

Le bureau de presse du Ministère des Affaires étrangères expédie à l'étranger toutes les publications officielles de Bolivie, reçoit des échanges de la presse et envoie des journaux à ceux qui les sollicitent. Il envoie aux légations de Bolivie des informations câblées journalières. Le bureau organise des émissions radiotélégraphiques, le premier de ces services étant destiné à l'Amérique, le second à l'Europe.

Canada

Le Canadian Official News Bureau envoie ses bulletins ronéographiés à un grand nombre de correspondants (journaux quotidiens, hebdomadaires ou mensuels, financiers, commerciaux; journalistes ou agences d'information, certains éditeurs, universités, etc.), tant dans le Royaume-Uni que sur le continent européen. Chaque semaine paraissent *General News Bulletin*, *Canadian Natural Resources and Industrial Notes*; et chaque quinzaine : *Canadian Official Mining News Letters*.

Danemark

Le bureau de presse du Ministère des Affaires étrangères publie des trimestriels : *Revue commerciale danoise*, *Re vista commercial Danesa*, *Danische Handels-Rundschau*; mensuel : *Danish Foreign Office Journal*; annuaire : *Danemark*. Il assure également un service de renseignements auprès des légations danoises et envoie éventuellement des

attachés de presse auprès des délégations danoises aux conférences internationales.

Estonie

Le bureau de presse du Ministère des Affaires étrangères tient à la disposition de tous les intéressés une documentation variée sur l'Estonie, dans les domaines politique, économique et culturel. Les légations d'Estonie à l'étranger fournissent, à la demande des intéressés, toute documentation sur l'Estonie.

Finlande

Le bureau de presse du Ministère des Affaires étrangères assure un service de renseignements auprès des légations de Finlande : le premier secrétaire de légation est, dans les principales capitales, chargé des affaires de presse.

Grèce

La direction de la presse du Ministère des Affaires étrangères entretient des attachés de presse dans les grandes capitales. Elle publie *Epitheorissis Xenou Typon* (Revue de la presse étrangère), hebdomadaire, et assure un service de renseignements à toutes les légations grecques et à toutes les délégations helléniques aux conférences internationales.

Guatémala

Le bureau de presse du Ministère des Affaires étrangères publie un bulletin mensuel signalant tous les actes et décrets gouvernementaux importants et le fait parvenir aux

légations et consulats du Guatemala, ainsi qu'aux agences d'information et aux journaux qui s'intéressent aux sujets hispano-américains.

Hongrie

Le bureau de presse du Ministère des Affaires étrangères n'édite pas de publications officielles, deux périodiques de caractère privé s'occupant de questions de politique étrangère et d'économie publique. Le bureau se tient à la disposition des représentants de la presse étrangère à Budapest, pour leur information; il assure un service de renseignements auprès des missions diplomatiques.

Irlande

Le Bureau gouvernemental d'information attaché au Département du président du Conseil exécutif (à Dublin) a été créé en février 1934, pour fournir à la presse tant nationale qu'étrangère, des informations sur les travaux des départements d'Etat et pour rectifier des nouvelles de presse erronées de nature à nuire aux intérêts de l'Etat ou aux relations du Saorstat Eireann avec d'autres pays. Le Bureau travaille en collaboration avec le Département des affaires étrangères.

Japon

Le Bureau d'information du ministère des affaires étrangères se compose de trois sections : la première est chargée des affaires relatives à la presse; la seconde des autres affaires relatives aux informations; la troisième des affaires général du Bureau. Le chef du Bureau donne audience aux journalistes japonais deux fois par jour et aux journalistes étrangers trois fois par semaine aux jours fixés.

Comme publications du Bureau de presse figurent : *Koku-sai Jijyo* (Information sur la situation internationale), trois éditions par mois et *Shukan Jiho* (Dernières nouvelles de la semaine), hebdomadaire. De plus, ce service recueille et distribue en tout temps divers matériaux.

Mexique

Le Bureau de presse de la Présidence de la République doit être distingué du Service de publicité du Secrétariat des affaires étrangères. Les informations à la presse nationale et étrangère se font journallement par le secrétaire de la Présidence, qui est en même temps le directeur du Bureau de presse. A la demande des reporters, le président de la République répond directement aux questions qui lui sont adressées. Le Service de publicité fait paraître tous les vendredis : en espagnol, *Noticiero Semanal*; en anglais, *Weekly News Sheet*, et le *Bulletin d'Information*. Il édite, en outre, le *Bulletin officiel du Secrétariat des Affaires étrangères*, le *Bulletin commercial*, *Monographies bibliographiques mexicaines*, *Annuaire bibliographique mexicain*. Le Service publie également des imprimés d'actualité, d'accord avec le programme du Secrétariat des affaires étrangères. Le Service de publicité envoie aux Services diplomatiques et consulaires à l'extérieur toutes sortes d'informations, soit par câbles, soit par des bulletins quotidiens ou hebdomadaires.

Norvège

Le Bureau de presse du ministère des affaires étrangères publie un bimensuel : *Norges Utenrikshandel* (Commerce extérieur de Norvège) et deux annuaires : *La Norvège* et *Norsk Exporthaandbok* (Guide pour les exportateurs). Le mensuel *Norwegian Trade Review* est publié par le Bureau de presse et les associations des armateurs, des

industriels, des commerçants et l'Office national du Tourisme.

Pays-Bas

Le Bureau de presse gouvernemental, ressortissant administrativement au ministère des affaires étrangères, a été fondé le 1^{er} janvier 1934. Outre le Service de renseignements auprès des légations néerlandaises, le Bureau distribue des communiqués.

Pologne

La Section de presse du ministère des affaires étrangères dispose des attachés de presse, ou des fonctionnaires préposés aux questions de presse auprès de tous les postes diplomatiques et consulaires polonais à l'étranger. Elle publie : *Informations économiques et financières* (deux fois par semaine, en français, anglais, allemand, espagnol); *Bulletin d'informations* : Arts et Lettres, Sciences, Tourisme, Vie aérienne, Production cinématographique, Sport, etc... (bi-mensuel, en français et allemand).

Portugal

Le Secrétariat de la propagande nationale est attaché à la Présidence du Conseil. Auprès de la légation du Portugal à Paris il y a un représentant chargé des affaires de presse. Le Secrétariat est en mesure d'accorder aux journalistes les renseignements et facilités dont ils auraient besoin.

Roumanie

La Direction de la presse du ministère des affaires étrangères publie un Bulletin quotidien de presse en langue

roumaine, différents brochures et ouvrages documentaires sur la Roumanie. Elles est à même de fournir aux intéressés ses publications ainsi que toutes publications des autres départements ou tous renseignements concernant la Roumanie. Il y a des attachés de presse dans les grandes capitales européennes.

Suède

Le Bureau de presse du ministère des affaires étrangères publie : *Sweden Year Book* (annuaire) et contribue à la publication de : *Revue économique de Suède*, *Swedish Economic Review*, *Schwedische Wirtschaftliche Rundschau*, *Revista Econômica de Suecia*. Il y a des attachés de presse à Berlin, Helsinki, Londres, Moscou, Paris.

Suisse

Le Service de presse de la Fédération Helvétique est exclusivement chargé de l'information générale de l'administration fédérale. Sa tâche consiste donc essentiellement à suivre dans la presse suisse et étrangère les événements intérieurs et extérieurs d'ordre politique, économique, financier, social et culturel et de les signaler aux différents départements par la remise des coupures de journaux. Les rapports avec les agences télégraphiques, les rédactions et le monde des journalistes ne rentrent pas dans les attributions du Service de presse, mais dans celles de la section politique de la Division des affaires étrangères. Il n'est pas publié de bulletin de presse, de même que le Département politique n'entretient pas d'attachés de presse auprès des légations à l'étranger.

Turquie

La Direction générale de la presse au ministère de l'intérieur publie *Ayin Tarihi* (mensuel, en turc), *La Turquie*

Kémaliste (tous les deux mois, en français), *Bulletin politique hebdomadaire* (en turc), *Bulletin* (Service quotidien d'articles et renseignements, en turc).

B) LES BUREAUX A L'ETRANGER LES ATTACHÉS DE PRESSE

L'institution d'attachés de presse s'est également développée au lendemain de la guerre, comme effet de la création des bureaux de presse eux-mêmes. Mais l'attaché de presse est devenu un agent indispensable dans la diplomatie tout récemment : au cours des trois ou quatre dernières années, le nombre des attachés de presse a presque doublé. C'est seulement en 1937, par exemple, que l'Italie a envoyé quatorze attachés de presse près ses ambassades et légations à l'étranger.

Jusqu'à cette nouvelle époque l'attaché de presse était un fonctionnaire secondaire. Les auteurs de traités diplomatiques n'en parlaient guère.

M. Raoul Genet (23) mentionne en passant que les missions diplomatiques connaissent de nos jours (1931) d'autres adjonctions. Des personnalités appartenant aux milieux financiers, commerciaux, agricoles, des attachés de presse, ont pu être ainsi délégués auprès de missions accréditées dans les pays démocratiques dans le but de se livrer, soit à des études particulières touchant la vie, les besoins, les procédés financiers, commerciaux, agricoles de ces nations, soit encore de ménager à leurs pays d'origine, par un contact plus étroit et plus direct avec la presse locale, des courants de sympathies artificiels pouvant agir et influencer, dans un certain sens et à des périodes déterminées du rythme vital international, sur les problèmes de la politique et de l'économie.

Puis, M. Genet insiste : « Il va sans dire que ces « délégués-experts » et ces attachés de presse ne présentent au-

(23) *Op. cit.*, p. 349.

cunement un caractère diplomatique et que ce n'est que par une tolérance, dont l'élasticité menace de rompre, que ces individualités ont pu s'intégrer dans le cadre de la mission ». Du reste, il n'en a fait mention que « pour ne pas être argué d'ignorance ».

Les attachés commerciaux ont, dans leur domaine respectif, des attributions analogues à celles des attachés militaires, navals, aéronautiques. Ces attachés tenaient un rang plus élevé que les attachés de presse. Cependant, tous ces attachés bénéficiaient des immunités et des privilèges qui s'attachent à la qualité diplomatique au même titre que les membres de la mission.

Les partisans de la diplomatie traditionnelle y voient une extension dangereuse.

M. de Szilassi (24) parlait des attachés militaires, mais son raisonnement peut être aujourd'hui appliqué aux attachés de presse. « Quel que soit le grade militaire de l'attaché, il demeure soumis, hiérarchiquement, à l'agent diplomatique chef de la mission dont il fait partie. C'est le principe. Pratiquement, il est loin d'en être ainsi, les attachés de presse. « Quel que soit le grade militaire de l'attachés respectifs... D'où un travail concurrent et parallèle à celui de la mission dans bien des cas. »

Avant d'être juxtaposé à l'agent diplomatique, comme il l'est dans les services des pays totalitaires, l'attaché de presse, dans la mesure où son importance augmentait, aurait dû être à la pleine disposition du chef de la mission pour faciliter son travail.

Sur les qualités d'un attaché de presse, M. Butter (25) se prononce sans hésitation. C'est un journaliste qu'un « flair » de bon reporter met en relations avec les gens appartenant aux milieux les plus divers, milieux où le diplomate lui-même ne saurait pénétrer, et qui sait attirer à temps l'attention de son chef sur les événements immi-

(24) DE SZILASSI : *Traité pratique de diplomatie moderne*, pp. 201, 202.

(25) *Op. cit.*, pp. 120 et s.

nents qui « projettent en avant d'eux des ombres caractéristiques ».

L'ambassadeur ou ministre n'a qu'à utiliser ces capacités d'un bon attaché de presse, comme le ferait un rédacteur en chef. L'attaché de presse est à même de signaler à son chef des choses qui lui permettront de mettre dans ses rapports politiques au ministère plus que ne donnent les journaux. Si l'on admet que le service diplomatique ne peut réussir qu'en disposant d'informations parfaites, rapides et complètes, il est évident qu'un bon attaché de presse est l'un des collaborateurs les plus importants d'une ambassade ou légation.

Pour un attaché de presse M. Butter exige, en outre, une parfaite connaissance du milieu, de sa vie politique, économique et culturelle, qui lui permettra de nouer de nombreuses relations, d'où il tirera un double avantage : 1° celui de pouvoir donner de bonnes informations sur l'évolution de l'opinion publique touchant les diverses questions; 2° celui de reprendre sous la forme la plus appropriée des informations relatives à sa patrie ou émanant de sa patrie.

Ces tâches sont identiques avec celles d'un agent diplomatique. La distinction porte sur ce que l'attaché de presse s'adresse plus particulièrement au monde des journaux et des journalistes qui sont, à leur tour, intermédiaires entre les gouvernants et les milieux politiques, d'une part, et la masse du public, d'autre part.

L'auteur précité fait remarquer que, pour un diplomate, on réclame aujourd'hui, outre les connaissances juridiques, une large culture générale. Ces exigences montrent que l'homme politique et le diplomate moderne se voient demander sensiblement les mêmes choses qu'un journaliste moderne; ce qui ne veut pas dire, naturellement, que la meilleure préparation à la carrière diplomatique soit le métier de journaliste. Mais la politique a un lien si étroit avec le journalisme que les exigences sont presque les mêmes pour réussir dans l'une comme dans l'autre, et, en pratique on assiste souvent au passage de l'une de ces catégories

dans l'autre, et parfois même à l'exercice des deux à la fois.

M. Butter est d'avis qu'un stage sérieux dans le journalisme (qui s'effectue aussi dans le bureau de presse) peut être un bon moyen de former un nouveau type de fonctionnaire, rapproché du public et affranchi de la routine administrative.

L'expérience avec des journalistes émérites dans les postes d'attachés de presse a réussi sans contestation, qu'il s'agisse des pays démocratiques ou des pays totalitaires. Ces derniers ont attribué à ce poste une importance de premier ordre. Selon la conception italienne, des fonctionnaires spécialisés, dépendant du ministère de la culture populaire (lire ministère pour la presse et la propagande), doivent, à l'instar des autres attachés techniques, prendre contact d'une façon plus utile, avec le monde journalistique des pays près lesquels ils sont accrédités.

« Leurs fonctions — comme l'a dit le comte Ciano (26) — ne devront pas se borner uniquement à compiler des revues de presse. Elles seront d'un ordre beaucoup plus vaste. Ayant pour tâche de suivre journellement ce qui se publie dans la presse, il leur appartiendra d'exercer une saine propagande et de mettre objectivement en lumière tout ce qui, dans notre vie publique, dans notre activité créatrice et dans notre mouvement spirituel, culturel et scientifique, mérite d'être connu à l'étranger. L'attaché de presse sera pour ainsi dire dans le monde le messager de la pensée, de l'art et de la culture de l'Italie; il les fera revivre dans la grandeur de leurs traditions millénaires et dans la réalité vivante et agissante de notre époque. »

Ce qui est certain pour tous les autres pays, abstraction faite de quelques-uns, c'est que l'attaché de presse est réhabilité : sa fonction n'est plus secondaire, mais mise au premier rang. L'attaché de presse n'est plus borné à feuilleter des journaux et à livrer des communiqués officiels, mais il a pour rôle d'entretenir un rapport constant

(26) Discours précité.

avec l'opinion publique du pays où il est envoyé, de saisir tous les courants de cette opinion, tous les changements qui se projettent, et d'en informer immédiatement le chef de la mission diplomatique de même que de tenir un contact quotidien avec le bureau de presse dans son pays et par là avec le gouvernement, d'être, dans cette dernière tâche, dans la position d'un correspondant journalistique à l'étranger.

Ce ne sont pas seulement des pays totalitaires qui ont doté l'attaché de presse d'une mission délicate, en même temps qu'ils ont créé la doctrine de propagande. Une foule de petits pays, qui n'ont pas l'ambition de déployer une propagande offensive, ont conçu la nécessité d'avoir des ausculteurs de presse à l'étranger et d'être par eux informés le plus rapidement sur la politique mondiale qui évolue au rythme accéléré, sur les événements qui changent la carte européenne. Dans la nouvelle époque, où la crainte de guerre a remplacé les garanties de droit international, le besoin d'être informé à temps, à l'heure s'est avéré aussi indispensable que celui de la défense nationale. Les petits pays qui sont souvent l'objet de négociations de grandes puissances, ou même victimes de la force brutale, se voient obligés de suivre, parfois avec angoisse, toutes les manifestations qui se succèdent à l'étranger.

Dans les grandes capitales, les attachés de presse font preuve d'une activité considérable. Des rapports écrits, des télégrammes, des communications téléphoniques avec le bureau de presse du gouvernement, et même les articles pour la presse gouvernementale, incombent à l'attaché de presse aidé par un personnel restreint, composé le plus souvent d'un adjoint et d'une dactylographe.

Le gouvernement entend être immédiatement informé par son attaché de presse de tous les courants d'opinion qui se font jour dans les journaux d'une manière expresse ou déguisée, ainsi que dans les milieux politiques et intellectuels. La présence de l'attaché de presse, ses relations officielles et personnelles, sa compréhension de la vie publique, lui doivent permettre au plus vite une idée de toute mani-

festation qui a lieu isolément ou en continuité d'une chaîne qui doit avoir été suivie depuis longtemps. Lors des événements importants l'attaché de presse est plusieurs fois par jour en communication de fil avec les services gouvernementaux de son pays.

Il est évident que ces tâches ne peuvent être accomplies d'une façon satisfaisante si l'attaché de presse reste un esclave de son bureau, et qu'il soit enfermé et borné à des démarches par téléphone. Quelques Etats qui n'entrent pas dans le premier plan de la hiérarchie internationale, furent, cependant, les premiers qui s'en sont rendu compte, et ils ont organisé de véritables bureaux de presse à l'étranger, comprenant un personnel suffisant suivant l'importance de la capitale en question.

Bien que l'attaché de presse soit réhabilité et son poste reconnu indispensable, le statut en est resté dans la plupart des pays, indéfini et improvisé. On ne peut guère trouver de dispositions légales qui concernent la situation des attachés de presse. Les traits principaux sont indiqués par des circulaires confidentielles. Exception faite des pays totalitaires qui accordent à l'attaché de presse un grade honorable, ce personnage continue à être dans une certaine infériorité par rapport au personnel d'ambassade ou de légation. Les diplomates ont la méfiance des envoyés extra-diplomatiques et se montrent hostiles lorsqu'il s'agit d'une extension des privilèges diplomatiques. Là où l'attaché de presse les a obtenus, on prétend que ce fonctionnaire qui « fait des coupures » n'en a pas besoin.

Nous pensons, au contraire, que l'attaché de presse, dont le travail n'est point sédentaire, doit être doté d'une autorité suffisante et de tous les privilèges pouvant lui faciliter l'accomplissement de sa mission. Dans une grande capitale, où les journaux tirent à des millions d'exemplaires, il est quelquefois plus difficile d'être reçu par un directeur de grand quotidien que par un sous-secrétaire d'Etat. Un attaché de presse aux moyens modestes sera perdu parmi des centaines de journalistes étrangers et obligé d'attendre les dernières éditions de presse, sans pouvoir vérifier l'authen-

ticité des articles, écrits le plus souvent avec parti pris. Non seulement il ne faut pas restreindre les privilèges et les moyens matériels qui sont à la disposition de l'attaché de presse, mais il faut les compléter lorsqu'ils sont défaillants.

En résumé, l'attaché de presse est un diplomate qui, ayant été recruté parmi les journalistes instruits ou les étudiants en journalisme, a fait un stage dans les services gouvernementaux de presse dans le pays ou à l'étranger.

Dans la procédure diplomatique, un Etat est obligé de solliciter l'agrément de l'autre Etat pour son représentant diplomatique. Cette pratique était d'abord bornée au chef de mission, mais très vite elle fut élargie à l'attaché militaire.

Au cours des dernières années, la question s'est posée, à plusieurs reprises, de savoir si un gouvernement peut refuser d'agréer un attaché de presse dûment nommé par son gouvernement respectif, ou bien de le priver de son hospitalité.

En 1932, le gouvernement grec a prié le gouvernement yougoslave de retirer son attaché de presse d'Athènes. Le motif de cette démarche, qui a été exaucée, fut le suivant : l'attaché de presse yougoslave avait écrit dans un journal de son pays un article déplaisant au gouvernement grec qui a considéré que cet homme ne pouvait être utile à des rapports amicaux entre deux pays voisins.

Un an plus tard l'ex-Autriche a expulsé l'attaché de presse d'Allemagne, lui reprochant une attitude hostile et incorrecte envers le gouvernement fédéral. L'Allemagne a répondu par des représailles et l'attaché de presse autrichien fut expulsé de Berlin.

Dans les relations entre l'Italie et les Etats-Unis d'Amérique on remarque un petit détail qui se rapporte à notre sujet. Le Président Roosevelt n'a pas voulu admettre un attaché officiel de presse à la Maison Blanche. C'est pourquoi l'Italie s'est trouvée obligée d'attribuer à un des correspondants de journaux italiens la fonction d'observateur de la presse, sans qu'il fût nommé ni accrédité. La question de l'agrément se pose, comme on voit, accidentellement, soit

entre des pays qui ont des relations normales, soit entre les pays qui sont dans une période de tension politique et qui usent de représailles.

L'extension qui est survenue ces dernières années dans les fonctions des attachés de presse, l'importance qu'on attache à ce poste à cause de la nécessité d'informations rapides sur un pays ou de l'exercice de la propagande, peuvent donner à cette question un renouveau d'actualité. Sans aucun doute, l'obligation d'agrément ne fera qu'augmenter le prestige de l'attaché de presse et, dans un cadre nouveau, celui du journalisme.

LES ATTACHÉS DE PRESSE DES PAYS DÉMOCRATIQUES

La France est un des rares pays qui ne possèdent pas à l'étranger de représentants devant s'occuper des questions de presse. Cela ne veut pas dire que dans les ambassades et légations françaises ne figure pas le service de presse. L'information des journalistes et la lecture de journaux étrangers ont exigé une activité inséparable de la mission diplomatique. Ce service, exercé dans une forme réduite, est à la charge d'un fonctionnaire de l'ambassade, qui a déjà une occupation régulière.

Mal outillé, mal renseigné, ce service de presse s'est avéré en défaillance, et à plusieurs reprises des critiques se sont élevées contre cet état de choses. Un rapporteur à la Chambre des députés préconisait, en 1933, la spécialisation de tel ou tel agent dans les fonctions d'attaché de presse chargé des relations avec les journalistes. On a signalé à cette occasion que certains pays avaient même parfois nommé, à côté de leurs attachés de presse, des attachés « culturels », pour surveiller et faciliter les relations universitaires, artistiques, scientifiques ou littéraires. Et on a ajouté qu'une action réelle sur la presse dépend essentiellement de l'autorité personnelle de celui qui assume la charge de la rensei-

gner (27). Un attaché de presse, nanti régulièrement des renseignements nécessaires, serait en état d'éclairer la presse et l'opinion publique étrangère, et de prévenir ou combattre des campagnes tendancieuses.

Les Etats-Unis n'envoient pas d'attachés de presse spécialisés. Le service de presse est mis à la charge d'un secrétaire d'ambassade qui, avec le personnel subordonné, assure le dépouillement de la presse, et entretient des relations avec les journalistes. A l'ambassade de Paris, par exemple, le troisième secrétaire s'occupait de la presse. Dernièrement, ce rôle a été assumé par le premier secrétaire de l'ambassade, donc, un haut fonctionnaire diplomatique. On a voulu, sans doute, attribuer plus d'importance au service de presse, compte tenu surtout des événements politiques qui, se succédant dans un rythme cinématographique, étonnent les Américains eux-mêmes. D'ailleurs, la question se pose de savoir si le premier secrétaire, outre ses préoccupations ordinaires, aura du temps pour l'exercice des devoirs qui s'imposent à un attaché de presse spécialisé.

La Grande-Bretagne nomme des conseillers de presse dans les principales capitales étrangères. Grâce à l'intensification de l'activité du News Department auprès du Foreign Office, ils sont bien renseignés et peuvent agir utilement pour l'amélioration des relations culturelles entre leur pays et l'étranger. Comme dans le système américain, les attachés de presse du Royaume-Uni sont des diplomates de carrière.

LES ATTACHÉS DE PRESSE DES PAYS TOTALITAIRES

Allemagne. L'attaché de presse est soumis en même temps au Ministère de la propagande, au Ministère des Affaires étrangères et au représentant diplomatique. Au premier abord l'attaché de presse paraît un martyr qui doit satisfaire trois maîtres. En réalité, sa fonction et celles des deux

(27) Rapport de la Commission des finances, 1933, p. 504.

ministères et de la mission diplomatique ne sont point en discordance.

L'ingérence du Ministère de la propagande se sent dans tous les autres ministères qui ont leurs propres services de presse selon leurs besoins. Ces sections de presse servent de lien avec le centre de la propagande, la collaboration étant la plus étroite avec le Ministère des Affaires étrangères.

Le Ministère de la propagande, dans le budget duquel son inscrits les attachés de presse, peut s'adresser directement à eux pour tout ce qui dépasse l'information diplomatique courante. En ce qui concerne la politique extérieure c'est le ministre des affaires étrangères qui donne les directives. Ces directives sont communiquées régulièrement par les ambassades, mais, à la différence de l'autre personnel diplomatique, l'attaché de presse est aussi en contact direct avec la Wilhelmstrasse. Immédiatement subordonné à l'ambassadeur, l'attaché de presse se trouve à la disposition de la mission diplomatique. Dans les pays totalitaires est assurée l'unité d'instructions, et cette situation compliquée des attachés de presse ne comporte pas d'inconvénients.

L'attaché de presse est un diplomate de rang élevé. D'ordinaire, il est recruté parmi les journalistes expérimentés, ayant passé un certain stage aux services ministériels de presse. Ainsi se voient réunies toutes les exigences qu'on pose théoriquement pour le poste d'attaché de presse à l'étranger.

Ce fonctionnaire doit consacrer sa plus grande attention sur la presse du pays de sa mission. Pour être comprise par les autorités allemandes, la presse étrangère a dans l'attaché de presse son principal interprète. Chaque jour il prépare pour l'ambassade un rapport sur la presse. A Paris ce rapport contient normalement quinze à vingt pages dactylographiées. En outre, trois fois par semaine l'attaché de presse présente les rapports relatifs au mouvement de l'opinion écrite.

A lui incombe aussi la tâche de renseigner la presse. Il reçoit les correspondants des journaux allemands ainsi que les autres journalistes et met à leur disposition des communiqués, des démentis et la documentation dont ils ont besoin. Les rédactions et les journalistes peuvent également l'atteindre par téléphone. Les conférences et les publications concernant l'Allemagne n'échappent pas non plus à l'attention de l'attaché de presse; dans ce domaine il est bien le représentant du Ministère de la propagande.

Italie. Au mois de mai 1937, l'Italie a nommé ses premiers attachés de presse dans les grandes capitales. Jusque là c'étaient des diplomates qui s'occupaient superficiellement des affaires de presse. Le développement rapide des événements en Europe a incité le gouvernement fasciste à accorder la plus grande attention à toutes les oscillations de l'opinion publique dans le monde et à se faire informer instantanément.

En un court intervalle de temps furent nommés encore sept attachés de presse. Cette fois-ci ils étaient choisis par concours parmi les journalistes et écrivains. La première condition pour le nouveau poste était la qualité d'homme de plume. Actuellement l'Italie est représentée par ses attachés de presse à Paris, Londres, Berlin, Varsovie, Budapest, Belgrade, Athènes, Buenos-Aires, Rio-de-Janeiro, Berne, Burgos, Changhaï, Tokio. Ce n'est qu'à Berlin que se trouvent deux attachés de presse à la fois, l'un pour la presse plus spécialement, l'autre pour la propagande en général. Les attachés sont rangés en trois classes et l'on distingue le grade de conseiller comme le supérieur.

Les attachés de presse relèvent du Ministère de la culture populaire, mais sont mis au service de la mission diplomatique. Comme en Allemagne, on trouve la même coordination entre ledit ministère et celui des affaires étrangères, ce qui permet le contact direct de ces départements avec les attachés de presse à l'étranger.

Dans les capitales citées précédemment, la nomination d'un attaché de presse n'est pas conditionnée par l'agrè-

ment du gouvernement respectif. Cependant, cette tendance d'agréer l'attaché de presse n'est pas inconnue dans les relations diplomatiques. Washington, par exemple, ne se plaisait pas de voir entrer à la Maison Blanche un représentant officiel pour la presse. Comme l'Italie tenait à disposer d'un observateur à l'occasion des conférences de presse, ce rôle était confié à un des journalistes italiens sans qu'il fût officiellement nommé ni accrédité. Cet attaché de presse, car il l'est en réalité, ne figure donc pas dans le cadre des fonctionnaires d'Etat.

Le plus souvent, le rôle d'observateur est assumé par les correspondants de l'agence officielle Stefani, comme à Bucarest et auparavant à Belgrade et à Prague.

Les attachés de presse de même que les observateurs, envoient tous les jours, par téléphone ou par câble, la revue de la presse étrangère, qui est à Rome ronéographiée en bulletins. Ils informent d'une façon plus détaillée la mission diplomatique, et soumettent également des rapports spéciaux au ministère à Rome.

Outre un travail d'information, concernant le monde des journaux, l'Italie demande de ses attachés de presse à l'étranger une activité multiple dans les domaines spirituel, culturel, social, artistique et scientifique.

LE RECRUTEMENT DES ATTACHÉS DE PRESSE DANS LES PAYS BALKANIQUES

La *Yougoslavie* est un des pays qui possèdent un service de presse parfaitement organisé à l'étranger. Ses attachés de presse sont installés à Genève, Paris, Rome, Budapest, Varsovie, Tirana, Sofia, Athènes, Bucarest, Ankara, Berlin, Londres, Berne, et un observateur à Washington. Le bureau de presse à Paris, composé de six personnes, a une mission très importante. En outre, dans la capitale française se trouve un attaché culturel indépendant du Bureau de presse.

Les attachés de presse yougoslaves ne sont pas diplo-

mates bien qu'ils jouissent des privilèges accordés au corps diplomatique. Ainsi que le Bureau central de presse à Belgrade, ils sont soumis au président du Conseil, mais chargés de faciliter le travail de la légation.

Choisis parmi les journalistes de métier, les attachés de presse ont dû passer un certain stage dans les services de presse en Yougoslavie ou à l'étranger. Ils restent adhérents de l'Association des journalistes yougoslaves et ont le droit de collaborer aux journaux.

La *Bulgarie* choisit ses attachés de presse par voie de concours. La Direction de la presse du Ministère des affaires étrangères exige des candidats le diplôme d'études supérieures et des connaissances suffisantes dans les domaines suivants : langue française, histoire bulgare et histoire du journalisme, géographie bulgare et des pays balkaniques, histoire économique et structure économique des pays balkaniques. La plupart des candidats, qui se présentent au concours, sont de jeunes journalistes. Ceux qui sont admis entrent à la Direction de la presse pour se forger dans un stage minutieux.

L'attaché de presse bulgare est considéré comme journaliste; il peut faire partie de l'association professionnelle et écrire dans les journaux. Outre ses fonctions normales, il est en même temps attaché culturel et assume la propagande des beautés touristiques et des valeurs sociales et économiques de son pays.

On remarque que le service de presse ouvre parfois la porte à une carrière diplomatique brillante. C'est ainsi que M. Balabanov, ancien attaché de presse à Paris et directeur des services de presse du Ministère des affaires étrangères, est devenu ministre de Bulgarie d'abord à Prague et récemment à Paris.

TROISIÈME PARTIE

Les services de presse et les relations internationales

CHAPITRE V

LE SERVICE DE PRESSE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

LA COOPERATION INTERNATIONALE AU SEIN DE LA S. D. N.

Il paraît un peu audacieux de parler aujourd'hui de la Société des Nations, « mourant de Léman », sous quel aspect que ce soit. La défaillance de cette institution internationale a découragé ses fervents défenseurs. Pourtant, ils constatent avec amertume que la Société des Nations n'a pas réussi non parce que l'idée en était fausse, mais parce que cette idée n'était pas appliquée.

A l'époque de la création de la Société des Nations, on a proposé l'organisation des sanctions, alors que le Protocole de Genève, de 1924, prévoyait l'arbitrage obligatoire. Ces deux tentatives d'assurer une paix durable ont échoué, la première ayant provoqué la crainte de l'existence d'un super-Etat, la seconde du fait de l'avènement du cabinet conservateur de Grande-Bretagne, qui a lancé un adage mystique : L'Etat est honnête homme.

Dans le temps actuel, où la réalité brutale supprime tout le mysticisme et la croyance naïve au « bien qui l'emporte », il n'est pas dans notre dessein de défendre la Société des Nations telle qu'elle végète encore, et d'exprimer un vœu pour la résurrection des anciennes assemblées solennelles.

Nous considérons seulement que l'insuccès politique ne se traduit pas par une inopportunité complète de l'institution de Genève, qu'il ne faut pas mépriser son rôle extra-

politique. Il ne s'agit point d'un détournement, d'un repliement de son activité, d'un refuge de son influence.

Le Président Wilson n'a pas parlé après la conquête de l'Ethiopie et d'une partie de la Chine, l'annexion de l'Autriche, l'intervention en Espagne et l'occupation de la Tchécoslovaquie; c'est après la guerre mondiale qu'il a prononcé ces paroles :

« La Société des Nations, dans notre pensée, n'a pas seulement pour objectif d'assurer la paix de l'univers. Elle doit servir à la coopération internationale dans tous les domaines. »

La Société des Nations n'a pas assuré la paix de l'univers. Mais la Société des Nations a fidèlement servi à la coopération internationale dans les domaines économique, social, intellectuel. Ses publications relatives à toutes les manifestations de la vie publique, ses statistiques économiques, prises pour exemple, ont une importance mondiale indéniable. N'auraient-elles pas suffi, à elles seules, à justifier l'existence d'une telle institution internationale?

Pour agir en vue de la coopération internationale la Société des Nations reste toujours dotée des moyens suffisants, étant donné que la grande majorité des pays du monde entier continue à être des membres loyaux de la Société. Dans le bilan de son activité en 1937 on constate que le Pacte de la Société des Nations tel qu'il est, « enferme un minimum d'obligations sans lequel il ne saurait y avoir ni Société des Nations ni coopération internationale véritable ». Citons encore une phrase prophétique : « A l'heure où nous sommes, il faut bien se rendre compte que le monde doit choisir, non pas entre la Société des Nations et quelque autre système de relations internationales, mais entre la Société des Nations et une anarchie presque totale avec l'emploi de la force. »

C'est au monde de choisir.

A nous incombe la tâche d'examiner une partie de la coopération internationale, effectuée au sein de la Société des Nations, dans le domaine de la presse, plus particulièrement le service de presse de la Société des Nations

elle-même. Sur ce point, la Société des Nations prend l'aspect d'une grande puissance qui a l'intérêt de collaborer avec la presse et d'utiliser ce moyen efficace pour la propagation des idées.

Chose curieuse, la Société des Nations, dans ces rapports avec la presse, unit en partie les conceptions démocratiques idéales et les conceptions totalitaires réelles, les premières dans le sens de publicité entière de ces délibérations et de répartition de nouvelles, les secondes dans le sens d'appréciation du rôle de la presse et de développement de ses propres activités journalistiques.

Le service de presse de la Société des Nations a pris une importance considérable. C'est une des activités les plus marquantes que la Société des Nations ait déployées avant son déclin.

Les pays totalitaires (Allemagne et Italie), aussi hostilement disposés envers la Société des Nations, lui doivent bien l'organisation de leurs propres services de presse. Sans doute, la mesure principale, celle de main-mise de l'Etat sur la presse, n'a pas pu être empruntée de l'institution genevoise qui entretenait des rapports courtois avec la presse. Par contre, le système de communiqués, de dépouillement de la presse, de publications et d'attachés de presse à l'étranger est calqué sur celui de la Société des Nations avec, naturellement, des empreintes non démocratiques.

L'étude des services de presse de la Société des Nations s'impose également pour comprendre l'extension de l'activité des bureaux gouvernementaux de presse.

La Conférence des experts de presse, tenue à Genève en 1927, a eu une portée mondiale. A sa suite sont tenues deux conférences des bureaux gouvernementaux de presse, réunissant les représentants de quatre continents. Après ces conférences, la Société des Nations a publié les premiers renseignements sur les bureaux gouvernementaux de presse dans le monde entier.

Dans les conférences à Copenhague et Madrid on a parlé de l'entraide des bureaux gouvernementaux de presse

dans la suppression des fausses nouvelles. Depuis cette époque, le bureau gouvernemental est devenu un facteur international, représentant de l'Etat dans le domaine de la presse. Un an après la conférence de Madrid, nous trouvons la première « entente de presse » conclue entre les bureaux de presse d'Allemagne et de Pologne. Cette expérience fut suivie par d'autres ententes et des tentatives pour les réaliser.

Pour toutes ces raisons, il est impossible, en étudiant les services gouvernementaux de presse, de perdre de vue la Section d'information de la Société des Nations et les questions qui ont été soulevées, dans le domaine de presse, en rapport avec l'institution wilsonienne qui préconisait dès son fondement la coopération internationale.

LA SECTION D'INFORMATION DU SECRÉTARIAT DE LA S.D.N.
LA COLLABORATION AVEC LA PRESSE
LES PUBLICATIONS DE LA S.D.N.

La Société des Nations, pour assurer à sa mission pacifique une base solide, devait rompre avec les pratiques de la diplomatie secrète, et donner la plus large publicité à ses débats et à son action. Dans ce but, fut créée la Section d'information se présentant comme une partie organique de l'ensemble du Secrétariat. Sur le même plan hiérarchique que la Section de désarmement, la Section des mandats et d'autres, la nouvelle section n'était pas l'annexe d'un appareil administratif auquel, dans le fond, elle reste étrangère.

De même que les autres sections traitant des questions de minorités, de désarmement, etc., la Section d'information traite du problème de la publicité pour l'activité de la Société des Nations. En outre, elle suit aussi dans la mesure du possible, toutes les autres manifestations de la vie publique : par exemple l'activité des associations, l'œuvre des congrès, etc... Dans toutes les affaires qui intéressent la Société des Nations et l'opinion publique, la

Section d'information intervient au nom du Secrétariat, en étroite collaboration avec les autres sections dont elle suit régulièrement le travail. Si une réunion de la Société des Nations doit garder un caractère privé, un membre de la Section y assiste et maintient de son mieux la liaison avec l'extérieur. Si un organe de la Société des Nations a une session ailleurs qu'à Genève, un membre de la Section y prend généralement part.

La Section d'information est formée presque exclusivement de techniciens, c'est-à-dire de journalistes ayant appartenu à des journaux de presque tous les pays du monde. A côté du contact personnel des membres de la Section avec l'étranger, le Secrétariat de la Société des Nations a créé des sortes de « succursales » de la Section d'information : des bureaux de la Société des Nations, institué surtout pour les besoins des journalistes, notamment à Paris, Londres, Rome, Tokio et Berlin. En outre, un système spécial de liaison a été créé pour les pays de l'Amérique latine. Par l'envoi de fonctionnaires compétents, la Société des Nations établit aussi un service spécial de presse pour toutes les sessions du Conseil ou des commissions, tenues ailleurs qu'à Genève. Enfin, toutes les fois qu'il convient, des représentants de la Section d'information sont délégués auprès des réunions nationales ou internationales qui présentent de l'intérêt pour la Société des Nations.

Le travail de la Section d'information est permanent. Longtemps avant la réunion de l'Assemblée, du Conseil ou des Commissions, et immédiatement après que les gouvernements ont reçu des informations officielles, l'ordre du jour est communiqué à toute la presse. De plus, dans la plupart des cas, la Section rédige des notes spéciales destinées à la presse, exposant d'une manière objective les problèmes à discuter, leur histoire, leur état présent, etc...

Au début et au cours de chaque séance, les journalistes reçoivent la documentation nécessaire, et, une demi-heure après la séance, les procès-verbaux sténographiques *in extenso*. Pour les sessions du Conseil, outre le procès-

verbal sténographique qui est affiché dans la salle de la presse après chaque discours, on met à la disposition des journalistes un communiqué détaillé rendant compte de la délibération. Enfin, immédiatement avant la fin de chaque session de l'Assemblée et des autres réunions importantes, la Section d'information prépare un exposé d'ensemble sur les travaux accomplis.

Les journalistes assistent à toutes les délibérations de l'Assemblée et à la grande majorité des séances du Conseil. Quand le Conseil tient une séance privée, un communiqué officiel, publié aussitôt après la séance, indique les conclusions auxquelles il a abouti. De même, lorsqu'une commission, comme la Commission des mandats, ne tient pas une séance publique, le fonctionnaire de la Section d'information qui suit les travaux résume, au cours même de la séance les points essentiels, pour pouvoir faire immédiatement un communiqué à la presse.

En dehors des réunions, il y a une activité importante au sein du Secrétariat de la Société des Nations. Plusieurs fois par jour, dans les deux langues officielles de la Société des Nations, le français et l'anglais, la Section d'information publie un communiqué qui, brièvement, signale les faits importants en y ajoutant les éclaircissements nécessaires. Ce communiqué est affiché sur un tableau de la salle de la presse au Secrétariat, puis les messagers le portent au domicile des journalistes, résidant à Genève; il est en même temps envoyé par la poste aux offices étrangers intéressés.

À côté du communiqué, qui contient une énumération d'informations brutes, la Section d'information prépare la « note d'information » ou « l'article », c'est-à-dire un exposé des questions, mais conçu et présenté d'une manière moins officielle. Chaque réunion de conférence ou de commission, chaque session de l'Assemblée ou du Conseil est précédée de la publication d'un article explicatif et suivie d'un résumé des travaux accomplis. En outre, au début de chaque mois, une note donne le programme des quatre semaines à venir. A la fin de l'année, la Section

d'information distribue un exposé étendu sur l'ensemble de l'activité de la Société des Nations durant les douze mois écoulés.

La Section d'information veille également à ce que tous les documents importants qui arrivent au Secrétariat ou qui en partent soient portés à la connaissance de la presse.

L'une des tâches des membres de la Section d'information consiste à faciliter l'établissement des relations personnelles entre journalistes et délégués. En dehors des grandes réunions, ces relations personnelles jouent un rôle particulièrement important : les communiqués et les articles sont complétés et éclairés par des informations orales, ce qui est aussi une expression du principe de publicité. Lorsqu'aucun mur ne sépare le travail politique ou technique du travail d'information et que le sentiment de méfiance disparaît, les délégués et les journalistes s'entendent en collaborateurs. C'est une des grandes moralités qui ressort de l'activité de la Société des Nations.

Le journalisme mondial a montré une attention particulière aux réunions de Genève et à toute autre action de la Ligue. En 1928, une centaine d'organes (environ 80 journaux et une vingtaine d'agences de principaux pays) avaient leur représentant permanent à Genève. Les journalistes résidant à Genève en permanence et ceux qui venaient régulièrement pour les grandes sessions se sont groupés dès la première Assemblée, en une Association internationale. Même les journalistes ressortissants d'Etats qui n'étaient pas membre de la Société des Nations y ont été admis dès le premier jour, et ainsi l'Association a atteint « l'universalité » plus tôt que la Société des Nations. La signature du secrétaire général de la Société des Nations figure sur la carte de membre de l'Association, avec la recommandation aux autorités de tous les Etats appartenant à la Société des Nations d'accorder au porteur de cette carte toutes facilités. Dans le bâtiment de la Société des Nations les journalistes, si nombreux qu'ils soient, jouissent d'une répartition rapide des informations et de tous les moyens techniques qui facilitent leur travail. Le

Secrétariat de la Société des Nations accorde une attention spéciale à toutes les possibilités qu'offrent les accords internationaux et la bienveillance de l'administration suisse de rendre moins chères et plus rapides les transmissions télégraphiques et téléphoniques, etc...

Déjà pour la première Assemblée, en 1920, 187 organes de presse étaient représentés à Genève, dont 167 journaux et 20 agences d'information. Le maximum a été atteint en 1926, avec 333 journaux et 28 agences. Les chiffres ont fléchi en 1927 (289 journaux, 30 agences). La presse de 52 pays était représentée à Genève, à quoi il faut ajouter la presse juive, la presse russe à l'étranger et la presse géorgienne. On est porté à croire que ces statistiques appartiennent au passé, et que la presse s'intéresse infiniment moins aux réunions de Genève au cours de ces dernières années, ou du moins que les agences se sont substituées aux correspondants particuliers. Bien au contraire, le nombre d'envoyés de presse montre que, malgré la crise de la Société des Nations, l'intérêt des journaux continue à être dirigé vers Genève. Le nombre de journalistes lors de la seizième session de l'Assemblée en 1935 est voisin du maximum de 1926. La dix-neuvième session, tenue en 1938, en pleine crise du droit international, a quand même attiré environ 300 journalistes, dont une trentaine représentants des agences.

On peut en conclure que la presse, qu'on appelle « cinquième puissance », n'a pas abandonné la Société des Nations, et nous nous félicitons de constater ce fait. Et si l'on tient compte de l'extrême complexité du travail des représentants de la presse à Genève, il ne paraîtra peut-être pas exagéré de dire que la collaboration établie entre la Société des Nations et la presse n'a pas seulement contribué à créer un nouveau type de diplomate, mais aussi un nouveau type de journaliste.

Enfin, faut-il présenter la Société des Nations comme un grand éditeur publiant des journaux, des recueils, des revues, des annuaires, des bulletins et diverses autres publications. Cette activité journalistique, que la Société des

Nations déploie pour assurer la publicité de ses travaux, se manifeste par des publications destinées à la fois aux journalistes et à d'autres milieux. Parmi les publications périodiques, d'une part, et les livres et les brochures, d'autre part, les unes ont un caractère officiel et diplomatique, les autres un caractère d'information générale. Les premières sont l'expression directe du principe de publicité que les gouvernements ont voulu introduire, par opposition avec les pratiques de la diplomatie secrète. Elles s'adressent, par suite, non au grand public, mais aux gouvernements et aux administrations. Les autres sont destinés à renseigner l'opinion publique en général et à faciliter sa collaboration.

La plus importante des publications périodiques de la Société des Nations est le *Journal Officiel* qui, rédigé en français et en anglais, paraît chaque mois. Puis, il convient de citer le *Recueil des traités et engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations*; l'*Annuaire militaire*; le *Bulletin mensuel de statistiques*; le *Rapport épidémiologique*; le *Bulletin de renseignements sur l'œuvre des organisations internationales*; le *Bulletin de la Section d'information et de documentation*.

Une série d'autres publications se rapportant à une domaine spécial de l'activité de la Société des Nations est publiée par l'Institut international de coopération intellectuelle de Paris, qui relève de la Commission de coopération intellectuelle de la Société des Nations.

Pendant les sessions d'Assemblée, il existe deux publications quotidiennes qui, tout en étant encore destinées, en premier lieu, aux délégués et aux journalistes, s'adressent aussi au grand public. Ce sont, à proprement parler, des « journaux » de la Société des Nations. L'un est le *Journal de l'Assemblée*, qui publie les communications officielles, les comptes-rendus des séances; l'autre est *Les opinions de la presse*, reproduisant ce qu'on écrit dans le monde entier au sujet de l'activité de la Société des Nations.

De nombreuses publications et brochures, mensuelles, trimestrielles ou annuelles, présentent les travaux de tous

les domaines internationaux. (Voir *La presse et la Société des Nations*.) Enfin, viennent les brochures de la Section d'information consacrées à des questions particulières, comme, par exemple, le livre sus-mentionné. La plupart de ces brochures ne sont pas publiées seulement dans les langues officielles de la Société des Nations; certaines ont été traduites en dix-huit langues.

Comme les bureaux gouvernementaux de presse, le Secrétariat de la Société des Nations dispose de services spéciaux qui l'informent régulièrement des articles paraissant dans les journaux et les revues. La Section d'information rédige chaque jour un *Bulletin de presse* et reproduit des articles ou certains passages d'articles de journaux traitant de la Société des Nations. La lecture quotidienne de 200 journaux est à la base de ce bulletin qui est destiné seulement aux services intérieurs. Les coupures des journaux sont distribuées aux sections de Secrétariat qu'elles concernent particulièrement. En ce qui concerne les périodiques, la Bibliothèque de Secrétariat rédige un bulletin analogue, afin de signaler les articles consacrés à la Société des Nations par les revues les plus importantes du monde entier.

En résumé, la Société des Nations a fait un effort émouvant afin de créer une presse internationale, une opinion nouvelle, du moins, multinationale. Dans ce but elle était aidée par des journalistes libres du monde entier. L'expérience que la Société des Nations a acquise, a été exprimée par la Section d'information à propos de l'exposition internationale de la presse à Cologne, en 1928 :

« On ne peut rien donner à la presse sans recevoir d'elle quelque chose en échange. Les méthodes appliquées pour renseigner la presse sur la Société des Nations servent en même temps, dans bien des cas, à renseigner la Société des Nations sur la presse. *Le travail pour la presse n'est possible que si l'on connaît la nature de la presse.* »

Nous allons voir ce que la Société des Nations a entrepris pour bien connaître la nature de la presse.

LA CONFERENCE INTERNATIONALE DES EXPERTS DE PRESSE

La Conférence des experts de presse, organisée par la Société des Nations est, sans doute, un des exemples les plus marquants de la collaboration dans le domaine international. Comme tant d'autres formes de l'activité humaine, la presse est devenue un objet de travail de la Société des Nations; les problèmes de presse ont reçu la sanction internationale.

Le 16 septembre 1925, le représentant du Chili, M. Yanez, lui-même ancien journaliste, a pris l'initiative de la convocation d'un comité d'experts représentant la presse des différents continents. Dans le rapport qu'il présenta à ce sujet à l'Assemblée, M. Paul Hymans, représentant de la Belgique, déclara que la Société des Nations ne cherchait pas à organiser une presse officieuse ou à faire sa propagande. Etant donné que la presse, comme toute grande puissance est, à juste titre, jalouse de son indépendance, la Société des Nations « ne désire pas s'immiscer dans les affaires de la presse et n'interviendra que si son concours, de l'avis des journalistes eux-mêmes, est jugé utile et féconde ».

Le rapporteur a constaté que la Société des Nations pouvait, dans certains cas, contribuer très utilement à faciliter la collaboration des gouvernements et de la presse. Bien qu'étant une somme d'entreprises privées, la presse doit recourir fréquemment à divers services gouvernementaux. C'est ainsi que dépend, dans une large mesure, des gouvernements la transmission des informations par télégraphe, téléphone, par câbles, par radiotélégraphie; de même, dans chaque pays, la législation nationale régit toutes questions se rapportant soit au droit de reproduction, soit aux tarifs de transports, etc... Hymans a conclu en disant :

« Les journaux sont à la base de tous les jugements que l'opinion publique dans chaque pays porte sur les

autres nations du monde. C'est pour cette raison que la presse peut exercer une action considérable pour l'établissement de meilleures relations internationales et contribuer, plus efficacement qu'aucune autre institution, au désarmement moral, qui est la condition et l'accompagnement du désarmement matériel. »

L'Assemblée a adopté une résolution par laquelle le Conseil est invité à examiner l'opportunité de la convocation d'un Comité d'experts représentant la presse mondiale, afin de rechercher les moyens de concourir à l'organisation de la paix, notamment :

a) Par la transmission plus facile et moins coûteuse des nouvelles de presse, afin de diminuer les chances de malentendus entre les peuples;

b) Par la discussion de toutes les questions professionnelles dont la solution peut aider à l'apaisement de l'opinion publique.

Dès le 26 septembre 1925, le Conseil chargea le secrétaire général d'entreprendre, auprès des groupements de presse des différents pays, une enquête sur la question de savoir si, à leur avis, la réunion d'une conférence des experts de presse était opportune et quelles questions elle devait traiter. Le secrétaire général, au cours de l'hiver 1925-1926, consulta 381 groupements ou personnalités appartenant à une trentaine de pays différents. Les réponses étant affirmatives, le Conseil convia le secrétaire général à établir l'ordre du jour de la conférence, à l'aide de trois comités techniques.

Le rapporteur M. Vandervelde, représentant de la Belgique, a proposé les agences qu'il fallait inviter pour le premier comité. Le second comprenait des directeurs de seize bureaux de presse européens, alors que le troisième groupa des journalistes européens et extraeuropéens que l'exercice de leur profession oblige à se déplacer fréquemment ou à résider à l'étranger. Ces divers comités élaborèrent une série de recommandations, de vœux, de questionnaires que la Section d'information groupa dans un

ordre du jour qui fut approuvé par le Conseil dans sa session de mars 1927.

Les comités ont préconisé, entre autres, la création d'une organisation internationale de presse sur le modèle de l'Organisation internationale du Travail; la suppression de la censure en temps de paix et sa limitation en temps de guerre; la liberté des correspondants internationaux et l'égalité complète dans la répartition des informations officielles; la création, dans chaque pays, d'un comité de journalistes qui jugerait les fautes commises par les correspondants étrangers, avant toute mesure d'expulsion.

Les experts de presse eux-mêmes se sont rendu compte des difficultés de la réalisation de ces propositions, qui étaient dans une certaine mesure de nature platonique, et ont concentré leur attention sur les problèmes de l'amélioration des communications, des tarifs des communications, du droit de propriété des informations de presse. La Conférence à convoquer devrait également se cantonner sur le domaine technique.

Le travail préparatoire terminé, le Conseil décida de convoquer la Conférence des experts de presse, composés de directeurs d'agences, de journalistes et de chefs des bureaux gouvernementaux de presse. Pour assurer la représentation de tous les intérêts de la presse, on y ajouta les directeurs de journaux et les grandes associations internationales de presse. Les directeurs de bureaux gouvernementaux de presse dont la collaboration aux travaux préparatoires avait été si précieuse, mais qui ne peuvent être considérés comme appartenant à la presse, furent invités à la Conférence à titre consultatif. Leur présence était d'autant plus utile que l'application des résolutions de la Conférence, dans la mesure où elle nécessite une action gouvernementale, dépend pour une bonne part de leur collaboration.

La Conférence réunit, le 24 août 1927, cent dix-huit participants, dont soixante-trois experts, vingt assesseurs, trente-cinq conseillers techniques, appartenant à trente-huit pays différents d'Europe, d'Amérique, d'Asie et d'Austra-

lie. Les délibérations durèrent six jours, du 24 au 29 août 1927; elles eurent lieu dans la grande salle de la Réformation, où les journalistes ont pris les places des délégués dans l'Assemblée. La Conférence adopta dix résolutions concernant trois sphères principales : réunion, transmission et diffusion des nouvelles.

Le premier élément de cette chaîne consiste dans la résolution de la Conférence d'étendre la liberté du journalisme en vue de l'accomplissement de ses devoirs essentiels. Pour ce qui est des facilités matérielles, on a cherché à garantir le statut du journaliste en prévoyant la délivrance d'une carte d'identité internationale, à assurer à son titulaire un passage plus facile des frontières, à faciliter ses voyages grâce à des tarifs réduits dans les trains et sur les bateaux. En ce qui concerne sa formation professionnelle, on a cherché à lui donner accès à des cours spéciaux dans les universités, à créer des bourses, à organiser des voyages collectifs de journalistes.

En vue de la consolidation de la paix mondiale, on a émis le vœu que des études préliminaires soient entreprises dans le but d'organiser à Genève et auprès de la Société des Nations un institut, centre ou foyer international de la presse, où, pendant l'année puissent venir, à tour de rôle, des journalistes de tous pays, désireux de compléter leurs connaissances.

Une des résolutions parle de libre et prompt échange international d'informations. De ce point de vue, la Conférence estime que l'état de censure ne doit être établi que dans les circonstances exceptionnelles. Etant donné que, contrairement au principe de la liberté de la presse, la censure existe encore en temps de paix, la Conférence revendique des garanties minima.

Presque toutes les résolutions furent adoptées à l'unanimité. Cependant, celle qui se rapporte aux mesures répressives contre les journalistes étrangers à compté vingt-neuf voix pour, quinze contre et huit abstentions. Sur ce point la Conférence demande à la Société des Nations d'insister avec une grande force auprès des gouvernements

pour obtenir qu'une mesure d'expulsion ou de retrait d'autorisation de séjour pour raisons touchant à l'exercice de la profession ne soit jamais prise contre un journaliste sans que soit demandé l'avis d'un comité des journalistes devant lequel l'intéressé pourrait être entendu.

La Conférence recommande que toutes les nouvelles officielles soient communiquées à tous les journaux et agences d'information, nationales ou étrangères, sans qu'il y ait de préférence, que des tarifs, des facilités et des privilèges pour la transmission soient accordés à tous dans une mesure égale.

Le second élément dans la série des résolutions est constitué par les problèmes des communications; de nombreux moyens sont prévus en vue de faciliter et accélérer la communication des nouvelles.

Le troisième élément de la chaîne correspond aux moyens de protection des informations de presse. La Conférence ne désire pas établir un monopole en ce qui concerne les nouvelles, ou s'assurer une haute main préjudiciable sur les sources d'informations publiques, mais elle tient à protéger contre une concurrence déloyale les entreprises de presse qui, par leur initiative et leur organisation, mettent les nouvelles mondiales, au prix de beaucoup de temps et d'habileté technique, à la disposition des lecteurs.

Quant à la publication de nouvelles tendancieuses, la Conférence invite les journaux et les agences d'information de lutter contre ce mal qui « fait naître, parmi les nations, de fâcheux malentendus et des suspicions nuisibles à la paix internationale » ; et d'examiner la possibilité d'entreprendre une coopération internationale pour atteindre ce but qui est conforme à l'esprit de la Société des Nations.

Le quatrième élément est la distribution du produit fini. La Conférence a approuvé un rapport très clair, ainsi que des recommandations pour rendre l'expédition plus rapide.

Les résolutions sont précédées d'un préambule qui constitue une sorte de charte de la presse internationale.

« Les journalistes — dit-on dans ce préambule — doi-

vent avoir toutes facilités de résider, de voyager, de se procurer des informations, d'approfondir leurs connaissances professionnelles; les informations doivent être libres à leur source, transmises avec rapidité, protégées avant et après leur publication contre une appropriation déloyale et recevoir la plus large dissémination, afin que la presse, dont la mission est de renseigner, avec exactitude et conscience, l'opinion publique et de contribuer ainsi au maintien de la paix et au progrès de la civilisation, puisse accomplir plus efficacement encore sa haute et lourde tâche ».

Enfin, la Conférence a prié le Conseil de la Société des Nations d'examiner l'opportunité de convoquer une autre conférence, ainsi que de tenir périodiquement de telles conférences.

Conformément à la procédure de la Société des Nations, les résultats de la Conférence des experts de presse ont été examinés par le Conseil et l'Assemblée. Dans sa séance du 2 septembre, le Conseil a entendu un exposé de lord Burnham sur l'œuvre de la Conférence qu'il avait présidée. Après un échange de vues auquel ont pris part MM. de Brouckère (Belgique), Stresemann (Allemagne), Paul-Boncour (France), Urrutia (Colombie), Adatci (Japon), sir Austen Chamberlain (Grande-Bretagne) et Villegas (Chili), le Conseil a adopté le rapport de M. Vandervelde (Belgique) présenté par M. de Brouckère.

Le rapporteur distingue parmi les résolutions de la Conférence deux catégories. La première comprendrait toutes les résolutions qui ont trait aux tarifs, télégrammes chiffrés, amélioration des communications, expédition des journaux, cartes d'identité pour journalistes. Cette catégorie de résolutions, de l'avis de la Conférence elle-même, a encore besoin d'une étude approfondie. La Conférence a demandé au Conseil de vouloir bien les renvoyer à l'Organisation des communications et du transit de la Société des Nations, qui en poursuivrait l'étude en collaboration avec des représentants des groupements de presse intéressés. La seconde catégorie, qui comprendrait les résolutions

relatives à la protection des informations de presse, la plupart de celles sur les facilités professionnelles pour les journalistes, ainsi que celle relative à la censure en temps de paix, réclame une attention du Conseil auprès des différents gouvernements.

Le Conseil a chargé le secrétaire général d'inviter l'Organisation des communications et de transit à poursuivre l'étude technique de la première catégorie des résolutions; alors qu'il a renvoyé à sa session de décembre l'examen, en vue de la suite à y donner, des autres résolutions.

L'Assemblée, au cours de sa huitième session ordinaire, en septembre 1927, renvoya, suivant sa procédure ordinaire, l'affaire de la Conférence des experts de presse à sa Commission des affaires politiques (sixième commission). Après deux séances de cette commission, l'Assemblée a entendu un rapport de M. Brouckère et adopté une résolution, dans laquelle l'Assemblée constate le succès de la Conférence et fait confiance aux organisations techniques saisies par le Conseil, et « note avec satisfaction que le Conseil, considérant le vœu émis par la Conférence, s'est déclaré disposé en principe, si la nécessité s'en faisait sentir un jour et si le développement des problèmes techniques d'ordre international qui se posent à la presse le faisait paraître désirable aux intéressés eux-mêmes, à prêter le concours des organismes de la Société des Nations à l'étude de ces problèmes et à organiser à cet effet une consultation ou à convoquer une conférence ».

Dans sa session de décembre, le Conseil, ayant examiné le second groupe de résolutions de la Conférence, déclara tout d'abord qu'il y voyait une tentative conforme aux buts essentiels de la Société des Nations qui sont le maintien de la paix et le développement de la collaboration internationale et qu'à son avis, leur application permettrait, dans une large mesure, de diminuer les chances de malentendus entre les peuples. Le Conseil a adopté la résolution dans laquelle il attirait l'attention des gouvernements sur les problèmes de la presse et les invita à faire connaître au

Secrétaire général la suite qu'il estimait pouvoir donner aux réclamations de la Conférence.

De son côté, la Commission des communications et du transit de la Société des Nations, a entrepris diverses démarches pour la solution de problèmes techniques, d'ordre international, intéressant la presse.

A la suite de la Conférence des experts de presse, la Société des Nations a abordé, à plusieurs reprises, les questions relatives à la « cinquième puissance » représentée à Genève par la délégation la plus nombreuse, celle des journalistes. En exécution de la résolution adoptée par l'Assemblée le 24 septembre 1931, au sujet de la collaboration de la presse à l'organisation de la paix, le Conseil avait chargé le secrétaire général de procéder à une consultation des groupements de presse déjà approchés lors de la préparation de la Conférence de 1927, ainsi que les organisations de presse qui pourraient se considérer comme intéressées.

Cette consultation avait pour objet de recueillir une documentation, émanant de la presse elle-même, sur le problème délicat de la « diffusion des fausses nouvelles de nature à troubler le maintien de la paix et la bonne entente entre les peuples ». A cet effet, une lettre-circulaire fut envoyée dans soixante-quatre pays et atteignit directement plus de cent trente organisations de presse.

La réponse la plus intéressante fut celle de l'Association internationale des journalistes accrédités auprès de la Société des Nations. Selon cette réponse, le problème des fausses nouvelles n'est pas celui de la restriction, mais bien celui de la libération de la presse. Le problème se ramène à ceci: donner aux journaux l'indépendance financière en faisant payer au public, sous forme d'impôts, ce qu'il ne paie pas en achetant le journal, mais tout en évitant le risque de main-mise du gouvernement sur la presse. Il s'agit donc de réduire le coût de production pour le journal, au lieu d'augmenter le prix du numéro pour le lecteur. L'expérience indique qu'il existe plusieurs moyens grâce auxquels on peut ainsi transférer sans danger au

trésor public une partie de cette charge (tarifs réduits pour : les moyens de transmission, de transport des journalistes et des journaux; les droits de douane sur le papier de journal; l'énergie et la lumière électriques; les impôts directs, etc...).

La treizième session de l'Assemblée, tenue en octobre 1932, a consacré une longue discussion à la question de la collaboration de la presse à l'organisation de la paix. Le rapport de la sixième commission, présenté à cette occasion, a définitivement porté les problèmes de presse dans le plan international.

CHAPITRE VI

LES BUREAUX GOUVERNEMENTAUX DE PRESSE SUR LE PLAN INTERNATIONAL

LES CONFERENCES DES BUREAUX GOUVERNEMENTAUX DE PRESSE A COPENHAGUE ET A MADRID

La Conférence des experts de presse, bien que la plupart de ses vœux ne fussent exaucés, a suscité d'heureuses initiatives dans le domaine international. Une des plus intéressantes fut celle prise par l'Etat polonais. Ayant à régler d'importantes questions concernant à la fois la Tchécoslovaquie et la Pologne, le gouvernement de Varsovie a convié à en discuter, une conférence de presse. Les représentants des grands journaux des deux pays slaves se sont mis au travail dans la salle de conférences de la Banque de l'économie nationale et ont abordé l'étude des questions tarifaires, questions de transit et questions d'échange intellectuel (1).

Le premier contact des représentants de presse mondiale et de bureaux gouvernementaux de presse étant réalisé en 1927, à l'occasion de la Conférence des experts, il n'est resté qu'à utiliser des relations existantes. Et c'est au gouvernement danois que revient l'honneur de convocation de la première conférence des bureaux gouvernementaux et des représentants de la presse.

(1) Le cas est relaté par M. Dariac ; Documents parlementaires — Chambre, annexe N° 1.535, p. 508.

Dans les séances qui se sont tenues à Copenhague, du 11 au 14 janvier 1932, étaient représentés les pays suivants : Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Brésil, Chine, Cuba, Danemark, Espagne, Estonie, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Haïti, Hongrie, Islande, Italie, Lettonie, Lithuanie, Mexique, Nicaragua, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Dominicaine, Roumanie, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie, U.R.S.S., Yougoslavie. Les directeurs de bureaux ou hauts fonctionnaires diplomatiques sont venus au nom des services gouvernementaux de presse. Plusieurs pays ont envoyé des délégations composées de trois membres. Le Secrétariat de la Société des Nations, l'Association internationale des journalistes accrédités auprès de la Société des Nations, la Fédération internationale des journalistes, le Tribunal d'honneur international des journalistes, l'Union internationale des associations de presse, étaient également représentés, ainsi qu'un certain nombre d'agences de presse.

Dans sa séance d'ouverture, le 11 janvier, la Conférence, après avoir entendu un discours de M. Munch, ministre des affaires étrangères du Danemark, procéda à l'élection de son bureau. M. Poulsen, directeur du Bureau de presse danois, fut élu président.

En séance plénière, la Conférence a examiné, en premier lieu, la question des nouvelles inexactes sous tous leurs aspects. A la suite, ce problème fut soumis à l'étude de trois comités composés respectivement des directeurs des bureaux de presse, des représentants des agences d'information et des représentants de trois organisations internationales des journalistes participant à la Conférence, qui, en conclusion de leurs travaux, adoptèrent séparément leurs résolutions. En prenant connaissance de ces résolutions, la Conférence a constaté le parfait accord existant entre les représentants des bureaux gouvernementaux et les représentants de la presse.

Après avoir proclamé que la lutte contre la diffusion de nouvelles inexactes constitue une des nécessités de la vie

internationale, le Comité des directeurs des bureaux gouvernementaux a envisagé les moyens de poursuivre cette lutte. Un des moyens les plus efficaces de combattre les nouvelles inexactes est, de leur avis, de répandre, par l'intermédiaire des bureaux de presse, les nouvelles exactes avec rapidité et abondance. Dès que les nouvelles exactes font défaut, il est à craindre que la presse n'ait une tendance à s'informer à d'autres sources, moins bien renseignées, et à accepter sans contrôle des nouvelles souvent inexactes, parfois tendancieuses. Il semble donc inconteste que la liberté, la rapidité et l'abondance de l'information constituent l'un des remèdes les plus actifs contre les nouvelles inexactes.

Le Comité insiste sur la collaboration des bureaux gouvernementaux de presse. Lorsque des nouvelles inexactes sont répandues, les bureaux des pays intéressés doivent s'accorder réciproquement leurs bons offices pour assurer aux nouvelles exactes qui viennent rectifier ces informations imparfaites une circulation étendue et rapide par tous les moyens mis à leur disposition.

Le Comité des représentants de la presse est d'accord avec le premier comité sur la façon de neutraliser des nouvelles inexactes et de lutter contre leur diffusion. Les directeurs de bureaux gouvernementaux de presse sont priés de transmettre avec avis favorable, à leur gouvernements respectifs, les vœux des représentants de la presse tendant à ce que :

a) Une collaboration plus étroite soit établie entre les bureaux de presse gouvernementaux et les représentants accrédités de la presse internationale;

b) Lesdits représentants puissent notamment, à toute heure utile, trouver auprès des bureaux de presse gouvernementaux un accès facile et une information aussi large et aussi rapide que possible, et, qu'en conséquence, là où ce serait nécessaire, s'ensuive une organisation adéquate des bureaux de presse;

c) Les représentants accrédités soient traités sur un

pied d'égalité, tant pour la communication que pour la transmission télégraphique ou autre de leurs nouvelles;

d) Il soit donné suite à la résolution adoptée par la Conférence d'experts de presse de Genève (1927), concernant la censure en temps de paix.

Le Comité des organisations de journalistes estime que les mesures qui peuvent être prises pour éviter la diffusion des nouvelles inexactes ne doivent jamais constituer une atteinte à la liberté de la presse, mais que cette liberté a pour corollaire nécessaire la responsabilité des journalistes. Dans cet esprit, le Comité constate que les organisations internationales fédératives représentées à la Conférence se portent garantes de la volonté de leurs sections nationales de faire respecter par leurs membres le Code d'honneur du journalisme et, en cas d'infraction grave, d'exclure des coupables desdites associations et les priver momentanément de leur qualité de membres de ces groupements. Le Tribunal international d'honneur des journalistes, fondé par la Fédération internationale des journalistes et l'Association internationale des journalistes accrédités auprès de la Société des Nations, fut solennellement installé, le 12 octobre 1931, au Palais de la Paix à La Haye. Les principes et les méthodes de cette institution répondent parfaitement aux préoccupations de la Conférence.

A propos de la résolution du dernier comité, les délégués des agences américaines représentées à la Conférence, ont déclaré qu'ils n'aperçoivent l'utilité — pour autant qu'il s'agit d'eux — d'aucun organisme extralégal qui aurait à s'occuper de questions tombant déjà sous le coup de juridictions existantes. Les représentants des bureaux soviétique, américain et italien se sont abstenus d'exprimer un avis au sujet du Tribunal d'honneur et des sanctions exercées par les organisations nationales.

La Conférence de Copenhague traduit une continuité de vues par rapport aux travaux du comité préparatoire, constitué en 1926 par les directeurs de seize bureaux européens, et à la Conférence de Genève de 1927. Elle rappelle l'ensemble des résolutions votées par la Conférence des

experts de presse et attire l'attention sur les questions concernant la révision de la convention télégraphique internationale prévue pour l'automne 1932, ainsi que le transport des journaux et les cartes d'identité pour les journalistes (qui devraient recevoir les visas des directeurs de bureaux de presse).

Sur la collaboration des bureaux de presse, une résolution particulière fut votée. Selon ses termes, l'expérience a démontré l'utilité des relations établies entre les chefs des services de presse depuis les conférences de Genève de 1926 et 1927, et il est à espérer que des réunions soient convoquées périodiquement dans l'intérêt des bonnes relations internationales. Les chefs des bureaux gouvernementaux de presse considèrent qu'il serait désirable d'échanger entre eux, par la voie la plus directe, toute la documentation qui pourrait être utile à l'accomplissement de leur mission, principalement en matière journalistique.

La XIII^e Assemblée de la Société des Nations a exprimé l'espoir que des « propositions concrètes pourraient être formulées en vue de donner effet à certaines des principales recommandations présentées par les organisations de presse au cours d'une enquête sur la question de la diffusion de nouvelles inexactes de nature à troubler le maintien de la paix et la bonne entente entre les peuples ». Dès le mois d'octobre 1932, le gouvernement de la République espagnole a annoncé au Secrétariat de la Société des Nations son intention de convoquer une conférence des bureaux gouvernementaux de presse et des représentants de la presse. La XIV^e Assemblée de la Société des Nations a donné, le 9 octobre 1933, son approbation à cette initiative.

La II^e Conférence des bureaux gouvernementaux et des représentants de la presse s'est réunie à Madrid du 7 au 11 novembre 1933. Le nombre de participants était presque le même qu'à la Conférence de Copenhague. La procédure et l'ordre des résolutions furent également les mêmes.

Les délégués ont constaté que certains progrès avaient été réalisés dans le sens indiqué par la conférence précédente. La prise de contact entre directeurs de bureaux de

presse s'est avérée utile. On peut dire que, d'une manière générale, les services de presse des gouvernements se sont améliorés. Des bureaux de presse ont pu réorganiser leurs services afin que les journalistes puissent y recourir même à certaines heures de la nuit. Des services de presse auprès des délégations à des conférences internationales ont été institués.

Hantée par la crainte des fausses nouvelles, la Conférence préconisait l'institution d'un organe impartial d'étude composé d'experts indépendants et non officiels qui, avec une collaboration complète mais officieuse des bureaux gouvernementaux de presse, élaborera un rapport sur les moyens techniques et financiers de nature à réprimer la diffusion des fausses nouvelles (2). De même la Conférence a pris connaissance d'une proposition des journalistes australiens, qui tend à faire entreprendre une étude historique approfondie des effets que les informations de presse ont produits sur le sentiment national au cours des crises passées et de l'influence que semblent avoir exercée les informations sur le développement de ces crises.

La Conférence constatait que le droit de rectification sur le plan international et dans la presse doit constituer un des moyens les plus efficaces pour combattre les effets nuisibles des fausses nouvelles. Constatant que le vœu émis par la Conférence de Copenhague concernant la carte internationale des journalistes a été, pour une large part, réalisé d'une façon satisfaisante, la Conférence a exprimé son avis sur le travail professionnel des correspondants de journaux et des agences à l'étranger.

La II^e Conférence, qui s'est également déclarée pour la périodicité, a donné lieu à de nombreuses propositions intéressantes concernant le rôle de la presse dans les relations internationales.

(2) Les délégués de la Fédération internationale des journalistes ont fait des réserves sur la constitution de l'organe de presse.

LES ENTENTES DE PRESSE EFFECTUEES PAR LES BUREAUX GOUVERNEMENTAUX DE PRESSE

Déjà la Conférence des experts de presse de 1927 a vu dans les ententes régionales de presse une « garantie permanente d'apaisement, pouvant contribuer largement à la prévention de malentendus entre les peuples ». Les chefs des bureaux de presse des pays qui ont conclu des ententes régionales ou dont la presse a conclu de pareilles ententes, constataient, lors de la Conférence de Copenhague de 1932, que les relations établies entre ces bureaux ou entre les organisations de presse de ces pays avaient donné d'excellents résultats pratiques.

La même conférence a voulu trouver un modèle des accords régionaux de presse, qui serait applicable pour tous les pays qui désirent améliorer ses relations internationales. Cependant, un délégué a fait remarquer que les ententes régionales de presse ou de bureaux de presse ne sont, en règle générale, qu'un corollaire des ententes politiques entre différents pays. Elles visent des buts politiques et constituent dans plusieurs cas une discrimination envers la presse d'autres pays. Par conséquent, ces ententes régionales sont, selon ce délégué, incompatibles avec les principes mêmes dont devraient s'inspirer dans leur travail les bureaux gouvernementaux de presse.

En effet, on constate souvent que sans ententes de presse il ne saurait y avoir d'atmosphère favorable au développement de conversations internationales. Mais lorsqu'on regarde de plus près, ces ententes de presse soulèvent des questions délicates.

La réalisation d'une entente de presse exige une discipline, une obéissance des journaux et, comme corollaire, une contrôle inévitable. Il existe deux moyens d'atteindre cette discipline et ce contrôle : par l'autorité de l'organisation syndicale de la presse ou bien par la contrainte de l'Etat. La première solution n'est conditionnée que par

une entente libre, non politique. Seulement, le gouvernement, à force d'engager l'autorité de l'Etat et sa faculté de coercition, pourrait assumer des obligations qui relèvent d'une entente de presse effectuée par le bureau officiel de presse.

La seconde solution se heurte à l'aménagement démocratique de l'Etat. La presse proclamée libre par la Constitution et soustraite à la censure en temps de paix, ne saurait être soumise à un contrôle pour ses opinions sur la politique extérieure et sur les régimes politiques dans d'autres pays, ce qui est surtout visé par les ententes qui, pour imposer l'apaisement, suppriment la critique. Les ententes de presse, effectuées par les bureaux gouvernementaux de presse, sont donc diamétralement opposées à un régime démocratique, incompatibles avec la liberté de la presse. Cependant, les ententes des bureaux gouvernementaux, qui concernent la collaboration en vue de la suppression de fausses nouvelles, constituent une chose normale et désirable, qui peut vraiment donner des résultats précieux. Ces ententes qui sont nombreuses doivent être distinguées des ententes de presse à proprement parler (3).

Dans les pays démocratiques « l'atmosphère favorable » doit venir spontanément et précéder les conversations internationales. Comme stimulants des tractations peuvent figurer soit les sentiments, soit les intérêts, et il paraît tout naturel que la presse éprouve les mêmes sentiments ou soit consciente des intérêts de son pays. L'atmosphère créée artificiellement par les articles de journaux ou leur abstention de présenter la vérité, ne conduit-elle pas à des

(3) En 1937, le chef de la Section d'information et de presse du Ministère des affaires étrangères, M. Pierre Comert, a fait un voyage à Berlin où il a rencontré son collègue allemand M. Aschmann. M. Georges Scelle, en parlant des ententes de presse, n'y voit pas rien de nature à émouvoir l'opinion publique en France. Il va de soi que cette entrevue n'a pas pu aboutir à une « paix de presse » de façon allemande, étant donné la grande charte 1881 qui établit en France la liberté de la presse. Mais un échange de déclarations de bonne volonté est toujours agréable à enregistrer, surtout quand on n'en a pas l'habitude.

engagements prématurés et nuisibles? La liberté de la presse ne permet pas de prendre l'obligation de s'abstenir des opinions défavorables relatives à un pays, quelles que soient les causes qui puissent les justifier.

Il reste donc que les ententes de presse ne peuvent être conclues qu'entre les pays où la liberté de presse est contractée, limitée, ou n'existe pas du tout; par conséquent, là où il est possible d'exercer un contrôle efficace des écrits. Aussi, les ententes de presse sont-elles une preuve que les Etats qui les ont conclues ne disposent pas de la liberté de la presse, ou du moins de la liberté entière.

Dans les ententes de presse connues nous rencontrons d'un côté toujours l'Allemagne, pays où la presse a l'aspect d'un service public, et au nom de laquelle l'Etat peut traiter comme s'il s'agissait des conventions de navigations, des chemins de fer, des universités, etc...

Comme contractants de l'Allemagne figurent : la Pologne, l'ex-Autriche et la Suisse. Tout de suite faut-il souligner que l'essai de conclure un accord avec la Suisse a échoué, car la Confédération Helvétique était à cette époque familière avec les principes de liberté de la presse. Les ententes réalisées avec la Pologne et l'ex-Autriche portent à croire que le III^e Reich a mis en jeu son renom de voisin dangereusement fort et avec lequel on est obligé de s'entendre. Pourtant, l'acceptation d'une entente de telle sorte, fut-elle imposée ou non, indique que l'Etat en question dispose de l'autorité pour discipliner la presse, et s'il veut tenir ses engagements, il aura recours aux restrictions nécessaires de la liberté de la presse. Et nous voyons que ni pour la Pologne ni pour l'ancienne Autriche l'institution de censure ne fut pas quelque chose d'étranger.

Tout de même, ni l'une ni l'autre entente n'ont pas fonctionné normalement. Doit-on en conclure que ces ententes se sont heurtées à la liberté de la presse? Sans doute, dans deux pays existait la presse d'opposition qui ne prêtait pas au gouvernement son appui dans le fonctionnement de l'entente. Mais dans ces deux cas il est clair que les gouvernements polonais et autrichien ne furent pas non plus con-

tents de l'entente et de la conduite de leur partenaire. Ils n'ont pas usé de tous les moyens propres à empêcher les publications des articles défavorables à l'Allemagne, notamment lorsque ces articles ont dû être une réplique aux violations du côté allemand.

Des exemples existants on peut conclure que les ententes de presse sont possibles entre les pays à presse dirigée ou du moins contrôlée, c'est-à-dire là où le contrôle est organisé d'une façon plus ou moins efficace. Abstraction est faite du pays à presse étatisée (U. R. S. S.) qui s'est jusqu'ici montré hostile à toute entente de presse réalisée officiellement.

Dans les ententes de presse, les bureaux gouvernementaux apparaissent comme représentants des Etats dans les relations internationales. Cette pratique, ainsi qu'on l'a démontré déjà, ne remonte pas loin : les conférences de Genève, de Copenhague et de Madrid furent les premières manifestations dans lesquelles le bureau officiel s'est avéré compétent pour des questions de presse tant sur le plan national que sur le plan des rapports internationaux.

La première entente régionale de presse fut conclue par l'Allemagne et la Pologne (4). D'après un communiqué des deux agences officielles, du 27 février 1934, cette entente a été effectuée au cours d'entretiens qui ont eu lieu, à Berlin, entre M. Przesmicki, chef du bureau de presse du Ministère des Affaires étrangères polonais et son adjoint, et, du côté allemand, M. Aschmann, chef du bureau de presse du Ministère des Affaires étrangères allemand, et son adjoint. Ils prévoient un contact permanent et une volonté de part et d'autre, d'informer l'opinion publique des deux pays, dans un sens susceptible d'éveiller une compréhension mutuelle et de créer une atmosphère amicale.

Cette entente vise la presse périodique et hebdomadaire,

(4) Pour la documentation nous nous référons à deux articles de M. Georges SCILLE : *A propos des « accords de presse »* ; Cahiers de la presse, 1938, N^{os} 1 et 2.

la radio, le cinéma et le théâtre. Bien que le livre n'y soit pas compris, l'entente est en mesure d'influencer la majeure partie de la vie publique et de frayer le chemin à l'accord politique. Fort bien accueillie du côté allemand, l'entente a fait l'objet de plus de réserve du côté polonais. La presse d'opposition y a vu un nouveau pas dans la voie des abandons et exprimait sa crainte que l'entente ne serve à restreindre davantage la liberté de la presse en Pologne.

Les deux gouvernements se sont donné des gages dans le domaine de la T.S.F. et des films : l'Allemagne a renoncé à la projection d'un film antipolonais, alors qu'en Pologne fut autorisé le recueil des discours du chancelier Hitler. Egalement, des interdictions sur beaucoup de journaux et brochures furent levées de part et d'autre.

Les polémiques de presse se sont apaisées rapidement, étant donnée la nouvelle orientation politique plutôt que la « paix de presse ». Et dès que les relations politiques se sont aggravées sur la question des minorités allemandes en Pologne, un journal polonais fut, le 20 novembre 1937, interdit en Allemagne.

L'entente de presse entre l'Allemagne et l'ex-Autriche est plus récente. En 1937, deux bureaux de presse sont tombés d'accord sur les principes suivants : aucune nouvelle ne doit être publiée sans que les agences officielles aient vérifié qu'elle ne peut heurter les sentiments de l'autre pays ; aucune nouvelle ne peut être publiée si elle émane de sources ayant des sentiments inamicaux pour l'autre partie ; les informations doivent être positives aussi bien que négatives ; les attaques personnelles doivent être supprimées ; étant donné que les publicistes sont de part et d'autre membres du même peuple allemand, les attaques contre l'autre Etat et l'autre gouvernement doivent être évitées et les articles doivent respecter objectivement les différences de conceptions philosophiques et politiques.

Un incident étant survenu, le directeur suppléant du bureau de presse à Berlin s'est rendu à Vienne en vue de perfectionner l'entente. On a convenu de lui donner une interprétation plus élastique ; d'éviter désormais les démar-

ches diplomatiques quand il s'agirait de déclarations émanant de journaux non officiels et d'empêcher la diffusion de la littérature provenant des émigrés allemands. A la suite de quoi le gouvernement autrichien a interdit pour trois mois le *Pariser Zeitung*.

La « paix de presse » n'a pas empêché les journaux du III^e Reich de déclencher une vive campagne contre le gouvernement autrichien, toutes les fois qu'il fut question de l'Anschluss. Au surplus, les interdictions de journaux de part et d'autre n'ont pas cessé de se produire.

Lors de l'entrevue de Berchtesgaden du 12 février 1938 entre les chanceliers Hitler et Schuschnigg, la question des rapports de presse s'est trouvée à nouveau au premier plan des entretiens. Une nouvelle ordonnance de presse renforçant les pénalités contre toute publication offensante à l'égard d'un Etat étranger fut prise à Vienne, le 16 février, et un service spécial de presse chargé de son application, fut créé à la chancellerie fédérale.

L'entente austro-allemande de presse ne fut qu'une des formes de l'emprise du gouvernement de Berlin sur l'actuelle Ost-Mark.

Dans la tentative de conclure une entente de presse entre l'Allemagne et la Suisse, l'initiative parut venir, non pas de l'administration allemande, mais de la Fédération de la presse allemande (le Reichsverband der deutschen Presse) qui s'adressa directement à l'organisation suisse correspondante, la Schweizerischer Presse Verein. Les pourparlers eurent lieu à Constance et les délégués suisses insistèrent sur le principe de la liberté de la presse, inséparable des institutions démocratiques, et sur leur droit de libre critique dans les limites, bien entendu, de l'ordre public, mais même en ce qui concernait l'appréciation possible des régimes politiques étrangers.

La délégation allemande, avec laquelle collaborait l'attaché de presse de la légation d'Allemagne à Berne, présenta un projet d'entente qui prévoyait la consultation de deux organisations de journalistes et la création d'une commission mixte pour régler les questions soulevées par

l'entente. Enfin, les deux organisations doivent recommander à leurs gouvernements d'accorder l'autorisation de vente, dans les deux pays respectifs, aux journaux affiliés. Sur cette dernière disposition surtout les entretiens furent arrêtés.

Quelle est la valeur juridique des ententes de presse ? M. Georges Scelle répond qu'elles ne sont pas traitées. Elles n'interviennent point d'Etat à Etat, ni même entre gouvernements, mais entre administrations, offices de presse ou de propagande. Elles se trouvent donc à l'extrême point de ces engagements internationaux informels dits « accords à forme simplifiée » que connaît la pratique internationale, mais dont la théorie juridique est encore assez incertaine.

La validité de simples accords administratifs, et non plus gouvernementaux peut être plus douteuse. Elle varie avec le régime constitutionnel des Etats intéressés. Les ententes de presse seraient difficilement valides ou n'auraient en tous cas que peu de portée, si elles étaient passées entre pays où la liberté de la presse est constitutionnellement garantie. Les ententes de presse, d'après la conclusion de M. Scelle, pour avoir une portée réelle, c'est-à-dire pour ne pas se borner à de simples et vagues promesses d'intervention officieuse auprès des agences de presse et directeurs de journaux, doivent être passées entre administrations de pays où la presse est dirigée et non libre, où la liberté de parole n'est pas reconnue.

Comme antithèse des ententes de presse, effectuées par les offices gouvernementaux de presse, figurent les ententes entre libres associations des journalistes, sans arrière-plan politique (5). Nous en trouvons un type assez achevé

(5) Naturellement, les journalistes regardent d'un mauvais œil les ententes de presse effectuées par les bureaux gouvernementaux. Le comité exécutif de la Fédération internationale des journalistes a attiré l'attention des organisations nationales et de presse étrangère sur les « dangers que peuvent présenter certaines dispositions des ententes de presse en raison des actes de répression qui peuvent être exercés par les gouvernements intéressés pour provoquer d'une manière arbitraire et sans qu'il y ait toujours un recours possible le rappel d'un correspondant en poste à l'étranger dont la seule faute aura été d'exercer sa mission en conscience et en toute indépendance avec le seul souci d'éclairer l'opinion nationale et internationale et de servir ainsi l'intérêt général. »

dans le système de la Petite Entente de presse inauguré en août 1925 à Sinaia par les journalistes roumains, tchécoslovaques et yougoslaves, et étendu ultérieurement, par la presse tchécoslovaque à ses rapport avec la presse polonaise, la presse balte et la presse bulgare.

Dans la Petite Entente de presse il s'agit d'une fédération de trois organisations de presse roumaine, tchécoslovaque et yougoslave. Chaque comité national est composé de huit délégués et de quatre suppléants, tous journalistes attachés à des journaux ou à des agences de presse, d'un représentant du service de presse du ministère des affaires étrangères et des attachés de presse des légations de deux autres pays. Ce sont ces comités nationaux qui composent le Comité central international, formé des trois présidents, des trois secrétaires des comités nationaux et des trois représentants officiels de légations de l'ancienne Petite Entente. La conférence plénière annuelle, qui est l'organe suprême de la P.E.P. se compose de huit journalistes professionnels de chaque pays et d'un représentant du ministère des affaires étrangères.

Dans les trois ententes autres que la P.E.P. (balte, bulgare, polonais) apparaît un tribunal d'honneur qui a pour rôle de trancher les litiges soulevés par l'application de l'entente. Ainsi s'affirme l'autonomie de l'institution et son entière liberté vis-à-vis des pouvoirs publics.

Trois pays baltes (Estonie, Lettonie et Lithuanie) sont également liés par une entente régionale de presse. Cette entente comme les précédentes doit être rangée parmi les ententes libres, conclues entre partenaires égaux, et entre lesquels existent déjà des relations amicales. Dès qu'il s'agit d'un contractant démesurément plus fort que l'autre, et quand on connaît leurs malentendus politiques, il est à craindre que l'entente de presse, intervenue entre eux, ne soit imposée. C'est sous cet aspect qu'il faut envisager l'entente de presse entre la Lithuanie et la Pologne qui a été signée le 15 décembre 1938 à Kaunas. Elle a pour objet d'empêcher les polémiques et d'assurer des relations courtoises entre les deux pays.

La distinction entre les ententes de presse conclues par les bureaux gouvernementaux de presse et celles intervenues entre les organisations des journalistes, est énorme non seulement du point de vue de la procédure mais aussi eu égard aux mobiles qui se trouvent à l'origine de ces ententes.

L'exemple de la Petite Entente de presse montre le mieux, sur quelle base les ententes sont justifiées et en concordance avec le principe de liberté d'opinion. La Yougoslavie, la Roumanie et l'ex-Tchécoslovaquie n'avaient pas besoin de conclure une « paix de presse » comme l'Allemagne par rapport à la Pologne et à l'ex-Autriche, ou la Pologne par rapport à la Lithuanie. Les relations politiques au sein de la Petite Entente étaient à cette époque des plus cordiales, étant donné l'amitié parfaite entre les trois pays, et plus particulièrement les sentiments de fraternité slave entre les Tchèques et les Yougoslaves. Jamais, les campagnes de presse n'ont eu lieu dans ce triangle. La Petite Entente politique n'a fait que consacrer l'amitié et la communauté des intérêts.

Les conférences de la Petite Entente réunissaient de nombreux journalistes des trois pays. De ce contact personnel vient l'idée de lier trois fédérations de journalistes à l'image de la Petite Entente politique. Ce fut également la consécration des rapports cordiaux existants déjà entre les journalistes et les journaux de la Petite Entente.

Il serait illusoire d'espérer que, pour l'amélioration des relations internationales, il faut commencer par les ententes de presse. Dans les pays à la presse contrôlée, dirigée ou étatisée, ainsi que dans ceux à la presse libre, la presse ne précède pas mais suit les aspirations politiques, les tendances nationales ou gouvernementales, les courants d'idées qui proviennent du pays et de l'étranger. Sans doute, la presse devrait être le précurseur dans l'entente des nations, mais dans la réalité nous assistons au fait que la presse ne peut rien là où se heurtent les rancunes et la mauvaise volonté entre les peuples. C'est une idée platonique que d'attendre la réalisation des ententes bipar-

tites, puis régionales et multinationales atteignant, enfin, un caractère universel. Cela rappelle le slogan : Si la presse voulait ! Même si la presse était libre, le résultat serait douteux, compte tenu de toutes les vicissitudes d'une presse libre en face de la propagande étrangère, de sa dépendance des puissances d'argent, de ses velléités en ce qui concerne les sensations, etc... Mais la presse étant asservie dans la grande partie du monde, on ne peut certainement compter sur la presse comme précurseur de l'organisation stable de la paix.

Seule, la paix politique amènerait la paix de presse. C'est la conclusion après tant de déceptions amassées jusqu'en 1939.

APPENDICE

France. Le gouvernement Daladier disposant des pleins pouvoirs a pris deux décrets (le *Journal Officiel* des 24 et 25 avril 1939) apportant les modifications suivantes en matière presse. Le premier complète les articles 32 et 33, alinéa 2, de la loi du 29 juillet 1881, par l'adjonction de dispositions réprimant la diffamation et l'injure commises envers un groupe de personnes appartenant par leur origine à une race ou à une religion déterminée, lorsqu'elles auront eu pour but d'exciter à la haine entre les citoyens ou habitants. Des mesures semblables existent déjà aux Pays-Bas et en Suisse. Le second décret tendant à réprimer les propagandes étrangères, prévoit des peines contre ceux qui reçoivent de provenance étrangère, directement ou indirectement, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, des fonds de propagande et se livrent à une propagande politique; d'autre part, quiconque reçoit de l'étranger, directement ou par personne interposée, des fonds destinés à rémunérer une opération de publicité doit, dans les huit jours à compter du paiement, en faire déclaration à la préfecture de son domicile et, à Paris, à la préfecture de police. Ces dispositions se rapprochant de la loi roumaine du 13 avril 1938, marquent une nouvelle étape dans l'histoire de la presse française.

Enfin le 7 mai 1939 a paru un décret relatif au contrôle de la presse étrangère.

CONCLUSION

Nous vivons, selon une constatation anglaise, à une époque où la presse est devenue une sorte de mégaphone de l'Etat dans les trois quarts de l'Europe, et où la liberté d'imprimer a été peu à peu circonscrite dans le dernier quart.

Entre les mains des gouvernements, la presse reste le plus puissant moyen de pression et de propagande. Malheureusement, cette propagande gouvernementale n'est plus orientée vers la paix et le bien-être de l'humanité; elle est obligée de semer la haine, de dresser des murs entre les nations et les races, et de créer une atmosphère pleine d'angoisse pour le présent et d'incertitude pour l'avenir.

Nous tenons à affirmer que la presse elle-même n'est pas coupable de sa propre corruption. Accuser la presse d'avoir abandonné sa mission historique et de s'être mise au service des forces destructives, cela revient au même que de reprocher les desseins pernicioeux aux avions et canons, simples armes dans les mains de leurs détenteurs. Dans l'armement militaire, la presse fut mobilisée la première, et c'est elle qui, comme avant-garde, commence toutes les offensives diplomatiques et impérialistes.

La presse qui doit être un moyen de compréhension et de rapprochement entre les peuples, est aujourd'hui une arme redoutable de discorde et d'exclusion.

Le nouveau rôle de la presse ne provient pas de l'initiative privée malgré la vénalité et des autres vices de la presse libre; il coïncide avec la suppression de la liberté et la main-mise de l'Etat sur les journaux. La presse transformée en service public entre dans les effectifs d'armement et perd son caractère universel. Ce changement dans

le domaine de presse n'a pas précédé mais il a suivi la transformation politique et sociale.

En effet, la presse fut englobée par la notion fatidique de propagande. Cependant, nous avons montré qu'il existe deux sortes de propagande : l'une est humanitaire, culturelle, pacifiste, et s'encadre parfaitement dans l'idéal démocratique; l'autre est antagoniste, égoïste, impérialiste, et correspond aux dictatures personnelles. Après la guerre, la première propagande s'est ralentie, endormie et presque éteinte; la seconde a pris son essor, attaqué et fonctionné habilement, en utilisant les malentendus dans l'intérieur des pays vainqueurs, les rancunes des régions et l'ambition et l'avidité des particuliers et des chefs.

Les services gouvernementaux de presse, au lieu de servir à une démocratisation dans la publicité des actes du pouvoir et dans la répartition d'informations aux journalistes, sont transformés en états-majors d'une guerre par écrit. Les services de presse, dans les pays qui nourrissent des aspirations territoriales, et dans ceux qui se trouvent menacés dans leur indépendance, bâillonnent la liberté de l'opinion et l'initiative privée. Volontairement ou par nécessité, l'Etat poursuit une monopolisation et bride la liberté des autres domaines d'expression de la pensée : livre, théâtre, cinéma doivent à leur tour s'incliner devant une obsession, un but imaginaire mais menaçant.

Au dernier moment, l'ancien vainqueur tente de réparer les fautes d'après-guerre. Mais il est trop tard pour parer l'action des adversaires par une propagande pacifiste, compatible avec le régime démocratique, déjà ébranlé par les menaces du dehors et les malentendus du dedans. Il ne suffit plus de réorganiser les services de presse et d'agir par le papier imprimé; on est obligé de réarmer à outrance. Dans cette atmosphère, l'influence du parlement fléchit, et la conséquence immédiate en doit être la restriction de la liberté de la presse. En même temps, les services de presse, rajeunis et centralisés auprès de la présidence du Conseil, entament une action en vue de discipliner l'opi-

nion publique dans le pays même, et de combattre la propagande étrangère.

Après tant d'hésitations, les services gouvernementaux de presse sont reconnus indispensables dans les pays démocratiques eux-mêmes.

VU :

Le Président de la Thèse,
DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE.

VU, pour le Doyen :

L'Assesseur,
G. GIDEL

VU et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX

ALLARD (Paul). — *Le Quai-d'Orsay*, Paris, 1938.

BOURDON (G.), DELAISI (F.) et Cie. — *Le journalisme d'aujourd'hui*, Paris, 1931.

BUTTER (Oscar). — *La presse et les relations politiques internationales, Recueil des cours* (Académie de Droit international), 1933, III, t. 45.

CAIN (Julien). — *Le bureau français d'étude de presse étrangère et ses publications*, Paris, 1922.

FORGAC (Arpad). — *Essai sur la diplomatie nouvelle*, Paris, 1937.

GÉMON (P.). — *La presse* (dans la brochure *Les techniques au service de la pensée*), Paris, 1938.

GENET (Raoul). — *Traité de diplomatie et de droit diplomatique*, t. I, III, Paris, 1931.

ISRAËL (Alexandre). — *La liberté de la presse hier et demain*, Paris, 1936.

JOUVENEL (Robert DE). — *La République des camarades*, Paris, 1914.

MASARYK (T.). — *La résurrection d'un Etat, Souvenirs et réflexions* (1914-1918), traduit du tchèque par Fuscien DOMINOIS, Paris, 1930.

SURY D'ASPREMONT (Paul DE). — *La presse à travers les âges*, Paris, 1929.

SZILASSI (Baron J. DE). — *Traité pratique de diplomatie moderne*, Paris, 1928.

TEVFIK (Halim). — *Le nouveau régime de la presse*, étude juridique et sociologique, Paris, 1937.

VIENNE (Antony). — *Le quatrième pouvoir (La presse. — Son évolution. — Son influence)*, Bruxelles, 1930.

WEILL (Georges). — *Le journal. Origines, évolutions et rôle de la presse périodique.* (L'Evolution de l'Humanité), Paris, 1934.

REVUES

BARTHÉLEMY (Joseph). — Le projet contre la presse (*Revue politique et parlementaire*, 10 janvier 1937).

DENOYER (Pierre). — Comment se transforme la presse anglaise (*Revue des Deux Mondes*, 1^{er} février 1928).

CARR (Philip). — La presse anglaise (*Revue des Deux Mondes*, 15 août 1937).

ECKARDT (Hans von). — La presse allemande de nos jours (*Revue de Paris*, 1^{er} avril 1932).

FITTER (R. S. R.). — Des facteurs touchant à la liberté de la presse en Grande-Bretagne (*Cahiers de la presse*, 1939, N° 1).

GARÇON (Maurice). — La loi sur la presse (*Revue des Deux Mondes*, 15 janvier 1937).

HAMBURGER (E.). — Chronique constitutionnelle et législative de la presse (*Cahiers de la presse*, 1938, N° 3).

HAMBURGER (E.). — Le délit d'outrage à un groupe de la population (*Cahiers de la presse*, 1938, N° 1).

HAMBURGER (E.). — Fausses nouvelles et nouvelles exactes interdites (*Cahiers de la presse*, 1928, N° 3).

JARYC (Marc). — Problèmes et méthodes de la Science de la presse (*Cahiers de la presse*, 1938, N° 1).

LEMERY (Henri). — La réforme de la loi sur la presse (*Revue de France*, 15 février 1937).

MIRKINE-GUÉTZÉVITCH (B.). — La réglementation de la presse en Russie soviétique (*Revue politique et parlementaire*, 10 avril 1928).

PIERRE (André). — La presse de l'U.R.S.S. en 1932 (*Le Monde Slave*, juillet 1932).

RIVAUD (Albert). — La propagande nazie (*Revue des Deux Mondes*, 1^{er} mai 1938).

SCELLE (Georges). — A propos des « Accords de presse » (*Cahiers de la presse*, 1938, N°s 1 et 2).

STOUPNITZKY (A.). — La presse soviétique. Son rôle, son organisation, son statut juridique (*Cahiers de la presse*, 1939, N° 1).

TERROU (F.). — L'information du gouvernement par la presse (*Cahiers de la presse*, 1938, N° 3).

Toute l'Édition, hebdomadaire, Paris, 1939 (17^e année).

Université de Paris, Institut de Science de la presse. — *Cahiers de la presse*, trimestriel, 1938, N^{os} 1, 2, 3, 4; 1939, N° 1.

VALOT (Stephen). — Y a-t-il une Science de la presse (*Cahiers de la presse*, 1938, N° 1).

DIVERS

Annuaire de la presse française et étrangère et du monde politique, Paris, 1937, 1938.

Les conditions de travail et de vie des journalistes; Bureau international du travail, Genève, 1928.

Fourth course for students of journalism; International student service, Genève, 1938.

Le Ministère pour la presse et la propagande, discours prononcé le 22 mai 1936 devant le Sénat italien par le ministre M. Galeazzo Ciano.

Rapport fait au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1933 (Affaires étrangères), par M. Adrien DARIAC, député; Documents parlementaires — Chambre, annexe N° 1535, pp. 493 et suiv.

Le Temps. — L'enquête sur la presse étrangère, N^{os} des 8, 16-18 août; 1, 4, 6, 8, 10, 14, 17, 18, 23; 24, 26 septembre; 2, 11, 14, 15, 19, 20, 22, 26 octobre; 1 novembre; 22 décembre 1938; 2-3, 4 janvier 1939.

PUBLICATIONS DE LA S.D.N.

Document pour servir à la préparation du Comité des experts de presse, Genève, 1926.

Conférence des experts de presse, Documents préparatoires, Genève, 1927.

Conférence des experts de presse, Protection des informations de presse, Genève, 1927.

Conférence des experts de presse, Rapport définitif, Genève, 1927.

La Presse et la Société des Nations, Exposition internationale de la presse à Cologne, mai-octobre 1928, Genève, 1928.

Bulletin de renseignements sur l'œuvre des organisations internationales, Genève, 1931 et suiv.

Collaboration de la presse à l'organisation de la paix. — Questions générales, Genève, 1932.

Conférence des bureaux de presse gouvernementaux et des représentants de la presse, Copenhague, 1932.

II^e Conférence des bureaux de presse gouvernementaux et des représentants de la presse, Madrid, 1933.

Le rôle intellectuel de la presse, par Sanin CANO et Cie; Institut international de la coopération intellectuelle, Paris, 1933.

Services gouvernementaux de presse; Section d'information, Genève, 1935.

La Société des Nations en 1937; Section d'information, Genève, 1938.

Supplément du Journal, des 14 septembre 1935, 26 septembre 1936, 20 septembre 1937, 19 septembre 1938.

OUVRAGES A CONSULTER

BETHLEEM. — *La Presse*, Paris, 1928.

BILLY (André) et PIOT (Jean). — *Le monde des journaux, tableau de la presse française contemporaine*, Paris, 1924.

BOURGIN (G.). — *Essai sur la presse française* (Bulletin of the international committee of historical sciences, number 22, march 1934).

CAMBON (Jules). — *Le diplomate*, Paris, 1926.

CHAUDET (G.). — *La réglementation administrative de la presse dans les principaux pays* (thèse), Lauzanne, 1938.

HAMON (Augustin) et X. Y. Z. — *Les maîtres de la France*, t. II (*La presse*, p. 379), Paris 1937.

LAUZANNE (Stéphane). — *Sa Majesté la Presse* (préface de Louis Barthou), Paris, 1925.

MERLET et DELON. — *Si la presse voulait !* (*Essai sur la paix*), Paris, 1927.

MEYNAUD (Jean). — *Le statut professionnel des journalistes* (thèse), Paris, 1937.

MOUSSET (Albert). — *La France vue de l'Etranger ou le déclin de la diplomatie et le mythe de la propagande*, Paris, 1926.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION :

La science de la presse	5
L'Etat journaliste	9

Première partie

L'ORIGINE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX DE PRESSE

Chapitre I. — LA PRESSE ET LE GOUVERNEMENT :

Le mythe de la presse. — La presse-entreprise privée et la presse-service public	15
Les principaux régimes de presse. — La notion de la presse libre et de la presse monopolisée	22

Chapitre II. — LE MONDE DES JOURNAUX ET LES CONDITIONS DE MONOPOLISATION DE LA PRESSE :

A) Le régime de la presse libre

<i>France</i> : La presse libre est-elle la presse irres- ponsable? — Le projet de loi de 1936 et l'idée de nationalisation de la presse. — Les journaux en 1939	31
<i>Grande-Bretagne</i> : La sévérité en ce qui concerne les dommages-intérêts. — Les onze trusts de journaux	47
<i>Etats-Unis d'Amérique</i> : Les camps « démocra- tique » et « autoritaire ». — L'industrialisation de la presse	55
<i>Belgique</i> : L'échec des tentatives de « coordonner » les rapports entre la presse et le gouvernement ..	61

B) Le régime de la presse dirigée

<i>Italie</i> : La suppression successive de la presse d'opposition. Les journaux fascistes d'aujourd'hui	62
<i>Allemagne</i> : La conception national-socialiste de presse. — Les journaux du III ^e Reich	72
<i>Espagne</i> : La loi du général Franco sur la presse dépasse en rigueur la législation italienne	81
<i>Brésil</i> : Les journaux comme moyen de propa- gande gouvernementale	83

C) Le régime de la presse étatisée

<i>U.R.S.S.</i> : Comment fut créée la presse bolche- viste. — Les journaux publiés en 69 langues ou dialectes	84
--	----

D) *Le régime de la presse contrôlée*

<i>Pologne</i> : La censure intervient pour modérer les campagnes de presse	92
<i>Yougoslavie</i> : La censure préventive non avouée comme conséquence d'une loi sévère sur la presse	93
<i>Roumanie</i> : Le contrôle des moyens d'existence	96
<i>Bulgarie</i> : Le contrôle temporaire des œuvres imprimées	97
<i>Hongrie</i> : L'autorisation préalable ; les mesures répressives	99
<i>Suisse</i> : Les mesures défensives aux dépens de la liberté de la presse	100
<i>Turquie. Japon</i> : Encore deux exemples de la presse contrôlée	103

Deuxième partie

LES SERVICES GOUVERNEMENTAUX DE PRESSE DANS LES PRINCIPAUX PAYS

Chapitre III. — LA CRÉATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX DE PRESSE :

La presse et la diplomatie	107
La presse et la propagande	112
La mission des services gouvernementaux de presse	120

Chapitre IV. — L'ORGANISATION DES BUREAUX DE PRESSE DES GOUVERNEMENTS :

A) <i>Les bureaux ministériels</i>	129
<i>France</i> : Le Service d'information et de presse du Ministère des affaires étrangères. — La réorganisation du service de presse auprès de la présidence du Conseil	129
<i>Etats-Unis d'Amérique</i> : Les conférences de presse à la Maison Blanche. — La Division of Current Information	135
<i>Grande-Bretagne</i> : Le Foreign Office et la presse. — Le News Department	137
<i>U.R.S.S.</i> : Le Bureau de presse du Commissariat du peuple pour les affaires étrangères. — Les services qui assurent le monopole de l'Etat en matière de presse	140
<i>Italie</i> : La Direction générale pour la presse du Ministère de la culture populaire	143

<i>Allemagne</i> : Le Bureau de presse du gouvernement du Reich et le service de presse du Ministère de la propagande	149
<i>Espagne</i> : Le Service national de presse et ses succursales provinciales	153
<i>Yougoslavie</i> : Le Bureau central de la présidence du Conseil	155
<i>Bulgarie</i> : La Direction de la presse du Ministère des affaires étrangères	157
Le fonctionnement et l'activité publicitaire des bureaux gouvernementaux de presse dans les autres pays (Albanie, Argentine, Australie, Belgique, Bolivie, Canada, Danemark, Estonie, Finlande, Grèce, Guatémala, Japon, Hongrie, Etat libre d'Irlande, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Suède, Suisse, Turquie)	158
B) <i>Les bureaux à l'étranger</i>	166
L'institution des attachés de presse	166
Les attachés de presse des pays démocratiques ..	173
Les attachés de presse des pays totalitaires	174
Le recrutement des attachés de presse dans les pays balkaniques	177

Troisième partie

Chapitre V. — LE SERVICE DE PRESSE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS :

La coopération internationale au sein de la S.D.N.	181
La Section d'information du Secrétariat de la S.D.N. — La collaboration avec la presse. — Les publications de la S.D.N.	184
La Conférence internationale des experts de presse	191

Chapitre VI. — LES BUREAUX GOUVERNEMENTAUX DE PRESSE SUR LE PLAN INTERNATIONAL :

Les conférences des bureaux gouvernementaux et des représentants de la presse à Copenhague et à Madrid : La suppression des fausses nouvelles ..	201
Les ententes de presse effectuées par les bureaux gouvernementaux de presse	207

CONCLUSION	217
BIBLIOGRAPHIE	221
TABLE DES MATIÈRES	227

